

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

LE CONGRÈS DE 1931 DU PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE

THESE DE MASTER RECHERCHE

Selim SEZER

Directeur de Recherche: Yrd. Doç. Dr. Ahmet KUYAŞ

SEPTEMBRE 2009

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le fruit d'un travail dur et fatigant qui a duré pendant plus de 1.5 ans. A la suite des mois qui sont passés aux archives, aux bibliothèques, devant l'ordinateur et devant mon professeur directeur, je suis fier d'avoir présenté le travail à l'Institut des Sciences Sociales de l'Université Galatasaray.

Dans ce point, il me faut de remercier chaleureusement à mon directeur, M. Ahmet Kuyaş, qui a exercé une véritable direction de travail dès le premier jour et qui a considérablement développé ma vision, à Mme Füsün Üstel qui m'a rendu des sources très précieuses, ainsi qu'à mes professeurs qui ont accepté de faire part de mon jury.

Il est aussi un devoir pour moi de remercier à Kıvanç Esen qui a toujours discuté le contenu des esquisses que j'ai rédigés avec moi, à Ateş Uslu qui a fait la dernière révision des textes français, à mon frère Yavuz Sezer qui m'a rendu son ordinateur dès que le mien est cassé et aux travaillants très chers d'ISAM qui m'ont rendu pleine d'aides.

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I: VERS LE CONGRÈS.....	6
A. L'expérience du Parti républicain libéral et les conséquences.....	7
A1. Un débat sur les raisons de fondation du PRL.....	8
A2. Reconstruction de la base de légitimité: le discours de Sivas d’Ismet Pacha.....	11
A3. De l’élection municipale vers la décision de dissolution.....	16
B. Le voyage présidentiel de Mustafa Kemal Pacha (le 17 novembre 1930 – le 3 mars 1931)	19
B1. Certaines données sur le voyage présidentiel.....	20
B2. Les enjeux politiques élaborés pendant le voyage.....	21
C. Nomination de Recep (Peker) Bey au secrétariat général.....	26
CHAPITRE II : LES THÈMES MAJEURS ET LE CONTENU POLITIQUE DU CONGRÈS	32
A. Une vue générale sur le congrès.....	32
B. Les débats sur le programme du parti.....	37
B1. Le chemin s’ouvrant au programme.....	37
B2. Les articles importants du programme.....	41
C. Les revendications des congrès locaux.....	50
D. Les débats sur le règlement du parti.....	55

D1. Les modifications de base par rapport au règlement de 1927.....	55
D2. Renforcement de l'organisation de parti.....	59
E. Dissolution des Foyers turcs.....	61
E1. Un débat sur les raisons de dissolution des foyers.....	62
E2. Décision de transmission dans le congrès de parti.....	67
E3. Des Foyers turcs vers les Maisons du peuple : une tendance vers le fascisme?.....	69
CHAPITRE III : LE CONGRÈS DE 1931 ET LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DU REGIME DE PARTI UNIQUE.....	73
A. Le programme de 1931 et les nouveaux éléments dans les principes de parti.....	74
B. Le principe de « démocratie » dans le programme : évocation des thèses de Ziya Gökalp et négation des classes.....	78
C. La philosophie d'unité nationale et le principe d'étatisme.....	87
D. « Idéologie de la révolution ».....	93
CONCLUSION.....	98
BIBLIOGRAPHIE.....	101

RÉSUMÉ

Le présent travail de mémoire a comme objet le Congrès de 1931 du Parti républicain du peuple (PRP), qui est accepté comme étant le troisième congrès du parti, étant donné que le Congrès de Sivas, qui était déroulé au mois de septembre 1919, est imaginé comme étant le premier.

Il est possible de parler de la spécificité historique de ce congrès pour deux raisons. En première instance, c'est le congrès où le premier programme du PRP est accepté et où les six principes du parti sont définitivement formés. En deuxième lieu, c'est à partir du Congrès de 1931 que le PRP a consolidé le pouvoir de parti unique et qu'il a commencé à pénétrer davantage au champ social.

Les thèses principales qui ont été dominantes sur le congrès ont été formées au cours d'une période longue, mais il est possible de parler des effets considérables de certains tournants plus récents sur le congrès. Ce sont, premièrement, la courte expérience du Parti républicain libéral (PRL) pendant laquelle le PRP a cristallisé sa posture étatiste/antilibérale; deuxièmement le voyage présidentiel de Mustafa Kemal Pacha dans lequel les conditions du pays ont pu être observées et les grands thèmes politiques ont été discutés par les élites du parti; et troisièmement la nomination de Recep (Peker) Bey au secrétariat général du parti, qui indiquait une tendance vers plus d'autoritarisme et une recherche de doctrine pour le parti.

Le Congrès de 1931 n'a pas réussi à créer une idéologie durable, mais on était en recherche de cette dernière quand même. Les mois dans lesquels le congrès est réalisé témoignaient à des débats sur « l'idéologie de révolution » qui ont été directement influents sur le parti. De l'autre côté, le programme de 1931 a aidé le PRP pour qu'il clarifie davantage sa philosophie politique dont il y avait l'idée d'unité nationale au coeur. Cette philosophie avait deux piliers: l'étatisme, qui était un nouveau principe et la « démocratie », qui était désormais interprété d'une nouvelle manière.

ABSTRACT

The subject of this thesis is the 1931 Congress of The Republican People's Party (RPP), which was declared to be the third congress of party, as the Sivas Congress, which has taken place in September 1919 was/is considered to be the first.

Two main facts make the 1931 Congress particularly significant historically. First of all, it is the 1931 Congress in which the first program of RPP was accepted and the six principles of the party were finally formed. On the other hand, this congress also marks the beginning of the consolidation of the single party power with which the RPP could penetrate into the social arena more strongly than before.

The major arguments which dominated the congress have been formed through a long period, yet it is possible to indicate the considerable influence of some more recent events on the congress. Those were, firstly the Free Republican Party's brief existence during which the RPP crystallised its statist and anti-liberal stance; secondly Mustafa Kemal Pasha's subsequent tour in the country which gave the chance to observe the political conditions of the country and during which the major political themes were debated by the RPP elite; and thirdly the nomination of Recep (Peker) Bey as the secretary general of the Party, which indicates the tendency towards more authoritarianism and reflects the searches for a party doctrine.

Despite the expectations, the 1931 Congress could not, in fact, create a long-term ideology. Nevertheless, the period in which the congress took place was characterized by the debates on "ideology of revolution" which have been directly influential on the Party. In addition, it is by the Program of 1931 that the RPP had helped clarifying its political philosophy, of which the idea of national unity was the principal basis. This philosophy had two main pillars: statism, a newly emerged principle and "democracy" which was then interpreted in a new manner.

ÖZET

Elinizdeki tez çalışmasının konusu, Cumhuriyet Halk Fırkası'nın (CHF) 1931 tarihli kongresidir. Eylül 1919 tarihinde toplanan Sivas Kongresi CHF'nin ilk kongresi olarak tahayyül edildiğinden/varsayıldığından, 1931 Kongresi de firkanın üçüncü kongresi kabul edilmektedir.

1931 Kongresi'ne iki temel nedenden ötürü tarihsel bir özgünlük atfetmek mümkündür. Bunlardan birincisi, ilk fırka programının bu kongre neticesinde oluşturulmuş olması ve firkanın altı ilkesinin son halini burada almış olmasıdır. İkincisi ise, 1931 Kongresi'yle açılan dönemde tek parti rejiminin konsolidasyon sürecinin hızlanması ve firkanın toplumsal alana daha fazla nüfuz eder hale gelmesidir.

Kongre'ye hâkim olan temel yönelimler uzun bir süre içinde şekillenmiş olmakla birlikte, daha yakın bir dönemdeki belli başlı üç uğrağın kongre tezleri üzerindeki etkilerinden söz etmek de mümkündür. Bunlardan birincisi, CHF'nin devletçi ve anti-liberal duruşunu belirginleştirdiği Serbest Cumhuriyet Fırkası deneyimi, ikincisi Mustafa Kemal Paşa'ya kalabalık bir heyetin eşlik ettiği, ülkenin siyasal durumunun yakından gözlemlenmesini sağlayan ve fırka kurmaylarının pek çok temel siyasi gündem üzerine tartışmalar yürüttüğü yurt gezisi, üçüncüsü ise daha fazla otoriterleşme yönelimini ve parti için doktrin arayışlarını ifade eden, Recep (Peker) Bey'in fırka kâtibi umumiliğine getirilişi sürecidir.

1931 Kongresi, fırka için kalıcı bir ideoloji üretmeyi başaramamıştır, ancak bu yönde arayışların olduğu görülmektedir. Nitekim kongrenin içinde gerçekleştiği döneme, “inkılâbın ideolojisi” tartışmaları damgasını vurmuştur. Aynı zamanda, 1931 programı da CHF'nin kendi siyasal felsefesini daha fazla belirginleştirmesine yardımcı olmuştur. Temelinde milli birlik fikrinin olduğu bu felsefenin başlıca iki sacayağı, yeni bir ilke olan devletçilik ve bundan böyle farklı bir şekilde yorumlanan halkçılıktır.

INTRODUCTION

Convoqués le 4 septembre 1919 à Sivas à l'Anatolie de l'Est, pour unifier les divers groupes luttant contre l'occupation de l'Anatolie, les délégués venus des diverses régions du pays ne pensaient évidemment pas qu'ils étaient en train de réaliser un congrès de parti politique. Ce congrès qui a eu lieu après le congrès d'Erzurum convoqué au mois de juillet avait la mission de compléter celle de ce dernier ; c'est ainsi que l'Association de Défense des Droits d'Anatolie et de Roumélie (*Anadolu ve Rumeli Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti* – A-RMHC) a été fondée. Ce nom allait être utilisé par deux différents groupes au sein de la première Grande Assemblée Nationale fondée le 23 avril 1920. En effet, Mustafa Kemal Pacha, leader de la Lutte Nationale, avait voulu regrouper les députés proches à lui et c'est ainsi qu'un Groupe de Défense des Droits d'Anatolie et de Roumélie a été fondé au sein de l'Assemblée Nationale au mois de mai 1921. Cependant les députés qui opposaient au renforcement de la position de Mustafa Kemal par des compétences extraordinaires se voyaient comme les porteurs de la même ligne, et c'est pourquoi ils ont appelé leur groupe qu'ils ont fondé au mois de juillet 1922 « le Deuxième Groupe de Défense des Droits d'Anatolie et de Roumélie ». Suite à la liquidation du Deuxième Groupe aux élections législatives de 1923, le Premier Groupe est devenu la seule force politique dans l'Assemblée Nationale et c'est après cela qu'il est transformé en Parti du peuple le 9 septembre 1923 (et Parti républicain du peuple le 10 novembre 1924). À l'aide d'une manipulation, l'histoire du Parti du peuple qui n'englobait pas de nombreux cadres ayant participé à la guerre a été décrite comme équivalent de l'histoire de l'A-RMHC et c'est ainsi que le Congrès de Sivas a été accepté comme le premier congrès du parti de Mustafa Kemal Pacha, comme partie de ce que nous appelons « l'histoire inventée ».

En effet c'est du 15 au 20 octobre 1927 que le premier congrès du Parti républicain du peuple (PRP) a été convoqué. Ce congrès avait laissé deux résultats importants pour la vie politique turque. Le premier était le Grand Discours de Mustafa Kemal Pacha, qui avait duré 36 heures et qui n'était pas seulement un discours politique, mais aussi un

résumé des huit ans qui avait écoulé depuis le début de la Lutte Nationale, à l'objectif de reformuler le passé du point de vue du pouvoir. Quant au deuxième, c'était un nouveau règlement de parti qui allait constituer la base de celui qui serait accepté en 1931. Ce règlement mettait en évidence les quatre principes du parti et il y était ajouté une déclaration de programme ; ceux-ci seraient les fondements du programme de 1931 et des six principes (dits aujourd'hui les « Six flèches » ou « les principes kémalistes »).

Selon le règlement, il fallait convoquer des congrès généraux une fois par quatre ans, et donc le prochain devrait être fait en 1931. L'année 1931 était un temps dur pour plusieurs raisons. D'un côté, on subissait à de mauvaises conditions économiques comme conséquence de la crise économique mondiale de 1929, et de l'autre côté il existait un mécontentement politique et social incontestable. C'est juste pour cette raison qu'on ait essayé de passer au système bipartite pour calmer un peu ce mécontentement, mais le Parti républicain libéral dont la fondation avait été encouragée par Mustafa Kemal Pacha et Ismet Pacha eux-mêmes n'avait pas pu avoir une vie plus longue que 99 jours, pour des raisons qu'on expliquera en détail dans le présent travail. Au début de 1931, il n'y avait plus de force politique qui puisse faire opposition au gouvernement de PRP et l'on se préparait à consolider le régime de parti unique, tandis que le mécontentement social continuait toujours. Même s'il n'y avait pas d'acteur politique qui le met en évidence, il suffit de regarder ce que les cadres du parti écrivaient dans le journal *Hakimiyeti Milliye* (« Souveraineté Nationale ») pour saisir ce mécontentement : entre autres, l'article de Falih Rıfki qui essayait de prouver que Mustafa Kemal n'était pas un dictateur¹, celui de Zeki Mesut selon qui les intellectuels ne pourraient pas demander la démission du gouvernement puisque le PRP était le parti de révolution et le seul protecteur du régime², ou bien celui de Mahmut Bey selon qui personne ne pouvait dire que le système de parti unique ne marcherait pas³ sont certains exemples qui nous indiquent que le parti au pouvoir se sentait sous un sentiment de pression.

C'est dans ces conditions-là que le deuxième (soi-disant « troisième ») congrès du PRP a été convoqué entre les 10 et 18 mai 1931. Pour résumer un peu l'importance

¹ Falih Rıfki, « Şef ve Diktatör », le 4 janvier 1931.

² Zeki Mesut, « Davanın Esası », le 11 janvier 1931.

³ Siirt Mebusu Mahmut Bey, « İtidal ve Basiret Politikası », le 12 janvier 1931.

historique de ce congrès, on peut suivre les mots de Mete Tunçay, qui a laissé l'un des œuvres les plus importants sur la période du parti unique :

Le Troisième Grand Congrès du PRP est un point de tournant dans la vie publique de la Turquie. Jusqu'à ce que ce congrès soit fait, il y a eu de diverses fluctuations pendant les sept ans et demi à partir de la fondation de la république ; des actions d'aménagement ont été faites, les réactions ont été forcées, la vie multipartite a été essayée deux fois mais a fait échec. Les quinze ans suivants passeront sous la direction de parti unique. Je ne veux pas dire que la période entre 1931 et 1945 est homogène et stagnante. Cette période-là aussi a témoigné à de grands événements comme remplacement d'Inönü par Bayar, ou bien le fait qu'Inönü est devenu le président de la république après la mort d'Atatürk (et le président général interchangeable du parti comme lui) ; on a fait aussi de diverses tentatives pour former le PRP selon un modèle totalitaire. Mais, par sa nature, la période entre 1931 et 1945 porte quelques différences qualitatives par rapport à la période entre 1923 et 1931. Dès lors, une autre *manière* sera dominante sur la Turquie. À cet égard, il faut accepter le Troisième Congrès non seulement comme la fin d'une période, mais aussi comme le début d'une nouvelle période.⁴

Ce passage a été notre point de départ et nous avons accepté comme hypothèse que le Congrès de 1931 est le point de rupture le plus important de la période de parti unique, soit au sens organisationnel du parti, soit au sens des rapports entre le parti et la société et soit au sens des orientations idéologiques du parti de pouvoir. En effet, quand nous disons « le Congrès de 1931 », nous ne parlons pas d'une réunion qui a duré huit jours, mais d'une orientation politique que nous pouvons appeler « les thèses de 1931 » formée à la suite d'une longue période et qui a été dominante sur le parti et sur le pays pendant de longues années. Ces thèses de 1931 se concrétisaient surtout dans le programme du parti, sur les six principes qui en font part et sur le règlement du parti. L'essence de cette politique était l'idée d'un parti unifié avec l'outil d'État, pénétrant vers le champ social presque entièrement. Ce parti était désormais étatiste, plus nationaliste qu'auparavant et il niait même l'existence des classes sociales au nom de l'unité nationale et, évidemment, pour légitimer davantage le système de parti unique.

Pour préparer un mémoire de master 2 sur ce congrès qui est touché en presque tous les travaux sur les années 1930 mais qui ne font pas objet d'un travail en soi, nous

⁴ Mete Tunçay, **Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Parti Yönetimi'nin Kurulması: 1923-1931**, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul, 2005, p. 317-318.

nous sommes majoritairement servi des sources primaires. À côté des textes de référence comme les procès-verbaux de congrès, le programme et les règlements du parti, les sources les plus fréquemment utilisées ont été les journaux *Hakimiyeti Milliye* et *Cumhuriyet* (« République »), qui suivaient les politiques du gouvernement de PRP. Notre souci n'était pas simplement de faire un dépistage de presse pour obtenir les nouvelles de cette période-là, mais plutôt de voir comment étaient commentés les grands thèmes par les personnes proches au gouvernement. C'est pour cela que nous avons limité les recherches de presse avec ces deux journaux dont les écrivains étaient des cadres-idéologues du Parti républicain du peuple comme Falih Rıfki (Atay), Yunus Nadi (Abalıoğlu), Yakup Kadri (Karaosmanoğlu) ou de divers députés du PRP. Les autres sources primaires utilisées ont été les revues comme *Kadro* (« Cadre ») et *Türk Yurdu* (« Patrie turque »), et les œuvres principaux des personnages comme Şevket Süreyya (Aydemir), Ahmed Ağaoğlu et Ziya Gökalp, qui intéressent notre sujet pour des différentes raisons. Nous nous sommes également servis des sources secondaires qui sont des œuvres des chercheurs très respectés travaillant sur la période de parti unique.

À l'aide de toutes ces sources utilisées, nous avons essayé de citer vivement les événements et de faire des analyses sans s'adresser à des références théoriques comme une préférence. Pour presque chaque thème élaboré, nous avons fait des retours au passé pour voir le développement et l'arrière-plan historique ; parfois, comme dans le cas de dissolution des Foyers turcs, nous avons vu comment est allée la cour après le congrès aussi. Pour certains des thèmes, nous avons alimenté nos arguments avec les débats sur la presse proche du gouvernement dont on vient de parler. Malgré les retours en arrière le cas échéant, nous avons essayé de suivre une méthode chronologique dans le premier et deuxième chapitre, tandis que le troisième a été plutôt un chapitre thématique.

Le présent travail est constitué de trois chapitres et une vingtaine de sous-parties au total. Le premier chapitre est consacré au processus qui est antérieur au congrès. Là, on parle d'abord de l'expérience du Parti républicain libéral qui a exercé des effets directs sur les thèses de congrès. Ceci est suivi par le voyage présidentiel fait par Mustafa Kemal Pacha, qui commence le 17 novembre 1930, c'est-à-dire le jour où le Parti libéral s'est dissout et qui prend fin le 3 mars 1931. Dernièrement, on parle brièvement de

Recep Peker et de sa nomination au secrétariat général du parti qui a eu lieu le 9 mars 1931. Tous ces thèmes ont abordés de manière à voir leurs effets sur le congrès.

Dans le deuxième chapitre, qui est le plus long, nous voyons les grands thèmes du congrès de 1931. Suite d'une vue générale sur le congrès, nous observons quatre parmi les thèmes principaux que sont, dans son ordre chronologique, les débats sur le programme de parti, les évaluations des revendications des congrès locaux, les débats sur le règlement de parti, et la dissolution des Foyers turcs, qui avait eu lieu au mois d'avril, c'est-à-dire avant le congrès mais qui faisait partie de l'ordre du jour du congrès quand même.

Dans le troisième est dernier chapitre, nous essayons d'amorcer un débat au niveau théorique. Dans ce chapitre qui est consacré à la philosophie politique du régime de parti unique, nous faisons d'abord une vue générale sur les six principes du parti et ensuite nous voyons, de manière relativement détaillé, les principes de démocratie et d'étatisme qui sont, pour nous, au cœur des thèses de 1931. Nous terminons ce chapitre par un court débat sur « l'idéologie de révolution », prononcé d'abord au mois de janvier 1931 et prenant sa part dans les procès-verbaux du congrès aussi.

Finalement, dans la conclusion, nous avançons quelques thèses en partant de tout ce qui est dit, et nous essayons d'ouvrir un horizon pour de nouveaux travaux éventuels.

CHAPITRE I VERS LE CONGRÈS

« Les diplomates des États impérialistes avaient, eux aussi, conseillé le libéralisme à la Turquie.

Quel hasard de l'histoire que le leader du parti d'opposition soit aussi un diplomate!... »⁵

« L'ancien Parti républicain du peuple n'était-il pas le plus libéral des libéraux? Que celui qui en a la moindre doute regarde encore une fois la partie sous le titre 'les droits généraux des Turcs' de la Constitution que ce parti a adopté en tant que le fondement de la République et du régime. On ne peut y trouver même un seul mot concernant l'étatisme. »⁶

Le congrès de 1931 du Parti républicain du peuple et les thèses qui ont été dominants sur ce dernier n'étaient pas nés dans un moment donné; ceux-ci étaient des produits de diverses périodes qui se sont poursuivis. Lorsqu'on parle du processus de formation de ce que nous appelons « les thèses de 1931 », il est difficile quand même de parler des points déterminants dont les effets sont acceptables pour tous. Autrement dit, c'est selon notre manière d'interprétation que le niveau d'influence d'un événement comme la crise mondiale de 1929 peut être accepté plus haut ou plus bas. De même, il est bien discutable comment et à partir de quel moment historique on peut faire commencer la continuité (s'il y en a) qui est terminée avec l'établissement du programme de parti, qui est la base fondamentale de la philosophie politique de la période qui englobe le congrès de 1931.

Nous croyons quand même qu'il est possible de parler de certains points de repère qui se sont apparus pendant les années 1930-1931 et qui ont été directement déterminants sur les orientations du congrès. C'est pour cette raison que nous jugeons nécessaire de voir, à côté des sources d'inspiration plus anciennes que l'on va élaborer dans le troisième chapitre, les grands événements politiques antérieurs au congrès et ce, en essayant d'analyser leurs effets sur les tendances et le discours politiques du PRP.

⁵ « Liberalizm bâbında », *Hakimiyeti Milliye*, le 29 septembre 1930

⁶ Ahmet Ağaoğlu, *Serbist Fırka Hatıraları*, İletişim Yayınları, İstanbul, 1994, p. 41.

Dans ce contexte, nous parlerons tout d'abord de l'expérience du Parti républicain libéral qui a donné occasion au PRP pour qu'il mette en évidence sa nouvelle posture politique antilibérale, et comme conséquence duquel on n'a plus jamais prononcé l'idée de « parti d'opposition » pendant les années 1930. Ensuite nous indiquerons les points fondamentaux du voyage présidentiel de Mustafa Kemal Pacha réalisé avec la participation d'un grand nombre des cadres du parti, juste après la dissolution du Parti libéral. Enfin, nous parlerons brièvement du processus de nomination de Recep (Peker) Bey au secrétariat général du parti, et évidemment du sens que porte cette nomination pour PRP. Quant à la dissolution des Foyers turcs, qui est l'un des événements principaux de la période de l'avant-congrès, nous en parlerons au deuxième chapitre du fait que cela faisait partie de l'ordre du jour du congrès.

A. L'expérience du Parti républicain libéral et les conséquences

Fondé le 12 août 1930 et ayant occupé majoritairement les débats politiques jusqu'à sa dissolution le 17 novembre 1930, le Parti républicain libéral (PRL) est défini, dans l'historiographie turque, à travers des qualifications comme « opposition sous direction » ou « parti de simulation » (*muvaaza partisi*). Bien que ces définitions soient justes en soi, il faut dire quand même qu'il manque ici un aspect essentiel: malgré son caractère artificiel au moment de fondation, ce parti avait créé une grande mobilité sociale et il était devenu un « véritable » acteur politique dans un temps assez court. Autrement dit, cette sorte des définitions ne doivent pas voiler l'effet social du Parti libéral.

Notre objectif ici n'est pas d'écrire l'histoire du Parti républicain libéral mais de montrer les effets que cette expérience a créés sur PRP. Comme argument essentiel, nous défendons que la véritable raison de formation du PRL fût le souci de renforcer la légitimité sociale du PRP et de créer la base nécessaire pour les politiques de la nouvelle période. D'autre part nous verrons plus tard (au deuxième chapitre) que l'événement du PRL allait avoir des effets directs sur plusieurs faits, allant de dissolution des Foyers turcs jusqu'au programme et règlement du PRP qui allaient être acceptés dans le congrès. Mais pour le moment, nous essayerons de fournir une base pour notre argument en ce

qui concerne les raisons de fondation du nouveau parti; et ensuite nous essayerons d'analyser le discours célèbre d'Ismet Pacha fait le 30 août 1930 à Sivas et le processus des élections municipales qui a eu lieu au mois d'octobre 1930, toujours sous perspective de notre travail.

A1. Un débat sur les raisons de fondation du PRL

Retournant en Turquie avec sa famille pour une partie de ses vacances annuelles le 22 juillet 1930, l'ambassadeur de Turquie à Paris, Fethi (Okyar) Bey ne savait probablement rien sur ce qui allait avoir lieu dans la vie politique turque en quelques semaines, et sur le rôle qui lui allait être attribué dans cet enjeu.⁷ L'été 1930 était un moment difficile où les problèmes économiques étaient aggravés avec l'effet de la crise économique mondiale et où le mécontentement face au gouvernement d'Ismet Pacha était augmenté. Par ailleurs, on voyait chaque jour, dans la presse occidentale, des articles qui qualifiaient le régime en Turquie comme « dictature » et Gazi comme « dictateur »; évidemment c'était une véritable source de problème pour les cadres dirigeants du régime de République qui étaient orientés vers l'Occident dès le début.⁸ Un parti d'opposition pourrait être une bonne solution dans ces circonstances: c'est ainsi qu'on pourrait changer le tableau de « dictature » et qu'on pourrait plus facilement voir le niveau de mécontentement social. Evidemment on avait besoin d'un leader pour ce parti et Fethi Bey, - ami de Gazi, « l'homme de confiance » - qui avait travaillé à Paris comme ambassadeur pendant cinq ans et qui donc savait très bien comment la Turquie était vue par l'opinion publique européenne; qui était en même temps un ancien Premier ministre « modéré », serait sûrement le meilleur choix.

En regardant les négociations faites entre Mustafa Kemal, Ismet Pacha et Fethi Bey à Yalova concernant le nouveau parti considéré, nous pouvons penser pour un

⁷ Dans ses mémoires, Fethi Bey dit que Fuat (Bulca) Bey lui avait averti à Yalova, où il était invité après son arrivée en Turquie, sur la proposition d'un parti d'opposition qui aurait lieu en quelques jours. Il dit qu'il avait été surpris et qu'il avait attendu pendant longtemps sans rien savoir. Voir Ali Fethi Okyar, **Serbest Cumhuriyet Fırkası nasıl doğdu, nasıl fesh edildi?**, Istanbul, 1987, p. 8 et la suite. Pourtant, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un livre de mémoire personnelle et donc il faut être douteux face à ce qu'il dit ici.

⁸ Okyar, p. 14 et Stefanos Yerasimos, « Tek Parti Dönemi » in Irvin Cemil Schick – Ertuğrul Ahmet Tonak (dir.), **Geçiş Sürecinde Türkiye**, Belge Yayınları, Istanbul, 1990, p. 103-104.

moment qu'au moins Mustafa Kemal Pacha était honnête en ce qui concerne le passage à une vie politique multipartite. En effet, c'est pendant ces négociations que Mustafa Kemal disait qu'il serait comme un « père » à distance égale à ses « fils » que seraient les leaders du PRP et du PRL. Un peu sceptique à l'égard de cette attitude, le chef de l'Assemblée Nationale, Kazım Pacha voulait que Gazi mette en évidence explicitement sa situation par exemple, mais la réponse du président était assez claire: « bien sûr que je serai impartial ».⁹ Pour Metin Heper par exemple, ce tableau était l'une des preuves du fait que Mustafa Kemal voulait que l'Assemblée Nationale devienne un plate-forme de discussion et qu'il voulait une véritable démocratie à plurielle¹⁰, tandis que Walter Weiker, chercheur américain qui a fait une des recherches les plus approfondies sur le Parti libéral mais qui a suivi les thèses de l'idéologie officielle turque tout au long de son travail, dit en partant de ces garantis qu'il « n'a aucune doute que Mustafa Kemal était totalement sérieux dans cette tentative et qu'il voulait que le nouvel parti soit une institution durable ».¹¹

Toutefois, ces garantis rendus à Yalova n'était qu'un seul aspect du processus et il est difficile de comprendre comment ces chercheurs arrivent à des conséquences si générales en partant des points de détail peu importants. Car les autres détails du processus nous poussent à arriver à des conséquences totalement contraires. Pour donner un fondement à ce que nous venons de dire, il nous faut de continuer à suivre l'histoire de formation du nouveau parti.

Suivant la proposition rendue, Fethi Bey avait accepté de mener la direction du nouveau parti; c'est après cela qu'il a rédigé une lettre de « demande » à Mustafa Kemal Pacha. Dans cette lettre du 9 août 1930, Fethi Bey critiquait les politiques économiques mises en vigueur par les gouvernements depuis cinq ans et il disait que le Parlement avait besoin des débats libres et qu'il donc « voulait » fonder un nouveau parti.¹² La

⁹ Okyar, p. 16.

¹⁰ Metin Heper, *Türkiye'de Devlet Geleneği*, Doğu Batı Yayınları, Ankara, 2006, p.100-101.

¹¹ Walter F. Weiker, *Political Tutelage and Democracy in Turkey: The Free Party and its Aftermath*, Leiden E.J. Brill, 1973, p. 55.

¹² Tarık Z. Tunaya, *Türkiye'de Siyasi Partiler: 1859-1952*, İstanbul, 1952, p. 631-633. Le texte rendu ici et celui qui est paru au journal *Hakimiyeti Milliye* le 11 août 1930 sont totalement identiques. Pourtant Cemil Koçak dit que la version rendue à l'Agence Anatolienne était un peu différente: là, les mots *azim*

réponse de Mustafa Kemal fut une lettre ouverte, ce qui signifiait un message à l'opinion publique. Dans sa réponse de 11 août, Mustafa Kemal disait qu'il s'était vu comme interlocuteur de la demande de Fethi Bey non seulement comme président de la République, mais aussi comme le chef du Parti républicain du peuple. Il trouvait aussi nécessaire de dire qu'il exécuterait physiquement la direction du PRP qu'il avait « personnellement fondé » à la fin de sa mission de présidence.¹³

Il est bien claire ce que voulait dire ces accents. Gazi acceptait le Parti républicain du peuple comme son propre parti, et dans ce cas-là le Parti libéral serait le « parti concurrent ». C'est ainsi que les garanties dont on vient de parler ci-dessus perdaient leur sens. D'ailleurs un autre exemple indiquait la même chose: regardant l'esquisse de programme préparé par Fethi Bey, Mustafa Kemal disait qu'un article concernant la liquidation de l'institution « Dettes Générales » (*Düyûn-i Umumiye*) n'était pas nécessaire et il ajoutait ensuite: « Quant aux autres critiques, *nous allons* les répondre ». ¹⁴

C'est malgré ces conditions défavorables que le Parti républicain libéral a déclaré sa fondation le 12 août 1930 dans un appartement à Taksim – Istanbul. Le conseil de direction du parti était constitué de Fethi Bey qui allait être plus tard député de Gümüşhane ainsi que Nuri Bey (Kütahya), Seniğ Bey (Bursa), Nakiyettin Bey (Elâziz), Tahsin Bey (Erzurum), Haydar Bey (Istanbul), Ağaoğlu Ahmet Bey (Kars), Ibrahim Bey (Kocaeli), Galip Bey (Niğde), Refik İsmail Bey (Sinop), Mehmet Emin Bey (Şebinkarahisar) et Süreyya Pacha (Istanbul).¹⁵

La presse pro-gouvernementale avait d'abord bien accueilli la formation du nouveau parti. Par exemple, l'éditorialiste du journal *Cumhuriyet*, Yunus Nadi (Abalıoğlu) Bey était content de la fondation du nouveau parti au nom de la démocratie et il disait qu'il fallait désormais quitter la mentalité qui voyait l'opposition comme une

(effort) que Fethi Bey utilisait étaient remplacés par *arzu* (désir), donc c'était le premier signe de la tutelle à laquelle le nouveau parti serait subie. Voir Cemil Koçak, *Belgelerle İktidar ve Serbest Cumhuriyet Fırkası*, İletişim Yayınları, Istanbul, 2006, p. 172-175.

¹³ *Hakimiyeti Milliye*, le 12 août 1930.

¹⁴ Okyar, p. 25 (*italiques* par nous)

¹⁵ Tunaya, p. 622.

sorte de défaveur.¹⁶ Quant au journal *Hakimiyeti Milliye* qui n'était que la porte-parole du gouvernement de PRP, il traitait l'enjeu d'une manière un peu différente. Par exemple le député de Siirt, Mahmut (Soydan) Bey écrivait dans un article du 16 août que le nouveau parti donnerait naissance à un contrôle sérieux dans les tâches étatiques et qu'il serait une nouvelle force pour le parti de pouvoir¹⁷, tandis que Falih Rıfkı (Atay) Bey écrivait le jour suivant que les luttes d'idées entre deux partis fortifierait le gouvernement de PRP.¹⁸

Plutôt que le démocratisme, ces mots parus sur *Hakimiyeti Milliye* se traduisaient en effet en pragmatisme : le sens du nouveau parti était, pour ces cadres du PRP, une bonne occasion pour fortifier leur parti. Les jours suivants indiqueraient que d'ailleurs l'objectif de création d'un nouveau parti n'était que ceci. En effet, c'est seulement en quelques semaines que le PRL a été objet des accusations les plus graves à travers lesquelles le parti de pouvoir trouvait une occasion pour regagner sa légitimité quasiment perdue.

A2. Reconstruction de la base de légitimité : le discours de Sivas d'Ismet Pacha

Il se peut que les chefs de la Lutte Nationale aient pensé que le prestige et la légitimité obtenus grâce à leur victoire dans la guerre allaient continuer jusqu'à l'éternité. Mais les cours des événements ne sont pas allés comme prévu : la liquidation des opposants pendant le processus qui s'étend de la période du Parti républicain progressiste jusqu'à l'attentat de Smyrne ; déloyautés et favoritisme vus surtout autour des organisations locales du parti vers la fin des années 1920 ; les problèmes économiques augmentants ainsi que la crise économique de 1929 qui a aggravé davantage ces problèmes furent des raisons principales qui ont fait accroc à la base de légitimité du PRP. Etant donné qu'il était impossible de mener une nouvelle guerre d'indépendance en 1930, la meilleure chose à faire était de rappeler à la nation qu'une guerre d'indépendance était gagnée dans un passé récent et que les cadres qui avaient dirigé cette guerre étaient les cadres qui se trouvaient à la tête du PRP à ce jour-là.

¹⁶ *Cumhuriyet*, le 11 août 1930.

¹⁷ « Yeni Vaziyet », *Hakimiyeti Milliye*, le 16 août 1930.

¹⁸ « Politika », *Hakimiyeti Milliye*, le 17 août 1930.

Le discours qu'a fait Ismet Pacha le 30 août 1930 à Sivas à l'occasion de l'ouverture du chemin de fer d'Ankara-Sivas était justement le produit de ce besoin. Puisque le Parti républicain libéral avait des demandes comme réduction du budget pour la construction des chemins de fer ou l'endettement pour ce but ou bien l'allongement de la durée de construction, il fut possible de transformer ce discours en un grand meeting contre le PRL. En effet, ce discours avait été préparé bien avant. Selon la citation de Fethi Bey, Gazi avait dit à Nuri Bey, le député de Kütahya qui allait être le secrétaire général du nouveau parti, même avant que le parti ne commence à ses activités :

Voulez-vous faire opposition à Ismet Pacha ? Est-il votre borne de faire opposition à Ismet Pacha ? Ismet Pacha va vous rendre comme des loques par son discours qu'il va faire à Sivas.¹⁹

Étant donné que cette anecdote est citée dans un livre de mémoires personnelles, il est impossible d'être totalement sûr si cela tient de la vérité historique ou non. Mais si l'on accepte que cet événement, que Fethi Bey explique d'une manière insistante est vécu tel qu'il est cité, il faut accepter beaucoup d'autres choses à côté. Tout d'abord il devient incontestable que Mustafa Kemal n'était pas du tout « impartial » à l'égard du nouveau parti. Mais ce qui est plus important est que les buts de la fondation du Parti libéral deviennent beaucoup plus claires : si le président et le Premier ministre parlent de rendre leur concurrents futurs « comme des loques » même avant que ce parti ne commence à ses activités, on comprend que c'est juste pour ceci que le nouveau parti est fondé (ou fait fonder) ; autrement dit, il devient possible de dire que le PRL était considéré comme un « autre » et que le PRP songeait à créer un fondement de légitimité en faisant opposition à cet « autre ».

En regardant le contenu politique du discours de Sivas, on peut justifier ce que l'on vient de dire. Fait délibérément le 30 août, la date de l'anniversaire de la Bataille de Dumlupınar – un des points tournants de la Guerre d'Indépendance - ce discours accentuait que la politique de chemin de fer voulait dire une politique de défense nationale et il catégorisait les personnes qui critiquaient la construction des chemins de fer comme équivalents des opposants de la lutte nationale. Définissable comme une sorte

¹⁹ Okyar, p. 50.

de « critique de libéralisme » aussi, ce discours fut la première occasion où le principe d'étatisme a été publiquement défendu.²⁰

Sans entrer dans les grands détails, il nous faut voir certains points principaux du discours. Après une courte introduction, Ismet Pacha avait commencé à prononcer ses mots en renvoyant au sens du jour et en faisant des insinuations :

Je voudrais que nous nous contentions aujourd'hui avec seulement célébration de victoire nationale, d'allégresse nationale, bref, de fête nationale. Cependant il me faut de vous expliquer que ce grand fête national est vraiment un œuvre à aimer et à être content.²¹

Après ces accents qui semblent être une sorte de « défense » d'un côté, Ismet Pacha disait qu'ils avaient témoigné à des critiques dures dans les jours de victoire au passé ; que c'est après un certain temps que le bien-fondé de leurs orientations était aperçu et que le chemin de fer de Sivas serait bien accueilli par les générations suivantes. Cependant, selon le Premier ministre, il était nécessaire de rendre compte en raisons des conditions de ce jour-là aussi. Pour cela, il expliquait par plusieurs exemples la grande fonction des chemins de fer dans la guerre d'indépendance et ensuite il prononçait les mots suivants, qui étaient comme résumé du discours de Sivas :

Tous ce que je viens de dire est pour montrer qu'il s'agit d'une autre chose, d'une chose beaucoup plus grande que les débats comme 'le chemin de fer est-il nécessaire pour le pays ou non ?' ou 'nous ne disons pas qu'il ne faut pas faire', etcetera.

Pour l'État national, le besoin de chemin de fer est l'enjeu d'unité nationale, de défense nationale et de politique nationale ; c'est l'enjeu de la défense de libération nationale qui est le resultat des siècles.

Mentionnant de l'idée du Parti libéral²² selon laquelle il fallait allonger la durée de construction des chemins de fer, Ismet Pacha affirmait que « les enjeux d'unité nationale et de l'existence nationale étaient des choses qui n'acceptent pas

²⁰ Nous disons « publiquement », car en effet le principe d'étatisme faisait partie d'un débat plus ancien; on le verra dans le troisième chapitre.

²¹ *Hakimiyeti Milliye*, le 31 août 1930. Nous ne donnerons plus de note de bas-de-page pour les autres citations de ce discours comme ce sont tirés d'un journal.

²² Il faut dire ici que le nom du Parti libéral n'est prononcé à aucun point du discours et qu'on s'était contenté avec des expressions comme « nos adversaires ».

d'ajournement » et puis il essayait d'expliquer pourquoi la demande des libéraux ne peut pas être répondue, en partant des données concrètes. Ensuite Ismet Pacha rappelait que PRL parlait de l'endettement extérieur pour les chemins de fer aussi et il disait, en tant qu'une personne ayant participé aux négociations de Lausanne, que les États européens voulaient regagner leurs privilèges perdus, et c'est juste dans les périodes de crise de Turquie qu'ils pouvaient le faire ; c'est pour cette raison que l'endettement serait une bonne occasion pour eux.

Dans ces circonstances-là, il n'y avait pas d'autre option que la construction des chemins de fer par l'Etat. Ce dernier voulait dire le début d'une nouvelle politique économique qu'Ismet Pacha exprimait par les mots suivants :

La théorie de libéralisme est une chose que le pays ne peut pas concevoir facilement. Dans le domaine économique, nous sommes vraiment des étatistes modérés. C'est le besoin de ce pays ainsi que la tendance naturelle de cette nation qui nous a orientés vers cette direction.

C'étaient les accents principaux du discours de Sivas, qui peut être en soi l'objet d'une recherche plus approfondie. Ismet Pacha avait fait un discours plein d'analogies, métaphores, statistiques et de renvois implicites et explicites tandis qu'il avait en même temps simplifié le tableau politique : à un côté, le Parti républicain libéral, non seulement libéral mais aussi non-national et, à l'autre côté le Parti républicain du peuple, étatiste et nationaliste. Ce tableau serait une source de puissance pour le PRP et il serait aussi la base des politiques reflétées au congrès de 1931.

C'est Falih Rıfki Bey qui a clairement mis en évidence le sens du discours de Sivas pour le parti du pouvoir. Défendant que personne ne puisse se dresser contre un tel discours, Falih Rıfki expliquait par les mots suivants ce que nous appelons la reconstruction de la base de légitimité :

Le Parti du peuple doit remercier au parti opposant. Les critiques de ce parti ont provoqué le discours de Sivas qui va effacer même les moindres doutes au sein

du pays. Le discours de Sivas restera comme une lumière qui raclera tous les brouillards devant les républicains du Parti du peuple.²³

Il faut dire quand même qu'il y avait évidemment des personnes qui ont essayé de se dresser contre ce discours, contrairement à ce que disait Falih Rıfkı. Il s'agit de deux écrivains des journaux opposants : premièrement Arif Oruç disait, dans son journal *Yarın* (« Demain ») que le discours de Sivas « ressemblait aux poèmes délicats du poète Italien Gabriele d'Annunzio allant aux sentiments, plutôt qu'un compte matériel et mathématique qu'un homme d'administration doit rendre »²⁴ ; tandis que pour M. Zekeriya (Sertel) Bey du journal *Son Posta* (« Dernière Poste »), Ismet Pacha acceptait dans le discours de Sivas que son travail de sept ans avait fait échec.²⁵

Evidemment, Fethi Bey a essayé de répondre à Ismet Pacha ; ce fut par un discours fait le 7 septembre 1930 dans le cadre de son voyage dans l'Anatolie de l'Ouest. Ici, le chef du PRL soulignait trois points. Premièrement, il insistait que l'ambiance de discussion bi-partite était beaucoup plus adéquate à l'esprit de république par rapport au régime monopartite et il réagissait contre les accusations vers son parti en ce sens. Deuxièmement il répétait que le Parti libéral n'était pas contre la construction des chemins de fer mais qu'il n'était pas d'accord avec la méthode suivie. Troisièmement il défendait que ce qu'Ismet Pacha avait dit concernant le libéralisme et l'étatisme étaient faux au niveau conceptuel et qu'ils étaient pour un modèle où « les tâches de l'Etat sont faites par l'Etat et les tâches de la nation sont faites par la nation ».²⁶

Toutefois, ces réponses n'ont pas satisfait la presse pro-gouvernementale, ils n'ont même pas qualifié ce discours comme un « discours de chef » ; voire, ils ont dit qu'il ne valait pas à en parler trop²⁷. Il faut dire ici que ce discours est vraiment resté faible et insuffisant face aux accusations d'illégitimité de la part d'Ismet Pacha, et

²³ « Sivas Nutku », *Hakimiyeti Milliye*, le 2 septembre 1930.

²⁴ « Şimendifer Nutku », *Yarın*, le 1 septembre 1930; cité par Abdülhamit Avşar, **Bir Partinin Kapanmasında Basının Rolü: Serbest Cumhuriyet Fırkası**, Kitabevi, Istanbul, 1998, p. 103.

²⁵ « İmtihandan Nasıl Çıktık? », *Son Posta*, le 3 septembre 1930; cité par Avşar, p. 103.

²⁶ *Hakimiyeti Milliye*, le 8 septembre 1930.

²⁷ Voir « İzmir Cevabı », *Hakimiyeti Milliye*, le 9 septembre 1930; « Fethi B.in nutku », *Cumhuriyet*, le 9 septembre 1930.

d'ailleurs le nombre de ce type d'accusations a fortement augmenté pendant le processus d'élection municipale, à la fin de laquelle le Parti libéral s'est dissout. Maintenant, nous allons voir ce processus comme dernière sous-partie concernant le Parti libéral.

A3. De l'élection municipale vers la décision de dissolution

Réalisées du 5 au 18 octobre, les élections municipales de 1930 qui étaient la première élection à un seul tour de la république, ont mis en évidence la puissance sociale du Parti républicain libéral d'un côté ; mais elles ont indiqué en même temps que ce nouveau parti n'aurait pas une longue vie. En effet, c'est pendant ces jours d'élections qu'à la fois les outils de pression de l'État ont été mobilisés en faveur de PRP et on s'est adressé à une méthode de propagande qui montrait le PRL de plus en plus illégitime.²⁸ Ici, nous nous pencherons sur ce deuxième dans son lien avec notre sujet.

Les accusations adressées au Parti libéral étaient augmentées avec le voyage de l'Anatolie de l'Ouest de Fethi Bey. La cible de ces accusations n'était pas seulement le parti lui-même mais aussi – et surtout – sa base sociale. Il est possible d'en donner plusieurs exemples. Lorsque Fethi Bey était arrivé à Izmir comme partie de son voyage, des milliers des tenants du PRL avaient attaqué le bâtiment de PRP et l'imprimerie *Anadolu*, et un enfant de quatorze ans était mort quand la police avait tiré vers la foule (nous en parlerons aussi au deuxième chapitre). Suivant ces événements, le Secrétariat général du PRP a envoyé une circulaire assez intéressante aux inspecteurs du parti. Dans cette circulaire du 6 septembre 1930, il était dit que la presse opposante avait exagéré et mal cité ce qui s'était passé, et puis on continuait :

Le nombre maximum des véritables tenants qui ont accueilli Fethi Bey est trois cents. Voyoux et fureteurs, le reste est maximum deux ou trois milles. À la fois les événements du premier jour et du deuxième jour sont la conséquence de la provocation des communistes.²⁹

²⁸ Cem Emrence, **99 Günlük Muhalefet: Serbest Cumhuriyet Fırkası**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2006, p. 164.

²⁹ Citant la circulaire portant la signature du Secrétariat général: Koçak, p. 211-212.

Bien sûr qu'il ne faut pas accepter cette circulaire comme un texte « interne » : l'administration du parti voulait que les organisations locales fassent propagande à cette direction. D'ailleurs on allait voir dans les jours suivants de nombreux discours faisant rapport entre le Parti libéral et les « communistes ». On voyait aussi d'autres types de propagande contre le parti et ses tenants. Par exemple, Mahmut Bey avait fait une évaluation assez remarquable concernant cet enjeu. Selon le député de Siirt, le PRP avait toujours des ennemis restant aux aguets puisqu'il était un parti de révolution. « Les personnes honorables » à la tête du PRL ne pourraient évidemment pas de relation avec ce type des gens, mais ils n'étaient pas quand même suffisamment courageux pour arrêter le mouvement réactionnaire des ennemis de la révolution.³⁰

Ces exemples que nous avons tirés puisqu'ils nous ont intéressés davantage ne sont pas que des exemples singuliers ; et cette sorte de méthodes de contre-propagande est devenue systématique avec le début des élections municipales. Pendant les élections, d'ailleurs les cadres et les tenants du PRP subissait à des diverses pressions afin qu'ils ne puissent pas voter, y compris Fethi Bey lui-même. Allé à Yeniköy pour voter, le chef du Parti libéral n'avait pas pu bénéficier de ce droit sous prétexte qu'il devrait séjourner dans la même région depuis au moins six mois. Même dans ce cas, la presse pro-gouvernementale avait préféré, plutôt que critiquer cet événement scandaleux, de dire « Fethi Bey ne connaît pas la loi électorale ».³¹ Pendant ces jours où on témoignait même à violence et pression directe en beaucoup de ville allant d'Istanbul à Manisa, de Kastamonu à Mersin, on témoignait aussi, presque chaque jour, aux discours et aux articles de journal qui accusait le Parti libéral et sa base électorale comme des « réactionnaires », « communistes », « anarchistes », voire « filous », « contrebandeurs », et des personnes dont l'identité n'est pas connue.³²

La plupart des tenants du Parti libéral était de l'Anatolie de l'Ouest où les commerçants non-musulmanes, qui souffraient du régime pour plusieurs raisons constituaient une partie considérable de la population. Ceci est, évidemment, traité par

³⁰ « Firkamız », *Hakimiyeti Milliye*, le 29 septembre 1930.

³¹ Voir *Cumhuriyet*, le 10 octobre 1930; *Hakimiyeti Milliye*, le 10 octobre 1930.

³² Nous le disons en partant des journaux parus pendant les jours d'élection et du passage très vivant du travail de Cem Emrence, p. 163-180.

les supporteurs du parti de pouvoir. Par exemple, un exemplaire du journal *Hakimiyeti Milliye* publié au début des élections disait, en dessous de la manchette « *Nous gagnons les élections d'Istanbul* », avec de grands points : « le peuple vote pour le Parti républicain du peuple à une majorité absolue. Les minorités votent pour le Parti libéral ». ³³ Au delà des jeux de mots, cette insinuation faisait une différenciation entre « peuple » et « minorités » et mettait en interrogation l'identité des tenants des libéraux. D'autre part, Sadri Etem (Ertem) Bey du journal *Vakit* (« Temps ») était plus claire : pour lui, la base de masse soutenant le PRL était constituée par l'unification de quatre forces contre-révolutionnaires qu'étaient les réactionnaires désirant l'ordre de chariat, les impérialistes, les minorités qui sont les patrouilles des impérialistes, et les commissionnaires d'exportation exploités qui travaillent pour les impérialistes. ³⁴

Il était impossible que le Parti libéral obtienne un succès considérable sous ces conditions-là. C'est pourquoi, ce furent les candidats de PRP qui ont gagné partout sauf Samsun où les élections étaient réalisées presque sans problème. Lorsque le PRL a voulu porter tous ces problèmes à l'Assemblée nationale, cela a été le début de la fin pour le parti : dans la séance de 15 novembre 1930, le Parti républicain libéral a connu les accusations les plus graves sous le toit du Parlement. ³⁵ Il n'y avait plus guère une base sur laquelle le parti pouvait agir. D'ailleurs Gazi avait déclaré explicitement, juste après les événements d'Izmir, qu'il était favorable au PRP ³⁶ et il était déclaré au début du mois de novembre qu'il serait même candidat de PRP aux élections comme le président du parti ³⁷. Il était impossible pour le Parti républicain libéral de demeurer en opposant à la fois à Mustafa Kemal Pacha, à Ismet Pacha et son gouvernement et à la presse qui l'attaquait fortement. C'est sous ces conditions que la seule option est mise en application : le parti s'est dissout le 17 novembre 1930.

En ce qui concerne cette expérience qui a duré un peu plus de trois mois, il ne serait guère réaliste de dire que tout était planifié dès le premier pas jusqu'à la fin. Mais

³³ *Hakimiyeti Milliye*, le 6 octobre 1930.

³⁴ Tunçay, p. 274.

³⁵ Les constats de cette séance ainsi que ceux des autres séances auxquelles PRL a participé sont ajoutés à la fin des mémoires de Fethi Bey. Voir Okyar, p. 117 et la suite.

³⁶ « Reiscumhur Hz. Milleti Tenvir Ediyorlar », *Hakimiyeti Milliye*, le 10 septembre 1930.

³⁷ *Cumhuriyet*, le 8 novembre 1930.

on peut quand même dire que cette expérience a atteint à ses buts et que le Parti républicain du peuple a réussi à se fortifier à travers de ce processus. Désormais, la base pour les nouvelles politiques et surtout pour l'étatisme était prête. Par ailleurs, le PRP avait fortifié sa légitimité devant le peuple et l'on avait montré à la société comment un parti d'opposition pourrait être dangereux.³⁸ C'est ainsi que la consolidation qui allait commencer avec le congrès allait se réaliser plus facilement. On peut même dire que ce processus de consolidation a commencé au novembre de 1930.

Toutefois, l'influence du PRL sur la société et le dynamisme d'opposition qu'il a mobilisé était beaucoup plus grande que prévu. C'est pourquoi il fallait voir et essayer de supprimer le mécontentement existant, et essayer de liquider les éléments d'opposition potentiels le cas échéant. C'est juste pour cette raison que Mustafa Kemal est parti pour un voyage présidentiel dans le même jour où Fethi Bey a rendu sa décision de dissolution au ministère des Affaires intérieures. Dans la sous-partie suivante, nous verrons les points principaux de ce voyage, ainsi que les effets des constatations y faites sur les thèses de congrès.

B. Le voyage présidentiel de Mustafa Kemal Pacha (le 17 novembre 1930 – le 3 mars 1931)

Aucun des voyages nationaux de Mustafa Kemal Pacha n'est sans raison ; chacun a des liens forts avec un problème important. Bien sûr que les buts de ces voyages étaient exprimés des différentes manières. Cette fois aussi, le but du voyage présidentiel qui a commencé vers la fin du mois de novembre de 1930 est défini, par Yakup Kadri (Karaosmanoğlu) Bey, comme « le désir des excellences du président d'être aux premiers loges de la nation ».³⁹ Mais en réalité le but de ce voyage était, comme on vient de le dire, de sonder le pays après l'expérience de Parti libéral, de raconter les politiques de la nouvelle période au peuple et de faire des interventions

³⁸ Dans ses mémoires qu'il a rédigés quatre ans après l'événement du Parti libéral, Ahmet Ağaoğlu défend que « la comédie de Parti libéral » ne fût jouée que pour effacer totalement les intentions d'opposition et de fondation de parti. Voir Ağaoğlu, p. 121. Même si ce n'est pas la seule raison, il faut dire qu'une partie considérable de ce que dit Ağaoğlu est correcte.

³⁹ « Gazi Hazretlerinin Seyahati Münasebetiyle », *Hakimiyeti Milliye*, le 20 novembre 1930.

nécessaires à cet égard. Au début du mois de mars 1931, le Parti républicain du peuple aurait majoritairement formé ses politiques de la nouvelle période, et les conséquences obtenues pendant le voyage national y auraient grand effet.

B1. Certaines données sur le voyage présidentiel

Dans ce long voyage qui s'est réalisé en deux étapes, Mustafa Kemal Pacha était accompagné d'une large équipe constituée du ministre de l'Intérieur, Şükrü Kaya Bey ainsi que les députés Kılıç Ali, Falih Rıfkı, Reşit Galip et Ruşen Eşref ; le Secrétaire général du PRP, Tevfik Bey ainsi que Recep Bey qui allait être secrétaire général dans un futur proche ; Ahmet Hamdi (Başar) Bey qui était le Directeur général de la Compagnie Portuaire d'Istanbul et Kemalettin Kani Bey qui était correspondant de l'Agence Anatolienne. Dans la première étape, on est passé sur Kayseri (le 18 novembre), Sivas (le 20 novembre), Tokat (le 21 novembre), Amasya-Samsun (le 22 novembre), Trabzon (le 27 novembre), Istanbul (le 1^{er} décembre), Kırklareli (le 20 décembre), Istanbul (encore une fois – le 25 décembre) et ensuite on est retourné à Ankara le 6 janvier 1931. Quant à la deuxième étape qui a commencé 20 jours après, on a visité Uşak (le 26 janvier), Izmir (le 27 janvier), Aydın (le 3 février), Denizli (le 4 février), Izmir (encore une fois – le 5 février), Balıkesir (le 7 février), Antalya (le 7 février), Silifke (le 11 février), Mersin (le 12 février), Malatya (le 13 février), Adana (le 13 février), Konya (le 18 février) et Afyon (le 2 mars) ; et le voyage est terminé avec le retour à Ankara le 3 mars 1931.⁴⁰

En partant des constatations faites et des situations témoignées, Mustafa Kemal Pacha envoyait des télégrammes à l'office du Premier ministre sur des diverses thèmes. Dans la première étape, la plupart de ces télégrammes concernait les problèmes économiques et le président voulait des régulations concrètes face à ces problèmes. Quant à la deuxième étape, les problèmes politiques y étaient dominants. Dans les télégrammes envoyés d'Uşak, Izmir, Aydın, Adana et Konya, on informait Ankara sur

⁴⁰ Lorsque l'on songe à la trajectoire suivie pendant le voyage, on marquera facilement que la région à majorité kurde de l'Anatolie est exclue. Il est intéressant que les dirigeants du pays ne sont pas allés à la région bien qu'un autre sujet chaud de l'été 1930, à côté de l'événement de Parti libéral, était la révolte d'Agri (Zilan).

les constatations faites en ce qui concerne la situation politique après le Parti libéral ainsi que la situation de l'organisation de parti et des Foyers turcs. Nous devons souligner ici qu'il existait des éléments assez intéressants à ces télégrammes-là. Par exemple, le président voulait du gouvernement, à partir des constatations faites à Adana, « que l'on pense aux mesures extraordinaires concernant les rapports entre les Nusayrîs d'Adana et le gouvernement de Lattaquié » et qu'on « fasse attention » à l'événement où un enseignant, sur lequel on avait trouvé « un poème en kurde sur la libération kurde », a recommencé à sa tâche après être blanchi devant le tribunal. Et dans un télégramme envoyé d'Aydın, on voulait que Niyazi Bey, le chef noir d'éducation de la ville, soit mis « à un service de bureau non visible » et qu'une « personne adéquate qui sera utile pour Aydın qui a besoin de l'aide pour les mouvements d'idée » soit nommée.⁴¹ Même s'ils sont des détails d'un côté, il faut dire quand même que ces exemples sont assez importants dans la mesure où ils reflètent la mentalité du pouvoir de l'époque. Surtout dans les télégrammes envoyés d'Adana, on peut saisir une inquiétude en ce qui concerne l'unité nationale, et l'on voit un nationalisme au-delà de « l'unité de langue, de sentiment et d'idée » adopté jusqu'aux années 1930.

B2. Les enjeux politiques élaborés pendant le voyage

Après ces notes générales, que l'on regarde le contenu et les conséquences du voyage présidentiel de façon plus détaillée. Tout d'abord ce voyage a mis en évidence le lien entre Mustafa Kemal et le Parti républicain du peuple sans aucun doute. Dans son discours à Trabzon, qui était le premier discours pendant le voyage, l'attitude du Gazi était assez claire : « nous avons travaillé ensemble depuis le début, nous allons travailler ensemble jusqu'à la fin. »⁴² Par ailleurs, le président disait que son attitude envers son parti était toujours pareil ; il avait dit la même chose à Fethi Bey dans sa première lettre, mais Fethi Bey « n'avait pas pu le comprendre ».⁴³

⁴¹ On peut trouver ces correspondances à un livre colligé par Gürbüz Tüfekçi. Voir Gürbüz Tüfekçi, *Atatürk: Seyahat Notları (1930-1931)*, Kaynak Yayınları, İstanbul, 1998, p. 55-63 et 122-132.

⁴² *Cumhuriyet*, le 29 novembre 1930.

⁴³ Ertuğrul Zekai Ökte, *Gazi Mustafa Kemal Atatürk'ün Yurtiçi Gezileri (1922-1938)*, Cilt I: 1922-1931, Tarih Araştırmaları ve Dokümantasyon Merkezi Kurma ve Geliştirme Vakfı, İstanbul, 2000, p. 678.

Si tel est le cas, nous pouvons dire que Mustafa Kemal est allé à ce voyage national en tant que le président général du PRP et que ce sont les enjeux du parti qui sont mis au cœur du voyage. En effet, les débats de l'équipe qui accompagnait Mustafa Kemal se dérouleront sur les questions du parti comme les prétentions de favoritisme autour des organisations locales, l'étatisme modéré, libéralisme, le manque de programme, etc.

« L'étatisme modéré » qui était un des accents principaux du discours de Sivas a été un sujet de discussion essentiel. Ce concept était assez discutable, et les cadres du parti n'étaient pas en accord sur le sens de « l'étatisme », ni sur le sens du « modéré ». Au long des discussions menées, les cadres avaient élaboré chacune des possibilités. Puisque le but de l'État n'était pas d'obtenir d'intérêt, comme on le voyait dans l'exemple de la question de chemin de fer, ce qui est entendu ne pourrait pas être le capitalisme étatique. Il ne s'agissait pas d'une sorte de socialisme non plus, étant donné que l'État investisseur n'avait pas de souci d'arrêter les iniquités contre les ouvriers ou les fonctionnaires. Dans ce cas-là, il ne restait qu'une option qui était exprimée par Recep Bey ainsi : « L'État fait les tâches que l'individu ne peut pas faire. C'est ainsi que la limite de l'intervention de l'État est déterminée ». ⁴⁴

Cette nouvelle posture voulait dire en effet acceptation de l'échec des politiques de la période antérieure. En effet, même si Ismet Pacha avait dit que le libéralisme est peu compréhensible pour la Turquie et que la nation turque a la tendance naturelle pour l'étatisme modéré, c'était une nouvelle orientation. Si l'on excepte les débats menés dans les mois de fondation de la république⁴⁵, on était pour un modèle économique en faveur de l'entreprise libre et on n'avait guère voulu l'intervention de l'État. Autrement dit, le programme économique mené était plus proche au libéralisme par rapport à l'étatisme.⁴⁶ Mais le manque d'une classe bourgeoise qui pourrait être avant-garde d'un tel modèle et les effets détruisant de la crise économique mondiale de 1929 ont rendu

⁴⁴ Ahmet Hamdi Başar, *Atatürk'le Üç Ay ve 1930'dan sonra Türkiye*, Tan Matbaası, İstanbul, 1945, p. 15-17.

⁴⁵ Voir le troisième chapitre de ce travail.

⁴⁶ Pour les politiques économiques dominantes entre les années 1923-1929, voir Korkut Boratav, *Türkiye İktisat Tarihi: 1908-1985*, Gerçek Yayınevi, İstanbul, 1988, p. 28-44.

obligatoire l'étatisme économique. Ensuite, comme si cet essai n'était pas fait pendant sept ans, les dirigeants du pays ont attribué un sens national à l'étatisme et un sens non (ou anti)- national au libéralisme.

Cette nouvelle politique rendue publique à Sivas par Ismet Pacha serait un sujet de débat dans la même ville. A l'étape de Sivas du voyage, Mustafa Kemal Pacha a fait discuter le libéralisme à la députation avec lui. Comme ils avaient des difficultés à définir cette notion, le président a fait l'explication suivante : « Le libéralisme est un système appliqué dans les colonies. Tandis que nous ne sommes pas et ne serons pas une colonie. Penser au libéralisme, c'est refuser la révolution ».⁴⁷ Evidemment il est bien discutable ce qu'est dit ici, car les premiers pays qui ont mis en application le libéralisme ne sont pas des colonies mais des pays colonisateurs. Mais ce qui importe ici, c'est le point accentué : défendre le libéralisme, c'est presque égal à vouloir rendre le pays une colonie et au contre-révolutionnarisme.

Pour autant, la conception d'étatisme de cette période-là n'était pas limitée par l'étatisme économique. C'était Ahmet Hamdi Bey, participé au voyage comme directeur général de la Compagnie portuaire d'Istanbul, qui l'avait saisi premièrement. Selon lui, l'étatisme était « l'élargissement des cadres et des mécanismes administratifs et la domination du discipline et de l'autorité, plutôt que l'exploitation étatique qui était une étape provisoire ». ⁴⁸ Aujourd'hui, il est possible de dire que la prévision d'Ahmet Hamdi Bey était totalement correcte. Car, en premier lieu, comme on va le voir, le texte de programme du parti mettait en évidence que l'étatisme ne serait pas limité par l'étatisme économique, autrement dit que ce principe engloberait toute la vie sociale. Pour autant, l'étatisme économique fut vraiment une étape provisoire et on a commencé à retourner progressivement à l'économie de marché à partir des années 1940. Paradoxalement, ce retour a été complété par la direction militaire du 12 septembre qui utilisait les références d' « Atatürkisme » pour avoir une base de légitimité. Tandis que l'outil de l'Etat est grandi sans cesse et l'étatisme dans ce sens a été durable.

⁴⁷ Başar, p. 33-34.

⁴⁸ **Ibid.**, p. 53-54.

C'était le discours d'Izmir de Mustafa Kemal Pacha où il est mis en évidence que la politique d'étatisme voulait dire la pénétration de l'État dans la vie sociale. Participé au congrès de ville de son parti fait le 28 janvier 1931 au Foyer turc d'Izmir, Mustafa Kemal exprimait sa satisfaction d'avoir vu que le congrès élaborait tous les enjeux intéressant le peuple, et ensuite il continuait ainsi :

Le programme que notre parti suit est un programme totalement démocratique d'un côté, et aussi il est étatiste du point de vue économique. Pour cette raison, il est naturel que le gouvernement de la République qui se base sur notre parti s'intéresse de la vie, de l'avenir et du bien-être des citoyens de tous les points de vue. Notre peuple est étatiste par sa nature, c'est pourquoi il trouve un droit naturel pour demander toutes choses de l'État.⁴⁹

C'est dans le même discours que le président de la république accentuait un autre point important. Pour lui, le Parti républicain du peuple ne devrait pas être considéré « comme n'importe quel parti politique », car son parti ne travaillait pas pour les intérêts d'une classe déterminée, mais il cherchait les intérêts de toutes les classes de manière égale. C'est ainsi que le principe d'étatisme et de « démocratie » se prononçaient ensemble. Nous les discuterons de manière détaillée dans le troisième chapitre.

La conception d'un parti cherchant les intérêts de toutes les classes de manière égale et pénétrant (par l'unification avec l'État) dans toute la vie sociale était comme un résumé du régime de parti unique de la nouvelle période. Les commentaires faites par les idéologues du PRP indiquaient aussi la même chose. En effet, Yakup Kadri Bey disait par exemple, « son excellence le Gazi a fermé encore une fois la porte de démagogie par le discours qu'il a fait au congrès du Parti républicain du peuple à Izmir. Il a dit que la République de Turquie est une démocratie de parti unique ». ⁵⁰ Ou bien pour Yunus Nadi, le discours d'Izmir n'était pas qu'une propagande politique, c'était le « cœur et la tête du pays qui parle indépendamment ». ⁵¹

À Konya, qui était un des derniers pas du voyage présidentiel, Mustafa Kemal a fait deux explications. Le premier d'entre elles concernait l'armée. Après sa visite à la

⁴⁹ *Hakimiyeti Milliye*, le 30 janvier 1931.

⁵⁰ « İzmir Nutku Münasebetiyle », *Hakimiyeti Milliye*, le 2 février 1931.

⁵¹ « Gazi Hz.nin İzmir Nutku », *Cumhuriyet*, le 30 janvier 1931.

caserne militaire le 22 février 1931, le chef du parti disait, à la sortie de la caserne, que la nation turque voyait l'armée comme « le protecteur de ses idéaux » et il définissait cette institution comme « les fils éclairés de la nation turque qui sont les véritables propriétaires de ce pays ». ⁵² Faisant un autre discours le 28 février à l'organisation de Konya du PRP, Mustafa Kemal touchait cette fois-ci aux Foyers turcs. Disant qu'il considère tous les citoyens dans le cadre du parti, il utilisait les mots suivants : « Il se peut qu'il y ait certains d'entre eux qui n'ont pas compris le but. Il est à notre organisation, *aux Foyers turcs qui sont des filiales de notre parti*, et aux enseignants qui doivent travailler dans les Foyers turcs avec les jeunes du pays, d'expliquer aux citoyens leurs missions nationales et politiques. ». ⁵³ Donc on signalait encore une fois que les Foyers turcs s'assimileraient dans le parti. Ces deux discours sont transformés en de nouvelles thèses politiques par les députés qui produisaient l'idéologie pour le Parti républicain du peuple. ⁵⁴

C'est ainsi que les politiques de la nouvelle période ont été majoritairement formées. Faisant partie de la délégation qui a participé au voyage, député du PRP et éditorialiste du journal *Hakimiyeti Milliye*, Falih Rifkî Bey a résumé les conséquences du voyage présidentiel dans l'article « Gazi arrive » dans son journal quelques jours avant le retour à Ankara. Défendant que le voyage ait créé une grande déception chez les adversaires du parti, Falih Rifkî soulignait que les discours qu'a faits Mustafa Kemal Pacha pendant son voyage indiquaient les principes essentiels du futur programme de parti. Regroupé en onze articles, ces principes englobaient plusieurs éléments : le Parti du peuple s'intéressait directement à tous les besoins du peuple ; il avait une position au dessus de toutes les classes sociales ; les enseignants et les fonctionnaires d'État devraient être formés comme des cadres portant la politique du Parti au peuple ; les Foyers turcs n'accepteraient plus de membre sauf les membres du Parti ; l'immuabilité de l'autorité étatique devrait être protégée, l'armée était le protecteur et l'épée de la

⁵² *Cumhuriyet*, le 23 février 1931.

⁵³ *Hakimiyeti Milliye*, le 2 mars 1931 (*italiques* par nous)

⁵⁴ Voir les sous-parties « Débats sur le programme de parti » et « Dissolution des Foyers turcs » du deuxième chapitre de ce travail.

révolution, etc.⁵⁵ Comme on va le voir, ces principes constituaient vraiment les fondements du programme.

Jusqu'ici, nous avons essayé d'indiquer qu'il y a non seulement une continuité chronologique mais aussi une relation directe entre l'événement du Parti libéral, le voyage présidentiel et le Troisième Congrès convoqué au mois de mai de 1931. Surtout l'influence du voyage présidentiel sur les thèses du congrès est évidente. Mais cette influence venait, plutôt que les constatations faites pendant le voyage, des débats qui y ont eu lieu, nous semble-t-il. Et les nouvelles politiques sur lesquelles les cadres du parti ont fait entente ont été expliquées au peuple au divers pas du voyage.

Le parti devenait de plus en plus prêt pour la nouvelle période. Juste après le voyage, on est passé à une autre étape dans ce but : un bon doctrinaire qui est connu par ses orientations « autoritaires » en même temps, Recep (Peker) Bey est nommé encore une fois comme le secrétaire général du parti le 9 mars 1931. Comme dernière sous-partie de ce chapitre, nous allons traiter cette nomination.

C. Nomination de Recep (Peker) Bey au secrétariat général

Il nous semble nécessaire et important de parler brièvement de la nomination de Recep Bey au secrétariat général du Parti républicain du peuple presque quarante jours avant le congrès. Réalisée pour la troisième fois dans l'histoire du parti, cette nomination doit être considéré en relation avec la tendance de durcissement du parti d'un côté et avec les recherches de doctrine/idéologie de l'autre côté.

Né en 1888, Mehmet Recep Bey était diplômé de l'Ecole militaire en 1907. Il a participé activement à plusieurs guerres dans les années suivantes, et il a été le premier Secrétaire général de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. Il a été élu comme député de Kütahya en 1923 et il est devenu pour la première fois le secrétaire général du Parti du peuple au mois de septembre de la même année. Travaillant comme l'éditorialiste du journal *Hakimiyeti Milliye* à la même période, Recep Bey a travaillé

⁵⁵ « Gazi Geliyor », *Hakimiyeti Milliye*, le 25 février 1931.

aux diverses ministères. Suivant sa démission du Ministère de l'Intérieur le 5 janvier 1925, il est devenu encore une fois secrétaire général, et ensuite il a été nommé à cette mission pour la troisième fois le 9 mars 1931 et il y est resté jusqu'au 15 juin 1936.⁵⁶

Accepté comme une des figures fondamentales de l'histoire politique de la Turquie et comme le « troisième homme » du PRP, et défini par Falih Rıfık Atay comme « un homme de guerre privilégiant les soucis d'État et d'ordre à ses sentiments et à sa colère » après sa mort⁵⁷, Recep Peker est connu par ses tendances en faveur de la dureté, voire proches du fascisme. On peut citer certains exemples de sa carrière politique. Par exemple au cours des jours de révolte de Cheikh Said (février-avril 1925), Recep Bey, qui était le ministre de l'Intérieur pensait assez différemment de Fethi Bey, qui était critiqué durement en raison de sa posture « modérée ». Insistant sur le fait que la révolte obligeait la prise de mesures extraordinaires dans le pays entier, Recep Bey est entré en conflit avec le Premier ministre et par conséquent il a démissionné du gouvernement.⁵⁸ Jouant un grand rôle pour rendre « national » la politique d'étatisme, le secrétaire général des années 1931-1936 avait une attitude beaucoup plus claire que les autres cadres du parti par ses discours qui, par exemple, définissaient le fait d'être libéral comme équivalent d'être traître de patrie.⁵⁹

D'autre part, peut-être la plus importante contribution de Recep Bey au régime de parti unique était la théorisation du modèle « parti-État » ; et dans ce cas aussi sa formulation était assez claire: « la République de Turquie est un État de parti unique. Le Parti et l'État travaillent ensemble ». ⁶⁰ D'ailleurs pour lui, un régime libéral pluripartite était une des menaces les plus grandes devant les idéaux de la nation. Pour le secrétaire général, on vivait dans une ère « où une administration de parti unique et national qui répond à tous les désirs de la nation (...) prenait le lieu des partis dispersés du type d'État libéral ». ⁶¹

⁵⁶ « Recep Peker'in hal tercümesi », *Ulus*, le 3 avril 1950.

⁵⁷ « Peker'in ölümü », *Ulus* (la même date)

⁵⁸ İsmet İnönü, *Hatıralar*, Tome II, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1987, p. 198.

⁵⁹ Şevket Süreyya Aydemir, *Suyu Arayan Adam*, Öz Yayınları, Ankara, 1959, p. 500.

⁶⁰ Mahmut Goloğlu, *Tek Partili Cumhuriyet (1931-1938)*, Kalite Matbaası, Ankara, 1974, p. 10.

⁶¹ Teoman Gül, *Türk Siyasal Hayatında Recep Peker*, T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, Ankara, 1998, p. 19.

Un tel cadre du Parti républicain du peuple a été nommé comme le secrétaire général juste avant le congrès. Il est intéressant qu'on voie des nouvelles de journal parlant de cette nomination au mois de septembre de 1930. En effet, on avait décidé, lorsque le nouveau cycle de l'Assemblée Nationale commençait, de modifier les ministres d'Education, de Justice, et des Travaux publics, et le journal *Cumhuriyet* avait écrit le même jour qu'il était fort possible que le ministre des Travaux publics, Recep Bey soit nommé au Secrétariat général du Parti.⁶² Cinq jour après, le même journal a écrit que cette nomination a été faite et que le député de Diyarbakır, Zekai Bey est nommé au ministère des Travaux publics.⁶³ Mais ce n'était pas correcte.

Pour autant, le journal *Cumhuriyet* avait publié d'autres articles qui indiquent le même point. Par exemple, quelques jours avant de donner l'information incorrecte dont on vient de parler, il était écrit que le futur secrétaire général ferait un discours très fort à l'Assemblée Nationale contre le Parti républicain du peuple. Selon cet article, Recep Bey allait dire que les membres du PRL s'enrichissaient en bénéficiant du trésor de l'État, et il allait accuser ce parti « d'encourager les réactionnaires en faisant collaboration avec eux en province » et « d'essayer de travailler à telle manière que la république et la révolution est tombée en danger ».⁶⁴ Cependant, nous n'avons pas trouvé, aux archives de journal ou ailleurs, des données qui montrent qu'un tel discours est fait. Mais cette sorte de nouvelles ne se voyaient pas seulement à *Cumhuriyet* ; par exemple le journal *Yarın* (« Demain ») a parlé de Recep Bey comme « le secrétaire général du PRP » aussi, le 11 octobre 1930. C'est après cela que Recep Bey a mis en évidence qu'il n'est pas nommé pour cette mission, en envoyant une déclaration aux journaux.⁶⁵

Cette sorte de « fausses » nouvelles devrait avoir une raison déterminée. Même s'il n'est pas possible d'en être sûr, on peut estimer que la nomination de Recep Bey était décidée dans un temps beaucoup plus ancien et que la presse avait pu capturer cette information. Il se peut que le discours « anti-PRL » dont on vient de parler soit considéré

⁶² *Cumhuriyet*, le 22 septembre 1930.

⁶³ *Cumhuriyet*, le 27 septembre 1930.

⁶⁴ *Cumhuriyet*, le 25 septembre 1930.

⁶⁵ *Hakimiyeti Milliye*, le 13 octobre 1930; *Cumhuriyet*, le 13 octobre 1930.

vraiment aussi, car un tel discours était en accord avec les politiques et la tendance du PRP à ces jours-là, et c'est seulement un personnage comme Recep Bey qui pouvait les dire de cette manière.

Cependant, cette nomination a eu lieu au mois de mars de 1931, c'est-à-dire presque cinq mois après. La raison de ce retard peut être une tension ou un débat interne au sein du parti ; par exemple il se peut que la section modérée du parti ne veuille pas un cadre radical comme lui à cette mission lorsque l'expérience de Parti libéral continuait. Il se peut d'autre part qu'on ait attendu simplement la période prochaine.

La nomination attendue est faite juste après le retour de Mustafa Kemal Pacha du voyage national et de la décision du renouvellement des élections législatives. C'est ainsi que le groupe dirigeant de la période de cinq ans suivants a été formé. Comme on le verra plus tard, le comité de présidence générale (*Umumi Riyaset Divanı*) constitué de Mustafa Kemal Pacha, Ismet Pacha et de Recep Bey posséderait le destin du parti, et donc du champ politique et social.

Dans les années suivantes, Recep Bey a aussi rempli la mission d'idéologue du parti. C'était lui qui a fait les explications des programmes de 1931 et 1935 devant le public.⁶⁶ Il a continué à sa mission d'idéologue de parti en travaillant comme l'éditorialiste du mensuel *Ülkü* (« Idéal ») et en fondant l'Organisation des orateurs du peuple (*Halk Hatipleri Teşkilatı*) aux années suivantes.

Cependant, Recep Peker aurait des problèmes avec le parti et avec Atatürk quelques ans après. On a vu la première tension juste avant le congrès de 1935. Etant parti en Italie avec Ismet Pacha en 1932, Recep Bey y avait fait une entrevue avec le Secrétaire général du Parti fasciste, M. Staroce en tant que le secrétaire général du PRP, et il était informé par lui et par les jeunes militants fascistes concernant le passé et le programme de ce parti-là. Ayant l'intention de bénéficier de ces informations pour le plan de renforcement du parti vers le congrès de 1935, Recep Peker a été empêché par

⁶⁶ Pour les explications de programme de Recep Peker et certaines évaluations, voir Taha Parla, *Türkiye'de Siyasal Kültürün Resmi Kaynakları, Cilt: 3 – Kemalist Tek Parti İdeolojisi ve CHP'nin Altı Ok'u*, İletişim Yayınları, İstanbul, 1995, p. 106-153.

Atatürk.⁶⁷ Cependant Recep Peker a continué sa posture proche des régimes fascistes, et probablement c'était pour cette raison qu'il a été révoqué de sa mission au mois de juin 1936.⁶⁸ De l'autre côté, il ne faut pas oublier que la Turquie était en contact proche avec le Royaume-Uni en 1936 et qu'un secrétaire général pro-allemand serait un poids lourd pour le parti dans ces conditions-là.

En concluant cette sous-partie, nous voulons encore une fois souligner l'importance caractéristique de l'existence et de la mission de Recep Peker au sein du Parti républicain du Peuple. Le processus qui s'est ouvert avec le congrès de 1931 a continué sans cesse jusqu'en 1936 soit au sens des orientations idéologiques, soit au sens de la structure institutionnelle du parti, ou plus correctement dit de l'outil de parti-État. Etant donné que ce tournant du régime de parti unique s'entrecroite avec les années de mission de Recep Peker, il est possible d'appeler cette période « la période de Recep Peker » aussi. Mais ce dernier ne veut pas dire que l'on fait rapport entre les tendances principales de cette période avec le secrétaire général uniquement ; il est plus correct de parler des politiques et des orientations d'un groupe de cadre qui englobe plusieurs idéologues et dirigeants du parti, y compris Mustafa Kemal lui-même.

...

Juste après être retourné du voyage présidentiel, Mustafa Kemal Pacha avait donné la directive pour le renouvellement de l'élection législative. La nouvelle élection a été officiellement déclarée le 6 mars 1931, et c'est dans quelques jours qu'il a été rendu public que le congrès du parti serait convoqué suivant les élections.⁶⁹ Le quatrième cycle de la Grande Assemblée Nationale de Turquie a commencé le 4 mai 1931. Cette nouvelle Assemblée nationale où il y avait très peu de député en dehors du parti, a de nouveau élu Mustafa Kemal Pacha comme le président de la République à l'unanimité des 289 députés. Et le gouvernement d'Ismet Pacha a obtenu vote de confiance le 9 mai, toujours à l'unanimité.⁷⁰ Comme le dit Mete Tunçay, la période de « démocratie à

⁶⁷ Gül, p. 12-13.

⁶⁸ Yerasimos, p. 107.

⁶⁹ *Hakimiyeti Milliye*, le 10 mars 1931.

⁷⁰ Tunçay, p. 316-317.

l'unanimité » était commencée. C'est dans ces conditions, un jour après la votation de confiance – et dans le bâtiment de l'Assemblée Nationale – que le grand congrès du Parti est convoqué.

CHAPITRE II

LES THÈMES MAJEURS ET LE CONTENU POLITIQUE DU CONGRÈS

« Alâeddin Bey (Kütahya) – Les révolutions qui élèvent les nations ne peuvent pas toujours être des révolutions par en bas comme en France. Il y a aussi des révolutions qui se font par en haut.

La révolution d'une nation peut se modifier en fonction de sa propre formation historique. Surtout, ce qui a amené le paysan allemand qui ne connaissait pas même l'escalier il y a 50 ans vers le progrès d'aujourd'hui, c'est la raison, le suivi, ainsi que l'autorité et le régime. »⁷¹

Le congrès de 1931 du Parti républicain du peuple a duré pendant plus d'une semaine, du fait que les thèmes abordés étaient lourds et donc nécessitaient assez du temps. Dans ce chapitre, nous allons traiter, après avoir donné certaines informations générales sur le congrès, les plus importants parmi ces thèmes. Pour chacune de sous-parties, nous observerons le thème correspondant en faisant le lien avec les processus antérieur au congrès et en tenant compte des débats parallèles vus dans la presse « pro-gouvernementale ».

A. Une vue générale sur le congrès

Le Troisième Congrès Général avait été convoqué suivant les congrès locaux organisés par les organisations de département, et c'est dans ces petits congrès que les membres qui iraient à Ankara étaient déterminés. Au total, 399 membres de 63 départements ont participé au congrès. Certains départements de l'Est du pays où l'organisation de parti n'existait pas encore, ont été représentées au niveau de députation parlementaire.⁷²

⁷¹ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları (10-18 Mayıs 1931)*, İstanbul Devlet Matbaası, 1931, p. 230.

⁷² Hasan Ersel, Ahmet Kuyaş, Ahmet Oktay, Mete Tunçay, *Cumhuriyet Ansiklopedisi: 1923-1980*, Tome I (1923-1940), YKY Yayınları, İstanbul, 2003, p. 166. Pour éviter une faute, nous devons dire ici que tous les participants du congrès étaient d'ailleurs des députés, mais qu'ils étaient là, sauf les six départements de l'Est, au nom de leur organisation locale de parti.

Ouvert le 10 mai 1931, dimanche, à 14h 35, le Grand Congrès a été fermé, à la fin de seize séances, le 18 mai 1931, lundi, à 12h 45 par des acclamations fortes. Il n'y avait pas eu des séances les jours de 11, 12 et 15 mai, c'est-à-dire que les délégués étaient convoqués, si l'on excepte le dernier jour où il n'y avait que la séance de fermeture de trente minutes, pendant cinq jours. Concentrés, ces cinq jours qui signifiaient un point de rupture dans la vie politique turque avaient beaucoup de thèmes à élaborer.

Dans les procès-verbaux dont nous disposons, l'ordre du jour du congrès est ainsi classifié: « le discours d'ouverture du président général », « lecture de la déclaration sur les activités des années passées par le mandataire au nom du président général », « élections et négociations des commissions », « les débats sur le programme de parti observé par la commission des comptes et proposé à l'approbation du congrès général », « négociations sur le constat que la commission des projets a disposé après l'observation des dossiers contenant les revendications des divers congrès des départements ainsi que les réponses et les opinions des ministères », « les débats sur le règlement du parti observé par la commission de règlement et proposée à l'adoption et à l'approbation du congrès général », « soumission au congrès et approbation de la décision du congrès des Foyers turcs en ce qui concerne la dévolution au parti », « les négociations sur les motions assignées à la commission des comptes et sur les procès-verbaux proposés au congrès par la commission suivant ses observations correspondantes », « élection du conseil de direction générale » et « le discours de fermeture du mandataire du président exécutant la présidence du congrès ». Cependant, nous ne traiterons en détail que les débats de programme et de règlement, l'évaluation des revendications des congrès locaux et la dévolution des Foyers turcs au parti, au nom d'analyser le contenu politique du congrès. Pour autant, il serait utile de brièvement voir les discours d'ouverture faits le premier jour pour pouvoir comprendre un peu mieux ce contenu.

Dans la première séance faite sous la présidence de Mustafa Kemal Pacha, la déclaration de la présidence générale a été lue non par Mustafa Kemal lui-même, mais par son mandataire Ismet Pacha. Probablement, le message qui voulait être donné était que Gazi n'était pas à la tête des tâches du parti physiquement. Cependant, le Président

général du PRP a fait un court discours au début de la séance qu'il a ouverte, avant de donner la parole à son mandataire.

Gazi commençait à ses mots en évoquant le congrès de Sivas convoqué le 4 septembre 1919 et qui était accepté, comme on l'avait dit à l'introduction, le premier congrès du PRP. Le président général du parti soulignait que les principes formés à la suite des débats menés dans ce congrès-là « sous les menaces de l'exilé et de l'exécution capitale de l'ennemi » constituaient la base des principes de PRP ce jour-là. Mahmut (Soydan) Bey parlerait de cette analogie quelque jours après en rappelant les mots suivants qu'avait dit Mustafa Kemal à un général américain lors des jours de Congrès de Sivas et en disant que ces mots étaient toujours à l'ordre du jour, après douze ans : « une nation aura absolument la victoire si elle fait toutes sortes de tentative et de dévouement considérables pour son existence et libération. Douter de n'avoir pas la victoire, c'est accepter que cette nation est morte ». ⁷³ Ces accents signifiaient une posture proche à celle que l'on a vue au discours de Sivas du 30 août 1930 : Mustafa Kemal et les autres cadres de PRP affirmaient, pour avoir une forte base de légitimité, que la Lutte Nationale continuait sous de différentes formes.

Le deuxième point dont Mustafa Kemal a parlé était le besoin de faire le congrès dans une ambiance de libre discussion. Disant que les délégués devraient « parler librement sans aucune condition et faire tolérance face aux points qui nécessitent d'être critiqués », le président général accentuait que la libre discussion servirait à l'idéal national. Cependant le congrès ne témoignerait pas à une telle ambiance de discussion et c'est très rarement que des différentes idées seraient prononcées. Comme un petit détail qui est important quand même, une phrase que Mustafa Kemal avait dite serait mal passées aux procès-verbaux de congrès : Comme la presse a dit correctement le jour suivant⁷⁴, Mustafa Kemal avait dit, vers la fin de son discours « il est seulement utile de nous initier et critiquer positivement » alors qu'il écrit sur les procès-verbaux, à un sens

⁷³ « Büyük Gazi ve Büyük Kongre », *Hakimiyeti Milliye*, le 13 mai 1931.

⁷⁴ *Hakimiyeti Milliye*, le 11 mai 1931. Le journal *Cumhuriyet* de la même date avait fait une petite faute qui ne change pas le sens.

assez différent, « il est seulement utile de nous initier et d'éclairer le peuple » dont le turc est phonétiquement ressemblant.⁷⁵

La Déclaration de la Présidence Générale lue par Ismet Pacha qui a pris la parole après Mustafa Kemal touchait à presque tous les thèmes politiques majeurs de ces jours-là. Le premier et le plus fort accent de la déclaration était les efforts du PRP à l'objectif de fonder une administration démocratique. Par exemple, pour Ismet Pacha, c'était par obligation que la Loi sur le Maintien de l'Ordre (*Takrir-i Sükûn Kanunu*) était resté en vigueur pour deux ans de plus à partir de 1927, et c'est seulement en deux ans qu'on était retourné au régime normal.

Le deuxième exemple donné après la Loi sur le Maintien de l'Ordre était l'événement de Parti libéral. On avait expliqué en détail comment les cadres du parti s'approchaient à cette expérience. Les mots suivants prononcés par Ismet Pacha dans le congrès qui a eu lieu six mois après la dissolution étaient assez remarquables :

Il est évident que les principes du parti d'opposition étaient, dès le premier jour, loin des idées, principes et opinions de notre parti, et aussi de ceux du chef du parti. Ne pas être en accord avec les principes et les exécutions de notre parti ne pourrait pas être séparé de ne pas être en accord avec les principes et les exécutions de son chef.

Notre parti et son chef ou son mandataire n'avait aucune volonté pour la dissolution du parti d'opposition. Au contraire, nous n'avons pas soutenu cette décision selon notre conception.

L'événement de Menemen qui a eu lieu après ceci nécessite notre prudence étant donné qu'il montre comment la réaction (*irtica*) est sauvage comme au Moyen Age et comment elle trouve courage des événements.⁷⁶

C'est ainsi qu'on continuait d'accuser le PRL d'illégitimité même un demi an après sa dissolution. Le premier ministre disait d'un côté que ce parti-là avait une ligne contradictoire avec celle de Mustafa Kemal – et c'était d'ailleurs une « accusation » assez grave – alors qu'il disait de l'autre côté que les assassins de l'enseignant officier de réserve Kubilay qui l'ont tué à Menemen au mois de décembre 1930 étaient

⁷⁵ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 2. L'originel en turc de la phrase que Mustafa Kemal avait prononcée est « *Birbirimizi irşat ve haklı tenkit etmekte yalnız fayda vardır* » alors que celui de la phrase écrite sur les procès-verbaux est « *Birbirimizi irşat ve halkı tenvir etmekte yalnız fayda vardır* ».

⁷⁶ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 5.

encouragés de l'événement de Parti libéral. Toutefois, malgré tout, les dirigeants du PRP avaient voulu que ce parti demeure et ils n'avaient pas soutenu la dissolution. Cette thèse a été soutenue par les autres idéologues du parti lorsque le congrès continuait.⁷⁷ Alors on peut dire que les dirigeants du PRP voulaient faire accepter à l'opinion publique que le Parti républicain libéral avait suivi un chemin totalement faux et même dangereux, mais que la conséquence n'était pas la faute de leur parti, qui avait pleinement soutenu cette expérience et qui donc était honnêtement pour une administration vraiment démocratique.

Dans la partie « politique extérieure » de la déclaration de la Présidence Générale, qui est resté au niveau secondaire, on soulignait la politique de paix suivie dès le début du nouveau régime. Il est remarquable qu'Ismet Pacha touche d'abord aux relations amicales établie avec l'Union soviétique et ensuite aux bons rapports avec l'Italie qui est juste en face du premier dans la carte idéologique. Comme on peut le saisir, le gouvernement du PRP était pour une politique de rapprochement au niveau international, et ils évitaient en même temps de mettre le pays au feu de nouveau. D'ailleurs, les pays que le Premier ministre énumérait ici, avec lesquels on était en train de fonder de bons rapports englobaient les États qui avaient occupé l'Anatolie à la suite de la Guerre mondiale comme le Royaume-Uni, la France, voire la Grèce. Mais il faut ajouter ici que le privilège accordé à l'Union soviétique et à l'Italie avait un autre sens à côté : les modèles sociaux et politiques mis en application par ces deux États seraient, à un certain niveau, une source d'inspiration pour la Turquie dans les années suivantes, comme on en parlera brièvement dans les parties suivantes du travail.

Le discours a pris fin après que les parties concernant l'enseignement, la politique sociale et de santé, économie et construction ont été lues. Personne n'a voulu prendre la parole sur la déclaration lorsque cela a été demandé aux délégués. Ceci est suivi par l'élection des commissions de règlement, des projets et des comptes qui travailleraient jusqu'au congrès prochain, et c'est ainsi que le premier jour du congrès a pris fin. Quant à la deuxième convocation qui a eu lieu le 13 mai, ce fut le début des séances dans lesquelles le premier programme du parti serait négocié et adopté.

⁷⁷ Voir Yunus Nadi, « Serbest Fırka: Zuhuru ve Ufulü », *Cumhuriyet*, le 15 mai 1931.

Maintenant, on va parler des débats de programme en essayant d'analyser les éléments principaux du programme.

B. Les débats sur le programme du parti

La troisième séance du 13 mai était l'une des séances les plus longues du congrès : faisant des négociations pendant près de dix heures après l'élaboration du procès-verbal de la commission des comptes, les délégués ont créé le premier programme du Parti républicain du peuple à travers des discussions sur l'esquisse de programme préparé par la commission de règlement. Dans cette sous-partie, nous verrons le chemin qui s'ouvre au premier programme et nous essayerons d'en analyser les points essentiels, parallèlement aux débats menés dans le congrès.

B1. Le chemin s'ouvrant au programme

Le programme de parti adopté par le Troisième Congrès est accepté comme le premier programme du PRP. Cependant, il y avait d'autres textes qui avaient partiellement la fonction d'un programme dans le processus antérieur au congrès, et ces textes étaient les premières sources dont le programme de 1931 est alimenté. Doğu Perinçek énumère la déclaration de 11 septembre 1919 adoptée au Congrès de Sivas ainsi que le Projet de Loi Constitutionnelle (dit « Programme de Démocratie ») du 13 septembre 1920 parmi les programmes du PRP. Tandis que le premier d'entre eux était limité avec certaines décisions en ce qui concerne la trajectoire de la Lutte Nationale et que le deuxième était une esquisse de constitution énumérant les principes de travail de l'Assemblée Nationale récemment fondée.⁷⁸

Pour nous, si l'on parlera des antécédents historiques du programme de 1931, il faut indiquer deux autres textes : la Déclaration de Neuf Principes (*Dokuz Umde Beyannamesi*) du 8 avril 1923 et la Déclaration de Programme adoptée dans le

⁷⁸ Pour lesdits textes et les thèses du chercheur mentionné, voir Doğu Perinçek, **Kemalist Devrim-6: Atatürk'ün CHP Program ve Tüzükleri**, Kaynak Yayınları, Istanbul, 2008, p. 55-64

Deuxième Congrès du PRP ayant lieu au mois d'octobre 1927.⁷⁹ Toutefois, ces textes n'avaient pas la qualité d'un programme non plus en raison de leur contenu étroit. En effet, le texte « Neuf Principes » qui n'était en fait qu'une déclaration électorale informait qu'on avait décidé le 1^{er} avril 1923 de renouveler l'Assemblée Nationale et que le Groupe de Défense des Droits d'Anatolie et de Roumélie se transformerait en Parti du peuple, et ensuite il se contentait d'énumérer quelques mesures à court terme dans les domaines comme réglementation de dîme, les subventions paysannes, raccourcissement du service militaire, ainsi que les tâches de construction et de réparation après guerre. Quant à la Déclaration de Programme ajoutée au règlement de 1927, il donnait le cadre général pour les applications à suivre sous les titres comme politique intérieure, extérieure et de justice, politique d'enseignement, politique sociale et de santé, politique financière et économie, sans avoir le contenu d'un programme bien établi.

C'est en partant de ces évaluations que nous pouvons accepter que le programme de 1931 fut le premier programme du parti, et donc que nous pouvons nous demander quel était le besoin qui a poussé le PRP vers la création d'un programme. Il est probable que les dirigeants de PRP soient mobilisés en partant de l'expérience de Parti libéral restée au passé. En effet, le PRL était orienté vers la société avec un programme bien établi et il était claire ce qu'il demandait. Cependant, le PRP n'avait pas de doctrine, ni de texte écrit qui mettait en évidence ses orientations politiques. C'est pour cette raison que, selon les citations d'Ahmet Hamdi Bey, Mustafa Kemal Pacha avait proposé aux cadres de parti de chercher ensemble les principes qui seraient les bases d'un programme au voyage présidentiel dont on a parlé dans le premier chapitre.⁸⁰ Cemil Koçak aussi parle de l'importance de ne pas avoir un programme dans la lutte politique contre PRL et aussi contre le Parti républicain progressiste.⁸¹ Et pour le journaliste Hikmet Bila, l'événement de Parti libéral avait engendré la tendance de durcissement chez le parti de pouvoir et ceci était accompagné par d'autres tendances comme amendement de l'organisation de parti, création des politiques privilégiant les sujets économiques et

⁷⁹ Pour lesdits textes, voir Tunçay, p. 366-368 et 413-416.

⁸⁰ Başar, p. 46 et la suite.

⁸¹ Cemil Koçak, « Siyasal Tarih (1923-1950) » in Sina Akşin (dir.), **Türkiye Tarihi 4 / Çağdaş Türkiye 1908-1980**, Cem Yayınları, İstanbul, 2002, p. 154.

écriture d'un programme indépendant du règlement du parti.⁸² Donc on accepte en général qu'il y avait un lien direct entre l'expérience de Parti libéral et la tendance de créer un programme. Cependant, cela ne nous semble pas la seule raison. Il faut surtout souligner qu'on ne prévoyait pas un parti d'opposition pour un longtemps, même si ce n'était pas « interdit » juridiquement. Donc nous pouvons dire que la thèse de « lutte contre d'autres forces politiques » reste faible et qu'il faut chercher la raison essentielle ailleurs.

Comme nous le verrons dans les sous-parties suivantes, l'année 1931 était le début d'une ère où le caractère totalitaire* du régime de parti unique serait soulignée par liquidation non seulement des partis politiques, mais aussi des organisations de type « société civile » comme les Foyers turcs. Prenant une mission ressemblant aux autres partis dirigeants des régimes totalitaires de la même époque (comme le Parti communiste de l'Union soviétique, Parti fasciste italien, etc.), le Parti républicain du peuple avait besoin de nouveaux éléments pour augmenter son poids sur le champ politique et social. Un de ces éléments était une *weltanschauung* dont le cadre général serait bien déterminé alors que l'autre était un texte écrit qui indiquerait le chemin que le pays suivrait. Pour nous, c'est de ce besoin que les six principes fondamentaux et le programme de 1931 dans sa globalité sont nés.

L'esquisse de programme proposée au congrès portait la signature de la commission de règlement (*nizamname encümeni*) du parti. La première esquisse préparée par la commission avait été formée en étant observée « avec une prudence spéciale » par le conseil de la présidence générale⁸³ et ensuite proposée au congrès en sa dernière forme. Mais il s'agit ici plutôt de l'aspect formel du texte ; comme on vient de le dire, le corps général du programme avait été instauré en partant des débats menés pendant le voyage présidentiel ainsi que des faits témoignés dans ce voyage. D'autre part, nous comprenons que l'esquisse a été définitivement formée à Çankaya. Comme on comprend des documents à l'Archive des Œuvres Collectées d'Atatürk, Mustafa Kemal

⁸² Hikmet Bilâ, **CHP: 1919-1999**, Doğan Kitapçılık, Istanbul, 1999, p. 65.

* Par la notion « régime totalitaire », nous entendons les régimes qui visent à dominer les différents aspects de la vie sociale, en possédant la monopole politique, sociale et culturelle.

⁸³ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 24.

Pacha avait pris des notes manuscrites avant le congrès et c'est ainsi que le contenu général est formé. Ces notes manuscrites de 8 pages au total étaient ainsi :

- démocrate, laïque
- étatiste et protecteur
- entreprise et développement individuel sont essentiels
- paysan, artisan, industriels, commerçant, ouvrier, professions libre
- tous les enseignants
- tous les jeunes à partir de 18 ans
- candidat depuis le temps d'éducation primaire jusqu'à 18 ans
- y compris les gens de profession libre qui ne sont pas contraire au but essentiel.
- organisation: des clubs aux centres de ville, de district et de sous-districts.

A.

Congrès constant

- Conseil de présidence
- Comité de direction générale
- Comité des inspecteurs

B.

À l'Assemblée Nationale: les groupes d'opinions indépendants différent pour la pratique des principes.

C.

Les cours de stage de parti

D.

Les Foyers Turcs, toutes sortes de communautés sportives et les clubs font partie de notre parti.

H.

Les élections dans les organisations locales et diverses sont exécutées librement par les membres de l'organisation locale du parti.

F.

Les candidats de députés s'adressent personnellement au secrétariat général (... mois avant le temps d'élection, en montrant la profession politique, l'identité et photo).

+ observation par le Congrès constant. La présidence fixe et déclare.

K.

Congrès Général. Congrès Extraordinaire

'K.

Congrès de club

"K

Elections générales populaires locales.

ğ.

Rapport et relation du parti avec le gouvernement

ğ.

La situation de l'armée

1921

1931

1941

1951

1961

1971

1981⁸⁴

Si l'on excepte ces dates en-dessus marquées dans la dernière page des manuscrits, les notes du Gazi sont assez compréhensibles bien qu'elles soient trop courtes. Il faut dire que toutes les notes indiquées ici ne sont pas reflétées au programme; par exemple il n'y a pas eu d'article qui met en évidence le rapport entre le parti et gouvernement; ou bien par exemple les clubs sportifs ne sont pas dévoués au parti, contrairement aux Foyers turcs. Mais il y a eu quand même beaucoup de similarité entre les notes du président général et le programme de parti comme nous le verrons en dessous.

B2. Les articles importants du programme

Les délégués participés au congrès avaient mené peu de discussions sur le programme, et les critiques faites étaient en général limitées avec les problèmes langagiers des textes. On avait vu aussi des discussions sur les sujets qui n'ont pas de lien direct avec le programme.⁸⁵

⁸⁴ Perinçek, p. 111-125.

⁸⁵ Par exemple, lors des débats sur le quatrième article de la partie « économie » du programme, qui mentionnait des crédits agraires et du contrôle de la Banque Rurale, on avait fait des discussions fortes et longues, à telle point qu'une séance n'avait pas été suffisante. Cependant, ces discussions avait été menées sur d'autres axes comme la situation de l'économie, les problèmes des agriculteurs et l'obligation d'épargne, et c'est par l'intervention de Recep Bey que les discussions ont pris fin et qu'on est retourné au texte de program. On peut dire en partant de cette situation que les problèmes économiques était une question majeure pour les cadres de PRP, mais que les dirigeants du parti ne voulait probablement pas qu'on en parle trop. Voir **C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları**, p. 38-70.

Le programme de parti adopté par les membres de congrès se constituait de huit parties après une introduction, et ces parties étaient énumérées dans l'ordre suivant : « Les fondements », « Les Caractéristiques principaux du Parti républicain du peuple », « Economie », « Finance », « Education et instruction nationale », « La Vie sociale et la Santé commune », « La Politique intérieure, extérieure et de justice, fonctionnaires et les groupes de profession libre » et « Défense de patrie ». Quant à la partie d'introduction, on y voyait les mots suivants :

Les idées de base qui construisent la base du programme de Parti républicain du peuple sont évidentes dans la pratique vue depuis le début de la révolution jusqu'à nos jours.

D'autre part, les essentiels de ces idées ont été mises en évidence aux principes généraux de règlement du parti accepté en 1927 par le Grand Congrès, à la déclaration de la Présidence Générale adoptée par le même congrès et à la déclaration parue à l'occasion de l'élection de Grande Assemblée Nationale de 1931.

Les caractéristiques de base de nos conceptions qui n'incluent pas seulement quelques années mais l'avenir aussi, sont écrits ici.⁸⁶

Comme on l'indique dans cette introduction courte, le programme prenait comme base les pratiques des années antérieures d'un côté, et il définissait les principes qui orienteraient un avenir qui n'était pas limitée par « seulement quelques années ». Cette dernière phrase indiquait en effet une recherche d'idéologie durable. D'ailleurs, le nouveau programme qui serait adopté au congrès de 1935 ajouterait la phrase suivante à la partie d'introduction qui reste inchangée sauf la « simplification » de la langue : « Ces principes qui font la base du parti forment la voie de Kémalisme [*Kamâlizm*] ». ⁸⁷

On peut laisser les détails de cette discussion au chapitre suivant et continuer à analyser le texte de programme. Ici, la section intitulée « Les Fondements » du programme qui venait juste après l'Introduction faisait les définitions de patrie et de nation ; il soulignait aussi que le mode de direction de la nation turque était le mode de

⁸⁶ C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 26 et C.H.F. Programı, İstanbul Devlet Matbaası, 1931, p. 3-4.

⁸⁷ C.H.P. Dördüncü Büyük Kurultayı Görüşmeleri Tutulgası (9-16 Mayıs 1935), Ankara Ulus Basımevi, 1935, p. 54.

gouvernement existant basant sur le principe d'unité des pouvoirs. Le quatrième article, sous titre « Droit commun » de cette partie n'est pas identique aux procès-verbaux de congrès et au texte de programme. La version de l'article acceptée par le congrès était ainsi :

4- Droit commun : Il est parmi les bases importantes de notre parti de protéger les droits de liberté individuelle et sociale, d'égalité, d'immunité et de propriété, accordés aux citoyens turcs par la Loi Constitutionnelle.⁸⁸

Alors que le même article continue dans le texte de programme paru après le congrès comme suivant:

Il est parmi nos buts suprêmes d'appliquer le système d'élection à seul tour. Mais il faut équiper le citoyen avec les qualités, les conditions et les outils grâce auxquels il peut connaître ce qu'il va élire. Nous trouvons plus adéquat aux véritables nécessités de la démocratie de laisser le citoyen libre pour qu'il puisse élire les personnes qu'il connaît bien et sur lesquels il compte, jusqu'au jour où les travaux dans ce but donnent la conséquence voulue.

Notre parti ne fait pas de discrimination sexuelle en ce qui concerne les droits politiques des citoyens. Au contraire, notre parti qui sait que la nation turque a mis la vie sociale sur la base d'unité à tous les égards pendant son histoire haute et approfondie, accepte une mission de créer la base favorable pour que nos femmes utilisent leurs droits politique aux élections législatives comme elles l'ont fait aux élections municipales. Le parti a l'opinion que c'est seulement ainsi que notre vie historique et glorieuse peut être animée selon les nouvelles conditions.⁸⁹

Comme on le voit, le premier paragraphe de ce passage annexe défendait, de manière hésitante, la continuation du système d'élection à deux tours en ouvrant la porte pour les élections à seul tour quand même, alors que le deuxième paragraphe défendait l'élargissement des droits d'élection et d'être élue des femmes. Ici, il existe une inspiration directe du programme du Parti républicain libéral, nous semble-t-il. En effet, c'est d'abord dans le 11^{ème} article du programme du PRL que ces deux thèmes ont été prononcés : « le parti défendra l'établissement du système d'élection à seul tour et

⁸⁸ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 27.

⁸⁹ C.H.F. *Programı*, p. 7-8. Il faut ajouter quand même que ce passage qui ne fait pas partie des constats du congrès avait pris son lieu dans les nouvelles de presse. Voir *Cumhuriyet*, le 14 mai 1931, *Hakimiyeti Milliye*, le 15 mai 1931.

l'implication de la femme turque au droit politique ». ⁹⁰ D'autre part c'était déjà Mustafa Kemal qui avait encouragé le PRL d'ajouter cet article à son programme. ⁹¹ C'est pourquoi on peut penser que ce fut encore une fois Mustafa Kemal qui a fait ajouter ces deux thèmes au programme de 1931 du PRP et que son souci était de donner le message suivant : son parti était autant démocrate que le parti d'opposition dissout. Ou il est bien possible qu'il ait voulu de le faire dire au PRL d'abord pour voir les réactions possibles.

La partie intitulée « Les Caractéristiques principaux du Parti républicain du peuple » a été une des parties les moins discutées bien qu'elle soit la partie plus importante étant donné qu'elle énumère les principes du parti. Cette partie était constituée de deux articles : le premier article énumérait les six principes fondamentaux – que sont le républicanisme, le nationalisme, la démocratie, la laïcité, l'étatisme et le révolutionnarisme – alors que le deuxième article proposait l'argument selon lequel le peuple de République de Turquie n'était pas constitué des classes séparées et qu'il s'agissait de la « division de travail professionnelle ». Nous traiterons ces six principes ainsi que le deuxième article dont on vient de parler au troisième chapitre en cherchant leur cohérence interne et en essayant d'en déduire une philosophie politique déterminée.

S'il faut continuer par les débats menés dans le congrès, on verra que les débats les plus forts ont été témoignés pendant les discussions sur la troisième partie du programme, intitulée « Economie ». L'opinion dominante sur ces discussions-là était l'idée d'« épargne », et ce, évidemment en raison des problèmes qu'avait apportés la crise mondiale. Il nous aide de comprendre la situation économique du pays dans ces jours-là de regarder les discours faits ici, tels que celui d'Emin Bey (Eskişehir) qui proposait aux députés de l'Assemblée Nationale de laisser l'utilisation des automobiles ou bien celui de Turgut Bey (Manisa) selon qui l'utilisation des « automobiles de luxe » engendrait un catastrophe pour le pays sauf les camionnettes utilisées pour tâches rurales et transport passager. ⁹²

⁹⁰ T. Z. Tunaya, *Türkiye'de Siyasi Partiler*, p. 634; cité par Tunçay, p. 425.

⁹¹ Emrence, p. 81.

⁹² C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 49 et 53.

De l'autre côté, les délégués du congrès se différenciaient en interprétant les principes du parti lors des débats sur les mesures économiques qui pourraient être prises. Par exemple, bien que presque tous les délégués soient en accord en ce qui concerne la protection des agriculteurs, Vasif Bey (Izmir) opposait à cette idée en disant – probablement en partant du principe de « démocratie » - que la protection de l'agriculteur voulait dire le rendre privilégié devant les autres classes. Ou par exemple Mustafa Şeref Bey (Burdur) insistait qu'il ne fallait pas parler des thèmes économiques de manière tellement détaillée puisque le principe d'étatisme ne voulait dire que « contrôle, protection et inspection ». ⁹³ Autrement dit, les sens attribués aux notions étaient différemment compris par les membres du parti.

Le cinquième article de la partie « économie » du programme utilisait une expression assez intéressante. Régulant les rapports entre le travail et le capital, cet article était ainsi :

Nous prendrons en compte de la vie et des intérêts des ouvriers turcs nationalistes. Il est considéré parmi les tâches importantes d'instaurer un accord entre le travail et le capital et de dire les juridictions nécessaires pour le besoin à l'aide d'une loi de travail.⁹⁴

Ne faisant pas objet d'un débat particulier, ce paragraphe peut se traduire en rôle d'« arbitrage entre les classes » que PRP menait dans ces années-là, mais il est bien possible de l'interpréter comme empêchement des luttes de classes, qui a un sens ressemblant mais différent de ce que nous avons dit premièrement. En effet, du fait que la classe ouvrière était mentionnée par l'affirmation « les ouvriers turcs nationalistes », on acceptait *a priori* que les ouvriers turcs ne tenteraient à une lutte de classe contre le capital national ou bien contre l'État national qui disposait du capital ; ou on peut dire qu'on acceptait illégitimes des tentatives occasionnelles à cet objectif. C'est la raison pour laquelle cet article complétait en effet le principe de « démocratie » qu'on verra plus tard.

⁹³ C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 68 et 75.

⁹⁴ C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 73 et C.H.F. Programı, p. 19.

La quatrième partie du programme qui portait le titre « Finance » était constituée de trois articles courts en ce qui concerne les règlements budgétaires, douaniers et d'impôt, et ces articles avaient été acceptés après être lus, sans aucun débat.

Quant à la cinquième partie nommée « l'Education et instruction nationale », elle donnait le cadre général d'un système éducatif laïque et nationaliste : on accentuait « la lutte contre l'ignorance », on soulignait l'importance de former des citoyens républicanistes, nationalistes et laïques et on disait que l'enseignement devrait rester loin des « superstitions et des idées étrangères ». Le paragraphe F du premier article de cette partie préavisait la politique d'historiographie suivie tout au long des années 1930 en disant « Notre parti attribue une très grande importance à l'apprentissage de son histoire approfondie par le turc. Ce savoir est un trésor qui alimente la capacité et la puissance du turc, les sentiments de confiance en soi et la résistance non-débatteable devant toutes sortes des courants nuisibles pour l'existence nationale »⁹⁵. En effet, ce n'était pas une nouvelle tendance. Büşra Ersanlı dit par exemple que la voie accédant à la Thèse d'Histoire Turque, qui prendrait sa forme définitive en 1932, était construite de manière évolutive avec les livres d'école comme *Histoire de Turquie, Les Grandes Lignes de l'Histoire Turque* (non édité), *Histoire et Histoire pour les Écoles Secondaires*, rédigés dans les années 1924-1932.⁹⁶ Comme l'indique l'écrivain, il était naturel que les cadres du parti s'occupent de l'historiographie étant donné que c'était considéré comme une mission politique pendant les années 1920 et 1930.⁹⁷ Quant à l'entrée de l'historiographie national(ist)e au programme de parti en 1931 et la convocation du Congrès d'Histoire Turc un an après à la Maison de Peuple d'Ankara, qui travaillait comme l'organisation de parti, ce sont des données qui nous montre que le sens attribué à ce thème par le parti devenait plus important.

Suivant les articles concernant les thèmes comme les écoles de village, les écoles professionnelles et artisanales, la réorganisation des lycées et de l'université, le développement des musées et des bibliothèques, venait le septième article qui défendait

⁹⁵ C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 81 et C.H.F. Programı, p. 28.

⁹⁶ Büşra Ersanlı, *İktidar ve Tarih: Türkiye'de 'Resmi Tarih' Tezinin Oluşumu (1929-1937)*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003, p. 116-136.

⁹⁷ Ersanlı, p. 108.

qu'il fallait développer les formations sportives pour « garder la nation forte et volontaire », et qui a donné naissance à des discussions relativement plus fortes. En effet tous les délégués étaient en accord sur l'idée selon laquelle il fallait davantage s'intéresser au domaine de sport, mais le délégué d'Istanbul, Yusuf (Akçura) Bey et une vingtaine de délégués désiraient que les institutions culturelles, de science et d'idée y soient ajoutées. Toutefois, cette proposition a été répondue par des contestations très fortes et finalement rejetée. L'opposant le plus insistant, Şükrü Kaya Bey (qui était député de Muğla et le ministre de l'Intérieur) défendait que les principes du parti étaient fixés et donc que les propositions en dehors du sport ne pourraient pas être mis dans le programme puisque ceci voulait dire les rendre « intouchables ». Pour Şükrü Bey, on serait en contradiction avec les caractéristiques principales du parti si l'on faisait le contraire.⁹⁸

Il se peut que le Ministre de l'Intérieurs l'ait dit pour voiler une autre réalité. Car la formation des institutions culturelles, de science et d'idées comme Akçuraoğlu Yusuf Bey le voulait, pourrait engendrer des institutions qui travailleraient indépendamment du parti et qui pourraient être un milieu des idées opposantes, comme était le cas aux Foyers turcs. S'il y avait le besoin de culture, de science et d'idée, ce n'était que le parti qui le fournirait. Mais il faut dire quand même que le cas de Maisons du Peuple a été une expérience proche à ce que demandait Yusuf Bey et les autres cadres qui le soutenaient : même s'il était lié au parti, cette organisation répondait au besoin de « culture, science et idée » du peuple comme avait demandé ce vieux turciste.

De l'autre côté, évidemment, nous devons demander pourquoi les formations sportives ont été rendues « intouchables » si la création de cette sorte des institutions veut dire les rendre intouchables. Il faut que le sport soit à une situation privilégiée, dans ces années-là, par rapport aux activités de culture, etc. Comme on le sait, les politiques de culture physique étaient parmi les tendances principales des années 1930. On dit même que ces politiques sont héritées des politiques Unionistes.⁹⁹ On verrait des pas concrets dans cette direction après le congrès aussi : c'est d'abord par la directive de

⁹⁸ C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 83-85.

⁹⁹ Yiğit Akın, “Gürbüz ve Yavuz Evlatlar”: Erken Cumhuriyet'te Beden Terbiyesi ve Spor, İletişim Yayınları, İstanbul, 2004, p. 55

Recep Bey le 6 juillet 1931 que les clubs sportifs ont été directement financés par le parti, alors que c'est toujours le secrétaire général du PRP qui dirait au 6^{ème} Congrès de l'Alliance des communautés sportives de Turquie (*Türkiye İdman Cemiyetleri İttifakı*) en 1932 que le parti et le gouvernement attribuait au sport une importance égale aux tâches politiques, économiques et administratives.¹⁰⁰ Gardant l'objectif de créer une nation « forte et volontaire », les politiques sportives deviendraient même plus importantes dans le Congrès de 1935 du parti.

La sixième partie du programme intitulée « La Vie sociale et la santé commune » qui faisait des règlements dans les domaines tels que la population, la famille, les enfants ayant besoin d'aide et lutte contre les diverses maladies, a été acceptée à l'unanimité sans aucun débat comme il était le cas dans la partie « Finance ». Tandis que la septième partie qui s'appelle « la Politique intérieure, extérieure et de justice, les fonctionnaires et les groupes de profession libre » a témoigné à une seule discussion. Ici, le délégué de Şebin Karahisar, Vasfi Raşit Bey avait proposé l'application de jury dans les tribunaux, mais cette proposition qui avait été déjà discutée par la commission de programme a été rejetée. Les débats menés ici nous donnent quelques clés en ce qui concerne les idées dominantes sur le congrès. Selon Vasfi Raşit Bey, l'application de jury était une nécessité du principe de souveraineté nationale, tandis que, pour les députés de PRP qui opposaient à cette proposition, « il n'était pas encore le temps » pour une telle application.¹⁰¹ Comme on vient de le voir, le programme disait par exemple que le système d'élection à seul tour était le système idéal mais qu'il fallait continuer au système à deux tours jusqu'à ce que les efforts dans cette direction donnent « la conséquence voulue ». En effet, ces deux exemples montraient le même point de vue : le PRP se montrait comme un parti qui donne importance aux principes de démocratie d'un côté, alors qu'il avait toujours une posture jacobine qui ne compte pas – ou qui ne compte « pas encore » - sur le peuple.

Constituée de deux articles, la huitième et la dernière partie du programme qui portait le titre « Défense de patrie » a été acceptée sans débat sauf les petits débats sur la

¹⁰⁰ Akın, p. 66-69.

¹⁰¹ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 87-89.

forme langagière. Le deuxième article de cette partie, qui était comme suivant, avait un sens critique pour l'histoire politique du pays :

Nous prenons spécialement soin de garder l'armée de la République, qui est le fondement solide de la haute conformation de l'État et qui garde l'idéal nationale, l'existence nationale et la révolution, ainsi que ses membres dévoués et de grande considération, toujours à un statut respecté et glorieux.¹⁰²

Nous avons mentionné dans le premier chapitre que Mustafa Kemal Pacha avait dit à Konya, vers la fin de son voyage, que la nation turque voyait l'armée comme « l'avant-garde de ses idéaux » et qu'il avait défini l'armée comme « les fils éclairés de la nation turque qui sont les véritables propriétaires du pays ». Un jour après ce discours, Yunus Nadi avait écrit un article dans le journal *Cumhuriyet* dont le titre était « l'armée turque est toujours l'avant-garde de la nation turque » et dans lequel il disait, en attribuant aux mots de Gazi, « Dans les autres pays, chez les autres nations, la masse des soldats à uniforme peut se voir au début comme des forces qui sont plutôt contre les nouvelles idées, tandis que le cas est contraire en notre Turquie. Ici l'armée a été le leader de nouvelles idées qui élèvent la nation ». ¹⁰³ D'autre côté Falih Rıfkı utilisait des mots plus stricts dans son article « Gazi arrive » dont on avait déjà parlé :

L'armée turque est la garde et l'épée de la révolution. Dans tous les pays, l'uniforme força contre les mouvements progressistes : l'armée turque est une exception dans l'histoire. Elle fut le guide et la puissance pour les mouvements progressistes de la nation turque. L'armée turque est le symbole de tous les fils éclairés de la nation turque : tous les enseignants qui y font partie en s'habillant son uniforme et qui élèvent les héros de l'avenir sont au sein de cette armée.¹⁰⁴

Comme on le sait, c'est depuis un très longtemps que l'armée a un poids sur le champ politique en Turquie. Même dans les jours qui suivent la Révolution de 1908, les personnages « libéraux » comme Hasan Fehmi Bey, qui allait être plus tard tué de manière douteuse, disait que l'armée intervenait trop à la politique ; et ensuite l'Armée de Mouvement (*Hareket Ordusu*) qui était venu de Thessalonique à Istanbul pour écraser la révolte de 31 Mars qui a commencé après son assassinat se déclarait comme le

¹⁰² C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 90 et C.H.F. *Programı*, p. 39.

¹⁰³ *Cumhuriyet*, le 24 février 1931

¹⁰⁴ *Hakimiyeti Milliye*, le 25 février 1931

« garde de la Monarchie Constitutionnelle ». Aussi, la plupart des cadres fondateurs de la République étaient-ils de l'origine militaire. C'est pour cette raison qu'il n'était pas réaliste de faire une séparation militaire-civile dans ces années-là, même si une loi de l'année 1924 a rendu impossible pour une personne d'être soldat et député en même temps. Il est naturel qu'un tel article prenne son part dans le programme sous ces conditions d'unification des champs militaires et politiques. Mais il faut importer cet enjeu quand même. Car l'idée selon laquelle « uniforme était le guide et la puissance des mouvements progressistes » comme Falih Rıfkı le dit serait adoptée par divers acteurs après le coup d'Etat du 27 mai 1960, y compris des acteurs de gauche. Cette même idée serait utilisée par les généraux du 12 septembre 1980 pour créer une base de légitimité pour la direction de junte, en étant détaché de son contexte historique, évidemment.

C'est ainsi qu'on a eu résumé le programme du PRP, ainsi que les débats menés sur ce programme. À la suite d'une séance de dix heures, le « parti de révolution » avait mis un chemin devant le pays, et il avait mis en évidence son propre caractère aussi.

Maintenant, sans changer l'ordre chronologique, on va voir le thème suivant du congrès, qui est l'évaluation des revendications des congrès locaux du parti.

C. Les revendications des congrès locaux

Le Troisième Grand Congrès du Parti républicain du peuple a discuté, dès le matin du 14 mai jusqu'à l'après-midi du 17 mai (sauf un jour de suspension), les « revendications » que les départements avaient communiqués au congrès général à la suite des congrès locaux fait dans les mois précédents. Dans le jour où ces revendications ont commencé à être discutées, la Grande Assemblée Nationale a été convoquée aussi, sous la présidence de Kazım Pacha.¹⁰⁵

¹⁰⁵ Même si cela n'a pas de rapport direct avec notre sujet, nous voulons mettre ici une petite note : Un télégramme envoyé à Mustafa Kemal Pacha et à la Grande Assemblée Nationale, qui était lu dans la séance de l'Assemblée Nationale le 14 Mai 1931 provoquait des réactions très forte parmi les députés. Envoyé de Paris, le télégramme qui portait la signature de « l'Association des réfugiés politiques de Turquie » était ainsi : « Nous protestons violemment les élections législatives contraires à la Constitution et l'élection de présidence non-légale. » On disait que ce télégramme avait été rédigé par des anciens Unionistes qui ne pouvaient plus demeurer en Turquie. On a entendu des haros sans cesse sur les

Au total, 53 congrès de département avaient communiqué des rapports de revendication au grand congrès. Il n'y avait pas pour le moment d'organisation de parti à Bayezit, Diyarbakir, Elâziz, Hakkâri, Mardin et Urfa, alors que les organisations de Muş et de Siirt n'avaient pas fait leurs congrès et que les rapports de Gümüşhane et de Van n'étaient pas arrivés du fait que ces départements avaient fait leurs congrès en retard.¹⁰⁶ Les rapports envoyés par les autres départements contenaient des vœux concernant les tâches de justice, des affaires intérieures, d'asile, de finance, d'enseignement, des travaux publics, d'économie et de santé.¹⁰⁷ Le procès-verbal préparé par la commission des projets expliquait ainsi la méthode de mise en application de ces revendications :

Notre commission choisie par le Grand Congrès pour observer les revendications des congrès de département a observé et discuté les propositions rassemblées de ces congrès, ainsi que les réponses écrites y données auparavant par les ministères, et les motions de certains membres, déléguées par la présidence du congrès, en présence des messieurs les ministres aussi.

Etant donné que certains parmi ces revendications ont un caractère administratif, ceux qui concernent le budget ont été laissés à l'amplitude de la force financière regardant le budget qui sera accepté par la Grande Assemblée Nationale.

Pour les parties qui nécessitent de nouvelles lois ou des aménagements dans les lois existantes, on comprend que les préparations nécessaires seront faites ou sont en train d'être faites par les ministères auxquelles ces revendications appartiennent.

Notre commission trouve propre la distribution des conséquences de ces travaux qui sont classifiés selon les ministères, au secrétariat général pour qu'ils soient suivis par les ministères et par l'Assemblée Nationale et qu'ils soient érigées aux villes.¹⁰⁸

Suivant ce procès-verbal, les revendications ont été classifiées selon les ministères auxquelles ils appartiennent, y compris l'office du Premier ministre, et c'est après cela qu'ils ont commencé à être discutés. D'ailleurs c'est cette partie du congrès

« clochards » et « coquins ». (Voir « Mecliste Heyecanlı Bir Celse », *Hakimiyeti Milliye*, le 15 mai 1931). Cet événement avait un sens symbolique : dans les jours où l'Assemblée Nationale prenait des décisions à l'unanimité et où le congrès qui se déroulait sous le toit de l'Assemblée Nationale déterminait le destin du pays, il y avait d'un côté des personnes qui trouvaient ce tableau illégitime et illégal ; mais ils ne pouvaient qu'envoyer des télégrammes de l'extérieur, et la seule chose qu'ils obtenaient était d'être accusés comme « clochard » et « coquin ».

¹⁰⁶ Tunçay, p. 323-324.

¹⁰⁷ Pour la liste exhaustive des revendications arrivées des villes, voir **C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları**, p. 91-108.

¹⁰⁸ **C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları**, p. 108-109.

qui a connu les discussions les plus longues et les plus vivantes. Toutefois, ces débats constituent un point mineur dans la totalité du congrès, et c'est pour cette raison que nous n'en parlerons pas en détail et nous nous contenterons de faire certaines évaluations générales sur ces vœux, et surtout sur la manière de leur traitement.

Presque tous les sujets qui intéressent la vie du peuple, allant des problèmes du système éducatif jusqu'à la destruction des animaux nuisibles faisaient partie de ces rapports de revendication. Il s'agit en effet d'un mécanisme démocratique puisqu'on parle de la communication des problèmes sociaux au capital du pays à travers des organes locaux et de leurs évaluations par Ankara, d'une manière détaillée. Mais les acteurs qui font part de ce mécanisme nous poussent à mettre en interrogation sa « normalité » : ce ne sont pas les pouvoirs municipaux ou d'autres organes de pouvoir local, mais les organisations locales de parti qui communiquent leurs vœux à Ankara. Ainsi, ce n'est pas l'Assemblée Nationale, mais le grand congrès de parti, convoqué dans le bâtiment de l'Assemblée Nationale qui renvoie ces vœux au pouvoir exécutif. Evidemment, cela semble compréhensible lorsqu'on tient compte du fait qu'il n'y avait pas d'ailleurs d'autre force politique que le PRP, qui possédait le monopole du pouvoir. Pourtant cela ne change pas, selon nous, « l'anomalie » du tableau : le Parti républicain du peuple agissait non comme un parti politique au pouvoir, mais comme l'outil d'État lui-même.

Comme on le sait, le processus de consolidation du régime de parti unique continuerait dans les années suivantes et l'on verrait de grands points de kilomètre dans cette voie : les Maisons du Peuple qui serait fondé en 1932 travaillerait comme une institution directement liée au parti et dont les dirigeants étaient les dirigeants du PRP aussi ; les présidents de ville du Parti allaient devenir maires de ville en 1936 ; et finalement les six principes du parti allaient être mentionnés dans la Constitution en 1937. En général, l'unification de parti-Etat est expliquée par ces deux derniers, et surtout par l'identité des maires de ville et les présidents locaux du Parti républicain du peuple. Mais pour nous, l'unification de l'appareil d'État avec le parti ne peut être limitée avec la nomination des dirigeants de parti à ces missions officielles au niveau de ville et le cas doit être considéré sur une base plus large. Comme nous l'avons

brièvement indiqué ci-dessus, le fait que les problèmes des départements ont été évalués par les organisations locales du parti et envoyés au grand congrès et que les diverses ministères sont chargées dans ce congrès-là, ne peut être expliqué que par le début de l'unification parti-État.

Le deuxième point remarquable dans cette partie concernant les revendications des congrès locaux, c'est l'extension de ces revendications-là. Le congrès avait dit son mot sur presque tous les sujets qui concernent la vie sociale et les conditions de vie des citoyens. Parmi les sujets discutés à partir des revendications transmises par les organisations locales, on voyait des enjeux comme les problèmes que posent des divers impôts, surtout pour les paysans, les problèmes de l'organisation de gendarmerie et la manque des gendarmes à quantité nécessaire dans les prisons, la nécessité d'empêcher le trop-plein d'un ruisseau qui fait menace pour une campagne près de Çanakkale, la nécessité de sécher un marais toujours près de Kumkale-Çanakkale, voire l'insuffisance des salles de cours à l'École normale des filles de Çapa, et voire le problème de corrosion des racines d'oignon qui sont utilisés dans l'agriculture.¹⁰⁹

Ce tableau nous pousse à réfléchir sur *le caractère d'État* qui existait en Turquie à cette époque-là. En effet, cette sorte de fonctionnement n'était pas spécifique à la Turquie, ou ce n'était pas la préférence spécifique du Parti républicain du peuple non plus. Il ne s'agit en effet que l'expression de *l'État moderne*, qui voyait comme une mission naturelle (et droit naturel aussi) de pénétrer en vie sociale et d'essayer de résoudre tous les problèmes des citoyens. Et cet État moderne était évidemment étatiste par sa nature, et donc cette orientation du régime ne peut pas être séparée d'une forte application d'étatisme en Turquie. Autrement dit, cette grande extension des revendications communiquées au congrès met en évidence l'extension des politiques étatistes aussi, qui étaient juste en train d'entrer officiellement dans le programme.

En dernier lieu, les débats sur les revendications des départements nous donnent une idée partielle sur le caractère de classe de l'État à cette époque-là. Comme nous le

¹⁰⁹ Nous n'avons pas donné des notes de bas-de page pour chacun de ces exemples. Tous les débats sous ce titre, y compris ceux dont on parle peuvent être lus entre les pages 109-227 des procès-verbaux de congrès.

verrons d'une manière plus détaillée, le programme de parti disait qu'on ne permettrait jamais à une classe de devenir privilégiée sur une autre. Pendant les discussions durant deux jours sur les conditions économiques du pays, on accentuait plutôt la protection des petits paysans et d'autres classes moyennes face aux problèmes comme l'impôt, et on ne parlait pas d'une tentative qui accorderait un privilège à la classe capitaliste en période de développement, qui puisse nous donner occasion pour parler d'un État bourgeois. Au contraire, les expressions comme celle qu'Ali Rıza Bey de Denizli a utilisées lorsqu'il parlait de l'Entreprise de Chemin de Fer d'Aydın – « c'est une entreprise qui ne pense qu'à ses propres intérêts et ses propres avantages »¹¹⁰ - exprimait, bien que ce soit à niveau limité, le non confiance face à la classe capitaliste.

En effet, c'est au Congrès de l'Industrie organisé en 1930 que le pouvoir de PRP avait mis en évidence qu'il ne ferait pas de règlement en faveur de la bourgeoisie. Ici, on avait conseillé aux industriels turcs de s'organiser sur la base sectorielle, et ce, à l'objectif d'empêcher leur autonomie en gardant faible leur niveau d'organisation.¹¹¹ Si l'Etat en Turquie dans les années 1930 était un « État bourgeois », on n'aurait évidemment pas une telle orientation.

Pour autant, il faut dire quand même que le souci du PRP n'était pas que de chercher une égalité entre les classes ou d'empêcher la domination d'une classe sur une autre. En réalité, la nouvelle période allait engendrer la consolidation de la domination de la classe qui était déjà dominante depuis l'époque de l'avant-république. Cette classe était la bureaucratie, qui avait l'objectif d'avoir un statut au-dessus de la société.¹¹² S'il faut résumer, le Parti républicain du peuple agissait non au nom de la classe capitaliste dont il incitait le développement dès la déclaration du nouveau régime, mais au nom de la bureaucratie d'où il est venu ; c'est pour consolider le pouvoir de cette classe (ou on peut dire « catégorie sociale ») qu'il restait à distance égale à toutes les classes sociales et il n'accordait pas de privilège à une d'entre elles. Cet État bureaucratique n'était pas totalement coupé du reste de la société, mais on voyait une classe des fonctionnaires d'État différencié des autres catégories de la société, à tel point que le programme de

¹¹⁰ C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 150.

¹¹¹ Çağlar Keyder, *Türkiye'de Devlet ve Sınıflar*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003, p. 137.

¹¹² *Ibid.*

parti, énumérant les « groupes professionnels » qui constituent la société, ne parlait pas des fonctionnaires.¹¹³

Même si les débats sur les revendications des congrès locaux prennent un part majeur dans les négociations de congrès, nous croyons que les détails de ces débats soient secondaires pour notre sujet, et donc nous nous contentons avec les évaluations en dessus. Et maintenant, on continue avec le thème suivant, qui est le renouvellement du règlement.

D. Les débats sur le règlement du parti

Le Parti républicain du peuple a eu son nouveau règlement à la suite des débats déroulés le 17 mai après-midi. Les débats menés se concentraient surtout sur les tendances générales du règlement, alors que les articles individuels n'ont pas témoigné aux grandes discussions.

Le règlement de 1931 du PRP, qui était le troisième depuis la fondation du parti, se basait essentiellement sur l'esquisse préparé par le comité de présidence générale du parti. Formant définitivement l'esquisse et la proposant au congrès, la commission de règlement et programme avait aussi tenu compte des projets de revendication venus des congrès locaux de Bursa, Çorum, Istanbul, Izmir, Kayseri, Mersin, Samsun, Şebinkarahisar et Trabzon, ainsi que les motions communiquées par Fuat Şahin Bey (Aydın) et certains délégués d'Istanbul et de Kocaeli.¹¹⁴ Le projet de nouveau règlement qui est préparé de cette façon a été adopté par le congrès avec de petites corrections. Ici, nous verrons d'abord les modifications majeures du nouveau règlement par rapport à l'ancien, et nous observerons ensuite la structure organisationnelle prévue par ce règlement.

D1. Les modifications de base par rapport au règlement de 1927

Comme on le sait, le premier règlement du Parti républicain du peuple était entré en vigueur le 9 septembre 1923, c'est-à-dire le jour où le parti est officiellement fondé,

¹¹³ Voir la citation du programme sur la page 76.

¹¹⁴ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 228.

et l'on avait adopté un nouveau règlement plus large dans le congrès de 1927. Le premier élément nouveau dans ce deuxième règlement était la partie intitulée « Les Fondements généraux » où la définition du parti est faite, les quatre principes de base – républicanisme, laïcité, démocratie et nationalisme – sont énumérés et où on met en évidence la présidence générale de Mustafa Kemal.¹¹⁵ Tandis que la partie « les Fondements » du règlement de 1931 était constituée de six articles qui énuméraient la fondation et le siège du parti, la présidence générale interchangeable de Mustafa Kemal, les missions des membres de parti, les rapports entre le parti et les autres institutions et les jeunes. Comme on l'avait déjà dit, les principes de parti (dont le nombre était désormais six) était mis dans le programme au lieu du règlement. Probablement les dirigeants du parti l'avait fait parce qu'ils voyaient ces principes non seulement comme des articles mettant en évidence les caractéristiques du parti, mais aussi comme les éléments fondamentaux de l'idéologie administrative que porte le parti.

La modification la plus importante faite sur l'ancien règlement s'agissait la partie « Organisation centrale » qui déterminait la structure de l'organisation centrale du PRP. Ici, le congrès supprimait totalement les sous-parties intitulées « inspectorat » (*müfettişlik*) et « mandataires » (*mutemetler*), et on mettait fin aux réglementations sur les inspecteurs qui étaient nommés par le comité de direction générale aux départements pour mener les tâches du parti et pour représenter le centre, ainsi que les mandataires qui étaient nommés le cas échéant à certaines départements, districts (*kaza*) et sous-districts (*nahiye*).

S'il faut ouvrir un peu les notions, il faut dire que le règlement de 1927 prévoyait la séparation du pays en zones d'inspection et la nomination d'un inspecteur à chaque zone. Nommés par le comité de présidence générale, ces personnes étaient les représentants les plus compétents du parti dans leur zone. Leurs compétences n'étaient pas limitées avec les tâches du parti comme dissolution des congrès de district et de sous-district : il était obligatoire d'obtenir l'accord de l'inspecteur de parti pour être candidat à la direction d'une organisation politique, économique ou culturelle dans une zone. Quant aux mandataires qui étaient nommés lorsque les inspecteurs le trouvent

¹¹⁵ **Cumhuriyet Halk Fırkası Nizamnamesi (1927)**, Hakimiyeti Milliye Matbaası, 1931, p. 3-4.

nécessaire, ils possédaient des compétences similaires et ils réalisaient le contact entre la zone locale et le centre.¹¹⁶ Toujours nommés par l'organisation centrale, les mandataires et les inspecteurs devenaient, en pratique, les possédants du pouvoir local à plusieurs privilèges.

Il faut souligner que ces personnes munis de telles compétences et privilèges utilisaient ces compétences pour avoir une influence personnelle aussi, et ceci engendrait de grandes réactions de la part du peuple. En effet, l'une des raisons principales du soutien massif accordé au Parti républicain libéral était cette application et ses conséquences dont on parle. Pour rendre une base à cet argument, nous pouvons nous adresser à deux témoignages. L'exemple le plus remarquable s'agit des événements vécus lors du voyage d'Izmir de Fethi Bey qui a commencé le 4 septembre 1930. D'après Ahmet Ağaoğlu, l'organisation d'Izmir du PRP avait convoqué de nombreuses personnes en disant que Fethi Bey ferait une conférence dans une salle proche au bâtiment du parti. Comprenant plus tard que ce n'est pas juste, la foule irritée avait crié « à bas les mandataires » en passant en masse devant le PRP. À la suite des événements dont on avait parlé dans le premier chapitre, la police avait tiré vers la foule et un enfant de quatorze ans, qui s'appelait Necati était mort. Ensuite, le père de Necati avait apporté le corps de son fils devant Fethi Bey en tant qu'un « sacrifice » et il lui avait dit : « si c'est nécessaire, on peut donner d'autres sacrifices, il suffit que tu nous libère de ces mandataires tyrans ! »¹¹⁷

Un autre témoin de l'époque qu'est Ahmet Hamdi Bey mentionne aussi de cet enjeu en citant ses impressions dans le voyage présidentiel auquel il avait participé avec Mustafa Kemal. Selon lui aussi, les personnes étant nommées par le PRP à la tête des organisations à manière clientéliste avaient une vie parasite et le peuple identifiait ces personnes comme l'aspect visible du parti. C'est pourquoi il y'avait un lien directe entre ces applications et le soutien populaire que le Parti libéral avait obtenu.¹¹⁸

¹¹⁶ Pour les missions et les compétences des inspecteurs et des mandataires à l'ancien règlement, voir **Cumhuriyet Halk Fırkası Nizamnamesi (1927)**, p. 11-13.

¹¹⁷ Ağaoğlu, p. 62-63.

¹¹⁸ Başar, p. 9-10.

Cette situation rendait obligatoire un changement dans le règlement et la suppression de ces organisations après la conséquence perturbante de l'expérience de Parti libéral. En effet, c'est à une date beaucoup plus ancienne, vers la fin du mois de septembre 1930 qu'İsmet Paşa avait convoqué le groupe parlementaire du PRP et demandé les critiques des membres du groupe ; il avait dit ensuite qu'on ferait des modifications dans le règlement en partant de ces critiques.¹¹⁹ Cela nous pousse à penser qu'on avait l'intention de faire des changements nécessaires pendant que le Parti libéral continuait toujours à ses activités. Toutefois, il y avait des députés qui ne croyaient pas qu'il fallait tenir compte de ces réactions de la société. Par exemple, pour Falih Rifki Bey, il était possible qu'il y ait des personnes qui utilisent les compétences accordées pour avoir des privilèges personnelles, mais les mandataires et les inspecteurs étaient les « patrouilles de frontière » du parti, et la voie qui allait à la destruction d'Ankara passait des attaques contre les personnes visibles du parti.¹²⁰

On a vu les inquiétudes en ce qui concerne la suppression de ces deux organisations dans le congrès aussi. Selon certains délégués, il n'y avait pas de relation entre les applications de mandataire et inspecteur et le soutien massif au Parti libéral. Selon Alâeddin Bey par exemple, la raison principale qui a créé le soutien massif accordé à ce parti était les « attitudes insoucieuses » de certaines organisations locales du PRP. Aussi, on avait mal choisi les personnes à être nommé comme mandataire, et on avait porté « les usurpateurs de l'ancien régime » à ces missions.¹²¹

Pourtant, malgré ces inquiétudes, le congrès a adopté la suppression des organisations d'inspecteur et de mandataire. Ceci est remplacé par une nouvelle application où l'on accordait au Comité de Présidence Générale la compétence de nommer des présidents des comités de département. Cette nouvelle réglementation pourrait empêcher la formation d'une caste privilégiée au niveau local, mais le centre pourrait continuer à contrôler les organisations locales. C'est dans ce deuxième sens-là

¹¹⁹ *Cumhuriyet*, le 25 septembre 1930.

¹²⁰ « Politika », *Hakimiyeti Milliye*, le 13 novembre 1930. Il faut faire attention que cet article est rédigé dans les jours où les assauts contre le Parti libéral étaient au point de sommet.

¹²¹ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 231.

que Mete Tunçay évalue cette modification comme une simple modification de nom de l'organisation de mandataire.¹²²

Le nouveau règlement apportait de petites autres modifications aussi, dont le plus important nous semble comme la réglementation simple sur les Maisons du Peuple qui remplacerait les Foyers turcs l'année suivante, qu'on verra dans la sous-partie prochaine. Le paragraphe G de l'article 75 du nouveau règlement donnait, aux comités de direction de département, la compétence d'ouvrir et de diriger des maisons de peuple dans leur zone. Pourtant, la charte des Maisons de peuple (*Halkevleri Talimatnamesi*) qui serait envoyée aux organisations de parti, indiquerait, avec une petite nuance, que la décision d'ouverture d'une maison de peuple serait prise par le Comité de Direction Générale du parti, mais que la formation, collocation et le contrôle de ces maisons appartiendrait aux comités de direction de département.¹²³

D2. Renforcement de l'organisation de parti

A côté des modifications qui concernent les rapports entre le parti et le champ social, le nouveau règlement a fait des modifications plus « internes » aussi. Même si la structure organisationnelle de 1927 était principalement gardée, on voyait certains petits changements en 1931. Le cadre général de la structure organisationnelle qui était formée par le nouveau règlement et qui était mise en évidence dans la partie « Organisation de Parti » peut être indiquée à l'aide du tableau simple ci-dessous :

Président Général (Mustafa Kemal Pacha)	
Conseil de Présidence Général (Mustafa Kemal Pacha, Ismet Pacha, Recep Bey)	
Comité de Direction Générale (14 personnes y compris le Secrétaire Général)	
Comités de Direction de Département	
Comités de Direction de District	
Comités de Direction de Sous-District	
Foyers de Quartier	Foyers de Village

¹²² Tunçay, p. 325.

¹²³ C.H.F. *Halkevleri Talimatnamesi*, Hakimiyeti Milliye Matbaası, 1932, p. 3.

Dans cette structure où chaque unité était responsable par rapporte à l'échelle supérieure, le Comité de Direction Générale (*Umumi İdare Heyeti*) constitué de 14 personnes, et le Conseil de Présidence Générale (*Umumi Riyaset Divanı*) qui était constitué du Secrétaire Général élu parmi le premier, ainsi que le Président Général et son mandataire étaient physiquement à la tête de toutes les tâches du parti. Au fond, l'article 22 du règlement indiquait que tous les membres du parti « obéiraient sans condition » aux décisions que le Conseil de Présidence Général prendrait, alors que l'article 40 accordait au Comité de Direction Générale plusieurs compétences, allant de faire des changements dans le programme et règlement jusqu'à l'accorder (ou désaccorder le cas échéant) les élections des organisations locales du parti.¹²⁴

Cette structure organisationnelle voulait dire en effet un centralisme strict. Pourtant, cet organigramme qui commence par les foyers de quartier et de village et qui va vers le haut s'interprétait comme « organisation par en bas » aussi, et il était critiqué pour cette raison dans le congrès. En effet, les délégués comme Alâeddin Bey de Kütahya, Azmi Bey de Trabzon et Besim Atalay Bey d'Aksaray avaient défendu, sous prétexte du niveau de conscience du peuple turc et les événements de PRP et Menemen, que la révolution turque devrait continuer par en haut, et c'est pour cette raison qu'ils avaient opposé à cette structure organisationnelle. Des arguments ressemblants ont été proposés lors des négociations du septième article du règlement aussi : face à cet article qui prévoyait l'acceptation de « tous les citoyens » au parti, certains délégués avaient défendu qu'une telle orientation « n'allait pas bien du tout pour un parti de révolution ». Il est surtout remarquable qu'Alâeddin Bey dit ici, plusieurs fois, « eux » pour le peuple.¹²⁵

Bien que les critiques d'Alâeddin Bey et des délégués avec lui restent au niveau individuel, cela indique quand même une contradiction importante. Le PRP voulait que tous les citoyens qui portent quelques caractéristiques (« de ne pas être mal connu par le peuple », « de ne pas avoir pris une situation contre la Lutte Nationale », etc.) soient des

¹²⁴ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 246-248 et Tunçay, p. 454-457.

¹²⁵ Pour les débats mentionnés, voir C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 230-236.

membres du parti, étant donné qu'il voulait rendre l'unité parti-État-nation. Mais le parti portait toujours un caractère jacobin qui ne comptait pas sur les masses populaires ; d'ailleurs les délégués qui faisaient les critiques cités en-dessus rappelaient en effet ce caractère de « parti des élites » aux autres délégués. On peut dire que les débats sur cet enjeu qui ont continué pendant longtemps dans le congrès avaient donné naissance à l'apparition d'une contradiction interne du Parti républicain du peuple.

En concluant cette sous-partie, nous devons souligner un point. C'est que, la structure organisationnelle qui a été adoptée à la fin des négociations n'était d'ailleurs pas une structure démocratique qui marche « par en bas ». Même si les idées et les opinions de la base de parti étaient tenues en compte dans les processus de décision, toute la direction et la compétence étaient essentiellement parmi les mains du triumvirat de Mustafa Kemal – Ismet İnönü – Recep Peker qui constituaient le Conseil de Présidence Général, et ceci est allé ainsi jusqu'à la deuxième moitié des années 1930. Aussi, comme on l'avait déjà dit, l'influence et le contrôle du centre sur les organisations locales ont continué.

S'il faut faire un résumé, on peut accentuer deux points concernant le règlement de 1931. La première chose à dire est que l'on voyait toujours les effets de l'événement de Parti libéral et l'inquiétude pour les cas ressemblants occasionnels, comme c'était le cas pour plusieurs enjeux du congrès. Et la deuxième est que l'organisation du parti se formait conformément aux besoins de la nouvelle période autoritaire. Dans cette nouvelle période, le parti allait déclarer que ses portes étaient ouvertes à tous les citoyens et qu'il existait le droit de participation aux processus de décision, tandis qu'il allait être dirigé, en pratique, sous la direction collective de peu de personnes.

E. Dissolution des Foyers turcs

Vers le soir du 17 mai, après que les débats et le vote du nouveau règlement ont été terminés, le Secrétaire général Recep Bey a lu un message officiel, concernant la dissolution des Foyers turcs. Suivant la lecture de ce message, on a lu le rapport préparé par la commission des rapports et on l'a voté.

En effet, on avait décidé à « dissoudre »¹²⁶ les Foyers turcs un mois avant le grand congrès de parti, et cela n'a fait part dans le congrès que le rapport dont on parle et qu'on citera plus tard. Cependant, nous croyons que la dissolution des Foyers turcs fait partie de ce que nous appelons les « thèses de 1931 », c'est-à-dire que cette dissolution ne peut pas être considérée indépendante du passage vers un système politique et social où le poids du parti augmente de telle manière que même les organisations de « société civile » soient liquidées. Etant donné que c'est en accord avec les orientations du congrès, nous avons trouvé adéquat de mettre ce sujet dans ce chapitre qui porte le titre « les thèmes majeurs et le contenu politique du congrès ». Pour essayer d'interpréter correctement le processus de dissolution, nous allons d'abord mener une discussion courte sur les raisons de dissolution ; puis nous allons voir comment le cas est élaboré dans le congrès et ensuite nous allons brièvement parler des Maisons de peuple qui ont remplacé les Foyers turcs en 1932.

E1. Un débat sur les raisons de dissolution des foyers

C'était le début de l'année 1931 où on voyait des rumeurs à l'opinion publique, selon lesquels de nouveaux types d'organisations prendraient la place des Foyers turcs et que ce dernier serait dissout. Lors des débats sur les organisations qui remplaceront les foyers, on utilisait parfois des expressions comme « des organisations de type fasciste ». Comme Füsün Üstel l'indique, même le mensuel des Foyers turcs, *Türk Yurdu* (« Patrie Turque ») suivait une ligne qui soutenaient les rumeurs selon lesquels les foyers seraient remplacés par de telles organisations.¹²⁷ Cependant il est bien discutable si c'est correct de qualifier les Maisons du peuple qui ont remplacé les Foyers turcs en 1932 comme des « organisations fascistes ». On va le remettre en question dans la dernière sous-partie de ce chapitre.

¹²⁶ On peut utiliser le mot « fermeture » au lieu de « dissolution » étant donné que le président des foyers, Hamdullah Suphi (Tanrıöver) Bey avait opposé à cette décision. Voir les pages suivantes.

¹²⁷ Füsün Üstel, *İmparatorluktan Ulus-Devlete Türk Milliyetçiliği: Türk Ocakları (1912-1931)*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2004, p. 324.

Il est possible de regrouper deux opinions sur la fermeture des Foyers turcs. À un côté de la discussion, il existe l'idée selon laquelle les foyers portaient l'héritage de société civile de l'époque des Jeunes-Turcs ; ils étaient des milieux d'opposition potentiels et leur fermeture était inévitable en raison des politiques étatistes de la période. Tandis qu'il existe à l'autre côté un autre argument selon lequel les Foyers turcs défendaient toujours l'idéologie panturque-expansionniste, et ils ont été fermés du fait qu'ils pouvaient créer une menace devant les relations amicales avec l'Union soviétique.¹²⁸ Notre argument sera proche au premier, mais nous trouvons nécessaire de discuter d'abord le deuxième.

Il n'est pas totalement faux de dire que les Foyers turcs défendaient toujours les idéaux panturquistes au début de l'année 1931. La géographie à laquelle la politique panturque s'orientait était évidemment la Russie, où des millions des personnes turcophones vivaient sous un régime supranational, et donc les foyers se différenciant du gouvernement qui était en faveur de permanence de la politique d'amitié turco-soviétique. On peut prendre comme exemple un article paru au mensuel *Türk Yurdu* et rédigé par le président Hamdullah Suphi Bey. Vers le milieu de l'année 1929, un article intitulé « Nous Brisons les Fétiches »¹²⁹ au mensuel *Resimli Ay*, à tendance gauche avait provoqué de très fortes réactions chez les jeunes de foyer, et c'est pour cette raison que Hamdullah Suphi Bey avait rédigé un article ayant le titre « Comment Brise-t-on les Fétiches ? » comme réponse. Ce qui était le plus remarquable dans cet article, c'était un antisoviétisme passionné :

Un jeu terrible se joue derrière l'amitié turco-soviétique. Là où les Russes ont une organisation de commerce extérieure, il y existe argent, propagande, et activité secrète. Bien que nous voyions les signes d'un courant néfaste à chaque coin du pays, nous taisons et nous nous taisons pour respecter à une amitié qui devient de plus en plus dangereuse. Tandis qu'ils ne se taisent pas. D'un côté ils continuent à détruire les éclairés turcs dans les territoires russes, et d'un autre côté ils voient les ouvriers turcs en Turquie comme des membres les plus anciens de l'organisation soviétique, et ils les provoquent.¹³⁰

¹²⁸ Üstel, p. 358-360.

¹²⁹ Cet article était paru sans signature, mais il était rédigé par Nazım Hikmet, membre du Parti communiste de Turquie, qui était récemment retourné de l'Union soviétique. Voir: **Cumhuriyet Ansiklopedisi: 1923-1980**, Tome I, p. 137.

¹³⁰ « Putlar Nasıl Kırılır ? », *Türk Yurdu*, juillet 1929 (19-213), p. 62.

Mais ce n'était pas tout ; on voyait, sur les pages de *Türk Yurdu*, d'autres articles concernant les Turcs qui vivent dans les autres régions du monde. Par exemple un article qui faisait des analyses sur les peuples vivant en Iraq essayait de prouver qu'Iraq est une « patrie turque »¹³¹, alors que Reşit Saffet (Atabinen) Bey, qui était un des dirigeants des Foyers Turcs avait rédigé un autre article, en partant de son voyage à l'été 1930 contenant la Roumanie, la Pologne, la Suède et le Norvège, dans lequel il utilisait des idées remarquables comme « Gagaouzes sont des Turcs en effet », « Le nom de la province 'Toroki' en Pologne vient du mot 'Turc' », etc.¹³² Bien évidemment on ne peut pas dire que ces articles-là sont rédigés simplement des soucis académiques.

La ligne que les Foyers turcs suivaient de cette manière avait donné naissance à une certaine tension dans les relations entre la Turquie et l'Union soviétique. Comme conséquence de cette tension, l'Ambassadeur d'Ankara de l'Union soviétique, I. Z. Suritz avait exprimé au ministre de l'Intérieur Tevfik Rüştü (Aras) Bey le mécontentement du fait que les Foyers turcs s'intéressaient aux Turcs en dans leur pays à un niveau anormal. L'Ambassadeur d'Azerbaïdjan, Ibrahim Abilof avait aussi exprimé un tel mécontentement.¹³³

Comme on le sait, Mustafa Kemal et les autres cadres du régime fondé à la suite de la Guerre d'Indépendance avaient rejeté les tendances panturques restant de l'époque de l'Union et Progrès ; voire le Pacte Nationale (*Misak-ı Milli*) « portait en lui-même » la condamnation du panturquisme, comme François Georgeon le dit.¹³⁴ Cette transformation vue dans la politique étatique était accompagnée par une transformation idéologique, à travers laquelle les anciens turcistes ont commencé à défendre « le turcisme démocratique » au lieu de « turcisme impérialiste ».¹³⁵ Donc nous pouvons accepter que les Foyers turcs aient une tendance différente de la tendance dominante de la période et que la politique qu'ils menaient posait un problème en ce qui concerne les

¹³¹ « Irak Türklerine Dair: Umumi Malûmat », *Türk Yurdu*, juillet 1930 (31-225), p. 6-16.

¹³² « Türklük ve Türkçülük İzleri », *Türk Yurdu*, novembre 1930 (35-229), p. 12-18.

¹³³ Üstel, p. 360-361.

¹³⁴ François Georgeon, **Aux Origines du Nationalisme Turc: Yusuf Akçura (1876-1935)**, Editions A.D.P.F., Paris 1980, p.83

¹³⁵ **Ibid.**

relations avec l'Union soviétique. Toutefois, il n'est guère acceptable qu'une institution culturelle qui reste depuis l'époque de 2^{ème} Monarchie Constitutionnelle soit « dissoute » / fermée uniquement pour cette raison. Si l'on regarde un peu plus prudemment les mois précédents à la dissolution, on verra que ce n'est qu'une raison secondaire.

Comme on vient de l'indiquer dans les parties en-dessus, l'application d'inspectorat apporté par le règlement de 1927 avait déjà fait augmenter l'influence du parti sur le champ social. Surtout le 40^{ème} article du règlement mettait toutes sortes d'organisation sous le contrôle du parti à travers des inspecteurs.¹³⁶ Cette application voulait dire explicitement le rétrécissement de la zone de mouvement des organisations indépendantes du parti, et c'était probablement fait parce qu'on avait la peur que ces institutions deviennent des milieux d'opposition. Au fond, ladite application a minorisé l'autonomie de nombreuses institutions y compris les Foyers turcs, et d'ailleurs Hamdullah Suphi Bey, qui opposerait à la décision de dissolution en 1931 avait opposé à cette réglementation aussi. Malgré cela, les Foyers ont pu quand même demeurer pendant quatre ans de plus.

Il nous semble que le processus où la décision de dissolution a été définitivement prise, fut le voyage de Mustafa Kemal Pacha toujours. Car on ne parlait pas d'une telle décision ou orientation au début du voyage. Comme le premier pas du chemin allant à la dissolution, l'idée selon laquelle « les foyers devraient travailler avec le PRP » a été premièrement prononcée dans les Foyers turcs de Bursa (le 5 janvier), d'Izmir (le 2 février), d'Aydın (le 3 février), de Nazilli (le 4 février), de Balıkesir (le 7 février), de Silifke (le 11 février), de Mersin (le 12 février), de Malatya (le 13 février), d'Adana (le 17 février) et de Konya (le 1^{er} mars), visités dans le contexte du tour national. Le Président Général a mis en évidence d'abord que seuls les membres du parti pourrait entrer aux Foyers turcs, et il a défini les foyers plus tard comme « les filiales du parti », comme on l'avait dit dans le premier chapitre.

¹³⁶ Ledit article disait: « Les candidatures des personnes qui entreront aux conseils dirigeants des organisations politiques, sociales, économiques, culturelles et diverses, sont déclarées après que celles-ci soient approuvées par les inspectorats du parti ». Voir **Cumhuriyet Halk Fırkası Nizamnamesi (1927)**, p. 12.

Cette situation nous pousse à considérer le suivant : probablement on avait constaté, lors du voyage présidentiel, un décalage vers la ligne de Parti libéral à la base des Foyers turcs. Comme on le sait, les personnages comme Ahmet Ağaoğlu et Mehmet Emin étaient des dirigeants des Foyers turcs et du Parti libéral en même temps. Mais ce qui est plus important est qu'on voyait un rapprochement considérable, voire une unification entre les bases de ces deux organisations, et ce, surtout dans les villes comme Istanbul et Izmir.¹³⁷ Il se peut qu'on ait remarqué ce rapprochement vers le parti d'opposition qui s'était déjà dissout. On avait aussi marqué un dynamisme dans les foyers et probablement ce dynamisme avait engendré l'inquiétude d'une opposition potentielle.

C'est à partir de la fin de mois de mars que les articles de journal dans la presse pro-gouvernementale ont mis en évidence l'attitude du parti vers cet enjeu. D'abord Falih Rıfki Bey a rédigé l'article « Foyer Turc » dans lequel il disait qu'on avait appris par l'expérience de PRL que « les républicains ne devraient pas être séparés en deux champs » mais que la dualité Parti du peuple – Foyers turcs créait une situation ressemblante :

Le Foyer Turc est-il une institution politique ou non ? Le Foyer Turc est révolutionnaire : révolutionnaire veut dire politique. (...) Une institution où les jeunes à l'âge de vote regroupent ne porte pas seulement un caractère politique, mais inévitablement il devient un parti.

Défendant que les révolutionnaires fussent divisés en deux comme « peuple » et « jeunesse » à la suite de la séparation organisationnelle, Falih Rıfki conclut son article avec les mots suivants : « Le congrès des Foyers turcs et le congrès du parti de révolution qui suivra le premier formeront l'organisation principale de la révolution. Nous sommes même en retard. »¹³⁸ En effet, le message que Falih Rıfki Bey donnait était assez compréhensible, mais la déclaration officielle est venu trois jours après. Faisant une déclaration parl'intermédiaire de Ruşen Eşref Bey, député parlementaire et membre du Comité de science et de l'art du Foyer turc, Mustafa Kemal disait qu'il avait

¹³⁷ Üstel, p. 338-339.

¹³⁸ *Hakimiyeti Milliye*, le 21 mars 1931.

« trouvé adéquat » que les Foyers turcs travaillent avec le Parti républicain du peuple en unité. Dans cette déclaration, le président de la République disait que certaines périodes dans l'histoire des nations nécessitent l'unification des forces physiques et morales, et donc que les Foyers turcs, qui avaient réalisé plein des choses importantes à la ligne de démocratie et de nationalisme depuis sa fondation, devraient s'unifier avec le parti, car « les forces de la même manière devraient s'unifier dans le chemin du but commun ». ¹³⁹

On y avait décidé : une institution acceptée comme un milieu indépendant du PRP serait pratiquement liquidée en étant transmise au parti. Cette idée a été soutenue par les écrivains du journal *Hakimiyeti Milliye* comme d'habitude, et on a utilisé cette fois des expressions vraiment intéressantes. Par exemple M. Nermi disait, dans son article « Turcisme et Politique », « il ne peut y avoir une chose plus correcte et adéquate que la fusion des Foyers turcs au sein du Parti du peuple » ¹⁴⁰, alors que Yakup Kadri, qui a rédigé l'éditorial « Foyer Turc » après le congrès du 10 avril disait que les Foyers étaient devenus oisifs depuis longtemps et que les jeunes « baillaient d'ennui du matin jusqu'au soir » dans les beaux bâtiments de foyers qui existaient en plus de deux cents points du pays. ¹⁴¹

E2. Décision de transmission dans le congrès de parti

Le dernier congrès des Foyers turcs s'est déroulé le 10 avril 1931 dans le bâtiment central à Ankara. À la suite de ce congrès, l'organisation et les biens des Foyers qui se sont « dissouts » ont été transmis au Parti républicain du peuple.

Une nouvelle parue quelques jours avant le congrès dans le journal *Cumhuriyet* prédisait le contenu de ce congrès et la forme de la transmission en détail, et ensuite il donnait les informations suivantes :

Il se peut que le congrès de parti prenne une décision en ce qui concerne l'organisation de jeunesse. On comprend que les foyers seront dirigés comme

¹³⁹ *Hakimiyeti Milliye*, le 25 mars 1931.

¹⁴⁰ « Türkçülük ve Politika », *Hakimiyeti Milliye*, le 7 avril 1931.

¹⁴¹ « Türk Ocağı », *Hakimiyeti Milliye*, le 12 avril 1931.

une filiale de jeunesse au sein du parti et que les organisations culturelles, de beaux arts, ainsi que les institutions professionnelles et scientifiques seront regroupés en même lieu. D'après cette forme, tous les groupes culturels et de jeunesse deviendront une unité en étant unifié dans le Parti du peuple.

Il se peut que les centres d'organisations culturelles qui remplaceront les Foyers turcs prennent la forme des maisons de savoir avec le nom Maison de peuple.¹⁴²

Pour autant, le congrès de parti n'a pas fait de telle réglementation et la seule chose concernant les Maisons du peuple fut la remise d'un article au règlement, qu'on avait indiqué dans la partie correspondante. L'ordre du jour du congrès en ce qui concerne la transmission des Foyers turcs est resté limité avec la proposition du rapport de la commission des rapports au vote des membres du congrès. Lu par le secrétaire général Recep Bey, le texte entier de ce rapport était comme suivant :

Consacrée à l'observation du rapport du Comité central, notre commission est convoquée et a réalisé cette mission, et elle n'a pas trouvé nécessaire de dire une opinion sur les parties du rapport qui parle des exécutions faites. Elle a seulement décidé de vous proposer un remerciement à l'invitation du Grand Chef qui a donné naissance à la convocation extraordinaire du congrès.

Pour nous, vouloir passionnément la réalisation de ces demandes du Grand Chef n'est pas seulement une nécessité de la loi, mais aussi un des pas les plus forts vers la réalisation de l'idéal national des volontaires turcs. Notre commission trouve que les lois et les dispositions légales sont totalement adéquates afin que le congrès prenne une telle décision. Notre congrès qui est convoqué à l'invitation du comité central, qui est aussi fait par élection des Foyers turcs et qui est l'instance la plus haute selon la loi, peut décider à la dissolution de l'organisation de Foyers turcs étant donné qu'une organisation peut toujours décider à se dissoudre proprement au Droit Civil. Encore, une décision de ce congrès compétent peut décider à la transmission de tous les foyers turcs à la personnalité légale du comité central.

En exprimant qu'elle veut que tous nos frères des foyers travaillent toujours ensemble dans cette nouvelle base de travail plus passionnément autours de l'idéal, et que les conséquences de leurs travaux productifs rendent la nation et eux-mêmes contents, notre commission propose au congrès la décision de :

- 1- Dissolution de l'organisation des Foyers turcs
- 2- Transmission de tous les droits que possède cette organisation au Parti républicain du peuple avec toutes ces nécessités.¹⁴³

Portant les signatures de Reşit Galip, Hakkı Tarık, Dr. Fuat, Necip Ali et Mükerrerem Bey, ce rapport qui ne disait rien qu'honorer le « Grand Chef » et le congrès

¹⁴² *Cumhuriyet*, le 5 avril 1931.

¹⁴³ C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 280.

de parti qui dispose des compétences extraordinaires a été accepté à l'unanimité. C'est ainsi que le processus de dissolution/liquidation d'une institution qui avait 267 filiales et près de 32,000 de membres en 1931¹⁴⁴ est terminé en se contentant de dire que ce processus est d'ailleurs adéquats aux lois existantes. Et le président général Hamdullah Suphi Bey qui avait opposé à la décision de dissolution est envoyé à Bucarest pour une tâche diplomatique.

E3. Des Foyers turcs vers les Maisons du peuple : une tendance vers le fascisme ?

Pendant les mois qui ont suivi le congrès de parti, les organisations comme Union des femmes turques, Union des enseignantes turques et Association des franc-maçonnnes se sont « dissouts » aussi, et c'est ainsi que les germes d'une société civile ont été totalement supprimés. Toutefois, une organisation directement liée au PRP qui réaliserait partiellement la mission des Foyers turcs a commencé à ses activités à partir de l'année suivante : c'est les Maisons du peuple (*halkevleri*). A la fin de cette partie, nous voulons brièvement parler de cette institution.

Fondées le 19 février 1932, les Maisons du peuple fut le nom d'une organisation qui contiendra 478 maisons et 4322 chambres en 1950.¹⁴⁵ Faisant un discours dans la cérémonie d'ouverture des Maisons du peuple, Recep Bey avait défini la mission de cette institution comme suppression des manques des écoles en ce qui concerne l'enseignement populaire et organisation de la nation en tant qu'une masse populaire consciente, liée à l'idéal, dont les membres se comprennent et s'aiment.¹⁴⁶

Nous n'allons pas faire ici des évaluations approfondies sur les Maisons du peuple. Mais comme le souci principal de notre travail et d'analyser les tendances politiques du pouvoir de PRP en partant des décisions prises dans le congrès de 1931, il nous faut de traiter un argument proposé concernant cette période.

¹⁴⁴ Hüseyin Tuncer, Yücel Hacaloğlu, Ragıp Memişoğlu, **Türk Ocakları Tarihi: Açıklamalı Kronoloji (1912-1997)**, Tome I (1912-1931), Türk Yurdu Yayınları, Ankara, 1998, p. 363.

¹⁴⁵ Tarhan Erdem, İ. Selçuk Erez, **Halkevleri**, CHP İstanbul İl Gençlik Kolu Yayını:4, İstanbul, 1963, p.6.

¹⁴⁶ **Ibid**, p. 22.

Au début de cette partie, nous avons dit qu'il y avait une rumeur qui traversait la presse et l'opinion publique, selon laquelle les Foyers turcs serait remplacés par des organisations de type fasciste. Selon un argument qui est parfois proposé, les maisons de peuple fondés en 1932 ressemblaient, par leur façon de travail, à des organisations fascistes, et plus spécifiquement à l'organisation *dopolavoro* (« après-travail ») fondée en Italie par la direction de Mussolini, où les personnes travaillants s'alimentaient de l'idéologie fasciste dans leurs temps qui restent du travail.¹⁴⁷ Au fond, la charte des maisons de peuple envoyée aux organisations locales du Parti républicain du peuple parlait de *dopolavoro* aussi, lorsqu'elle énumérait les organisations de « culture nationale » d'où cette nouvelle institution est inspirée.¹⁴⁸

Pour nous quand même, cette ressemblance formelle ne veut pas dire en soi une sympathie pour le fascisme. Il est vrai que le gouvernement du PRP s'inspirait de l'Italie fasciste (et plus tard de l'Allemagne) pour le modèle politique et social qu'il voulait instaurer, mais parfois il prenait comme exemple les applications à l'Union soviétique aussi, toujours dans un objectif ressemblant.

Pour autant, il y avait aussi certains Italiens qui voyaient un parallélisme entre le régime en Turquie et celui en Italie. Par exemple, Dr. Ettore Rossi qui écrivait dans la revue *Giornale di Politica e di Letteratura* avait défendu que la révolution turque fût une jeune copie de la « révolution fasciste » en Italie. La réponse à cet argument de Rossi est venue du mensuel *Kadro*. Dans l'article de réponse dont nous parlons, Burhan Asaf (Belge) Bey regroupait les différences entre le fascisme et le kémalisme en trois points. Selon lui :

- i) Le fascisme était un mouvement politique né pour « sauver » l'Italie semi-capitaliste des luttes de classes causées par le capitalisme ainsi que de la démocratie et du parlementarisme qui étaient acceptés comme conséquences de ces luttes des classes. Tandis qu'en Turquie, les classes et les luttes des classes « n'existaient pas d'ailleurs ».

¹⁴⁷ Pour un article récent parmi plusieurs, voir Ayşe Hür, « Büyük Ayıbımız : 1934 Trakya Olayları », *Agos*, le 15 novembre 2007.

¹⁴⁸ C.H.F. *Halkevleri Talimatnamesi*, p. 2.

- ii) Le fascisme était colonialiste au niveau international. Au contraire, le kémalisme était un mouvement anticolonialiste.
- iii) Etant donné que le fascisme était spécifique aux pays semi-capitalistes, il n'était pas adéquat aux pays capitalistes développés et aux pays qui n'étaient pas encore entrés en voie de capitalisme. Mais le kémalisme était un idéal et une source d'inspiration pour tous les pays orientés vers la libération nationale.¹⁴⁹

Il est bien évidemment discutable à quel niveau les arguments de Burhan Asaf sont justes et scientifiques, il est surtout inacceptable ce qu'il dit sur les classes et les luttes des classes, comme on le verra dans le troisième chapitre. Mais il est important quand même puisqu'il montre que les écrivains du mensuel *Kadro* qui étaient, dans un sens, les idéologues du régime, essaient de prouver qu'il existe une différenciation des régimes fascistes au niveau idéologique. Par ailleurs, il n'est guère possible de parler d'un « régime fasciste » pour la Turquie des années 1930 au niveau institutionnel non plus : on ne voyait pas les fondements structurels du fascisme comme industrialisation, développement inégal, ou contradiction entre les fractions de la classe dominante dans les conditions de ces jours-là.¹⁵⁰

En disant tous ceux-ci, nous devons souligner que le régime a évidemment obtenu un caractère plus totalitaire avec le passage des Foyers turcs vers les Maisons de peuple. Comme on vient de le dire, tous les germes de la société civile ont été supprimés dans les années 1931-1932 alors que les Maisons de peuple qui les ont remplacés auraient un lien avec le parti qui est unique dans l'histoire politique de Turquie : le président de chaque maison de peuple était élu parmi le comité de direction de cette ville-là, et le président de maison de peuple d'Ankara était élu par le comité de direction général du parti.¹⁵¹ Il faut se rappeler que les présidents des villes du même parti deviendrait des maires aussi, à partir de 1936.

¹⁴⁹ Burhan Asaf, « Faşizm ve Türk milli kurtuluş hareketi », *Kadro*, (8), août 1932, p. 38-39.

¹⁵⁰ Le sens et le contenu de la notion « fascisme » est différemment interprété par les différentes écoles. Nous prenons comme base les arguments de Nicos Poulantzas, le marxiste grec « non-soviétique ». Voir Nicos Poulantzas, *Fascisme et Dictature*, Editions du Seuil / Maspero, 1974.

¹⁵¹ C.H.F. *Halkevleri Talimatnamesi*, p. 5 et 3.

...

Les membres de congrès ont été convoqués pour la dernière fois le 18 mai 1931. Le dernier thème du congrès était l'élection du comité de direction générale proprement au nouveau règlement. Les délégués qui ont été désignés comme candidat étaient Recep (Kütahya), Saffet (Erzincan), Abdülmuttalip (Malatya), Reşit Galip (Aydın), Hakkı Tarık (Giresun), Dr. Cemal (Antalya), Esat (Amasya), Hasan Cemil (Bolu), Memduh Şevket (Elâziz), Muhlis (Kütahya), Dr. Fikri (Erzurum), Mustafa Fevzi (Manisa), Hasan Reşit (Muş) et Kazım Hüsnü (Konya) Beys. Puisque personne d'autre n'a voulu être candidat, l'élection est déroulée à vote ouverte et lesdites personnes ont été élues à l'unanimité parmi les voix « Dieu donne des succès ». Ensuite, le président de la séance, İsmet Paşa a fermé le congrès en disant qu'il resterait « comme un souvenir précieux non seulement dans la vie du parti, mais aussi dans la vie nationale ». ¹⁵² Le congrès allait certainement rester comme un souvenir important dans la vie politique turque.

Jusqu'à ce point, nous avons essayé d'analyser les tournants dans le processus qui va au congrès ainsi que les effets de ces tournants sur le contenu politique, et nous avons essayé de décrire les grands thèmes du congrès et d'observer les arrière-plans de ces thèmes. Dans le chapitre suivant, nous allons essayer de faire une évaluation sur la philosophie politique du régime de parti unique qui a pris sa forme définitive en 1931, et sur les principes de parti, en essayant de mettre en évidence s'il est possible ou non de parler d'une idéologie de parti.

¹⁵² C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları, p. 286.

CHAPITRE III

LE CONGRÈS DE 1931 ET LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DU RÉGIME DE PARTI UNIQUE

« Atatürk n'était pas un homme de doctrine et le Parti du peuple n'était pas un parti de doctrine non plus.

*Mais le mouvement de libération national portait des éléments idéologiques qui pourraient être des fondements d'idée pour une révolution, venant du cours de l'époque et de structure de la Turquie... »*¹⁵³

Terminé le 18 mai 1931, le congrès avait engendré de nombreux résultats dont le plus important était le programme de parti ; et quant au plus important élément du programme, c'était la partie intitulée « Caractéristiques principaux du Parti républicain du peuple » qui regroupait les principes du parti. Dans ce dernier chapitre du travail, nous essaierons de discuter ces principes.

En ce qui concerne la vision du monde de Mustafa Kemal Pacha et de son parti, on dit fréquemment qu'ils étaient des personnes « pragmatiques » agissant toujours les besoins du jour. Pour nous, il est plus correct de dire qu'ils avaient, dès le début, certaines valeurs et orientations de base, mais que les conditions instables ont donné naissance à des préférences différentes à chaque période. Pour autant, notre thèse est que la période qui s'ouvre avec le Congrès de 1931 fut une exception : c'est dans cette période que le Parti républicain du peuple a pu former une philosophie politique déterminée et qu'il s'est approché vers une idéologie plus que jamais. Pour mettre en évidence ce que nous disons, nous allons d'abord jeter un coup d'œil au « Six flèches » du parti, ensuite on va essayer de trouver l'essence des principes dits « démocratie » et étatsisme et enfin nous allons brièvement toucher aux débats de « l'idéologie de révolution » mené à partir du début 1931.

¹⁵³ Şevket Süreyya Aydemir, **Tek Adam: Mustafa Kemal 1922-1938**, Tome III, Remzi Kitabevi, 1999, p. 413.

A. Le programme de 1931 et les nouveaux éléments dans les principes de parti

Dans le deuxième chapitre où nous avons élaboré le programme de 1931 du PRP, nous avons très brièvement touché à la partie intitulée « Les caractéristiques principaux du Parti républicain du peuple » et nous avons dit qu'on le traiterait dans le troisième chapitre. Cette partie du programme mettait en évidence les principes du parti que nous appelons aujourd'hui les « Six flèches ».¹⁵⁴ Ces principes étaient accompagnés par un article court qui définissait le mode d'organisation sociale que le Parti républicain du peuple désirait, et qui complétait d'une part le principe dit « démocratie », comme on va le voir dans les pages suivantes.

Nous ne trouvons pas nécessaire de faire une analyse globale et détaillée sur les « Six flèches » qui font déjà part de l'historiographie turque au niveau suffisant. Pourtant, notre sujet nécessite un débat sur certains aspects des principes du parti pour deux raisons. Premièrement, le programme de 1931, qui était le résultat le plus important du Congrès, avait apporté quelques nouveaux éléments à ces principes qui avaient des origines plus anciennes. Et deuxièmement, quelques aspects de ces nouveaux éléments nous aident à mieux comprendre le modèle politique et social que le PRP voulait mettre en vigueur dans la période qui commence par le Congrès de 1931, ainsi que la philosophie politique dominante sur le congrès et sur ladite période.

Comme on l'avait déjà dit, quatre parmi les principes existants dans le programme de 1931 était déjà mis en évidence dans le règlement de 1927. S'il faut en parler en bref, le premier de ces principes, qu'était le principe de *républicanisme* disait que le régime de république était « la forme la plus développée de la souveraineté nationale et le seul régime d'état qui ferme toutes sortes de voies de tyrannie », et

¹⁵⁴ Nous mettons le terme « Six flèches » en guillemets, car c'est après 1933 que cette expression a commencé à être utilisée. Attribuant une grande importance à la visibilité comme les autres régimes totalitaires de l'époque, les dirigeants du régime républicain avaient envie de créer un drapeau de parti pour les célébrations du dixième anniversaire de la République. Selon les leaders d'idée du Parti républicain du peuple, ce drapeau de parti serait « élevé, à côté du drapeau turc, comme le signe de la génération révolutionnaire qui fait union d'idée et de mouvement pour élever davantage le drapeau turc ». (Faik Reşid Unat, « Parti Bayrağı », *Aylık Ansiklopedi*, mai 1945, p. 406-407). Du fait que les six principes du parti étaient symbolisés par six flèches sur le drapeau adopté, nous appelons ces principes aujourd'hui les « Six flèches ».

accentuait que le régime de république devrait être protégé de toutes sortes d'assaut ce jour-là et à l'avenir. Le principe suivant, la *laïcité* accentuait que toutes sortes de loi politique, économique et sociale devrait être faites en suivant les sciences positives et soulignait que le parti acceptait comme un des principes les plus importants de séparer le temporel et le religieux totalement l'un de l'autre, dans les enjeux concernant la nation et l'État. Quant au troisième principe qu'était la *démocratie*, ceci avait deux éléments fondamentaux : à un côté on disait que le principe « par le peuple et pour le peuple » serait suivi dans toutes les activités se basant sur le principe de souveraineté nationale ; et à l'autre côté on accentuait que les lois ne fourniraient de privilège à aucune famille, classe, communauté ou individu. Et le dernier principe qu'était le *nationalisme* importait la protection de l'unité de langue, de sentiment et d'idée, et il proposait comme objectif de développer la langue turque et la culture turque.¹⁵⁵

Pour pouvoir faire une comparaison entre les expressions des principes du parti en 1927 et en 1931, nous trouvons nécessaire de citer ici entièrement la partie intitulée « Caractéristiques principaux du Parti républicain du peuple » du programme. Avec le deuxième article qui venait juste après les six principes, ce passage était comme suivant :

1 – Parti républicain du peuple est ; A) Républicain, B) Nationaliste, C) Démocrate, Ç) Etatiste, D) Laïque, E) Révolutionnaire.

A) Le Parti a l'opinion que la république est le type d'État qui représente et qui applique l'idéal de souveraineté nationale le mieux et le plus sûrement. Avec cette opinion forte, le Parti défend la république contre le danger avec toutes sortes des moyens.

B) Marchant à un niveau équivalent et en accord avec toutes les nations contemporaines dans la voie de progrès et de développement et dans les rapports et relations internationales, le Parti trouve quand même essentiel de garder les caractéristiques spéciales et l'identité indépendante de la société turque.

C) La source de la volonté et de la souveraineté est la nation. Il est un principe très essentiel pour le parti d'utiliser cette volonté et souveraineté à travers d'une régulation juste des devoirs réciproques entre l'État et le citoyen.

Nous acceptons comme étant du peuple et comme démocrates les individus qui acceptent une égalité absolue devant les lois et qui n'accorde privilège à aucun individu, aucune famille, aucune classe et aucune communauté.

Ç) Bien que le travail et l'activité individuels soient principaux, il est parmi nos principes importants d'intéresser effectivement l'État dans les tâches que nécessitent les hauts intérêts communs de la nation – et surtout dans le domaine

¹⁵⁵ Cumhuriyet Halk Fırkası Nizamnamesi [1927], p. 3-4.

économique – pour porter la nation à la prospérité et le pays au développement plus vite que possible.

D) Le Parti a accepté comme principe la réalisation de toutes les lois dans la direction d'état, de tous les ordres et méthodes selon les principes et les formes que les sciences ont fournies à la civilisation contemporaine et selon les besoins du monde.

Etant donné que la conception religieuse est personnelle, le Parti accepte la séparation des idées religieuses des tâches terrestres et étatiques et de la politique comme la plus importante nécessité de succès pour le progrès contemporain.

E) Le parti trouve essentiel de rester fidèle et de garder les principes qui sont nés et développés des révolutions que notre nation a réalisées par des divers altruismes.

2- Il est parmi nos principes fondamentaux d'accepter le peuple de la République de Turquie comme une communauté non constituée des classes différentes mais séparée en divers groupes professionnels selon la division de travail pour la vie individuelle et sociale.

A) Petits agriculteurs, B) Petits industriels et artisans, C) Les ouvriers, Ç) Les personnes de profession libre, D) Les industriels, les grands propriétaires de terre et de travail et les commerçants sont les groupes de base qui constituent la société turque. Le travail de chacun de ceux-ci est obligatoire pour la vie et le bonheur des autres et de la communauté générale. L'objectif que cherche notre parti par ce principe est d'instaurer la solidarité et l'ordre social au lieu de la lutte de classe et l'accord des intérêts à telle manière que chacun ne détruit un autre. Les intérêts deviennent équivalents avec le niveau de capacité et de travail.¹⁵⁶

Pour parler des différences entre les deux textes, il faut dire d'abord que le sens des principes de républicanisme et de nationalisme est partiellement changé dans le deuxième. Par exemple, la définition du républicanisme du programme de 1931 ne parlait plus de « fermer les voies de tyrannie », mais il se contentait de dire (toujours comme il disait en 1927) que la république était la meilleure expression de la souveraineté nationale. Pour nous, c'est un point de vue assez discutable et il n'est pas suffisamment expliqué pourquoi la république représente la souveraineté nationale mieux que le régime de monarchie constitutionnelle par exemple, qui était et qui est toujours en vigueur en presque moitié des pays européens. En deuxième lieu, le principe de républicanisme était traité en rapport avec l'enjeu d'indépendance nationale dans le discours du PRP. C'est pourquoi, Recep Bey, qui faisait une explication générale sur le programme dans une conférence disait que le régime de république était le plus grand gain national que la lutte nationale avait apporté, à tel point que le parti avait mis le mot

¹⁵⁶ C.H.F. Programı, p. 9-15.

« république » devant son nom au temps de passage de l'organisation « Défense des Droits » (*Müdafaai Hukuk*) vers le Parti du peuple.¹⁵⁷ Evidemment ce dernier point n'était qu'une manipulation démagogique qui était contradictoire en soi : c'était au mois de novembre 1924 que le Parti du peuple était transformé en « Parti républicain du peuple » et ce, pour ne pas perdre le prestige face au nouveau parti qui serait fondé en quelques jours et dont le nom serait « Parti républicain progressiste ».

Quant au principe de nationalisme, il ne parlait plus de l'unité de langue, de sentiment, et d'idée, mais d'une posture sceptique face aux effets étrangers, qui privilégiait « les caractéristiques spéciales de la société turque ». Cette posture peut être commentée comme le refus des idéologies étrangères et supranationales comme le libéralisme et socialisme par exemple. Il est aussi possible de lire ces accents comme le premier signe d'un retour à la culture ancienne turque préislamique, qui engendrerait des théories de langue et d'histoire nationalistes en quelques années. Autrement dit, le début des années 1930 peut être considéré comme un tournant où le phénomène qu'on appelle « la construction de nation » prend vitesse aussi.

Les expressions de laïcité et de démocratie n'ont pas eu de modification considérable. Toutefois, le deuxième article nouveau qui parlait de la « division de travail professionnelle » ne peut être séparé du principe de démocratie, qui prévoyait une « société sans classe ». C'est pourquoi nous allons consacrer une sous-partie au principe de démocratie qui n'était pas un nouveau principe mais qui était interprété d'une nouvelle manière.

Le programme avait apporté deux nouveaux principes : révolutionnarisme et étatisme. Ayant une définition courte et superficielle, le premier d'entre eux se traduisait en protection des « révolutions » (ou bien on peut dire des réformes) à l'objectif de former une société laïque et « contemporaine ». En effet, comme Binnaz Toprak le montre à travers des exemples, toutes les réformes à partir de la suppression du sultanat ciblaient la transformation de base d'une société islamique vers une société séculière de

¹⁵⁷ Recep Peker, **C.H.F. Programının İzahı Mevzuu Üzerine Konferans**, Hakimiyeti Milliye Matbaası, Ankara 1931; Cité par Taha Parla, **Türkiye'de Siyasal Kültürün Resmi Kaynakları, Cilt 3: Kemalist Tek-Parti İdeolojisi ve CHP'nin Altı Ok'u**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1995, p. 107.

type européen.¹⁵⁸ Aussi, Niyazi Berkes élabore les « révolutions » faites par le nouveau régime dans le cadre du paradigme de passage de l'état religieux vers l'état national, et dit que la défense des révolutions voulait dire également la défense de la modernisation.¹⁵⁹ Pour nous, il n'est guère facile de séparer ce principe de ceux de républicanisme et de laïcité.

L'autre principe nouveau, qu'était l'étatisme était déjà discuté dans le premier chapitre du présent travail. Mais il faut toujours parler d'autres aspects de ce nouveau principe qui prendrait un part majeur dans les politiques des années 1930. Mais avant de le faire, nous avons l'intention de parler du principe de « démocratie » qui obtient un nouveau sens et qui peut être considéré comme l'élément le plus « idéologique » des principes du PRP.

B. Le principe de « démocratie » dans le programme : évocation des thèses de Ziya Gökalp et négation des classes

Parmi les principes du PRP, peut-être le principe le plus fragile est celui de « démocratie » (*halkçılık*). Ouvert à des interprétations différentes, ce principe a été lu, jusqu'à nos jours, des manières diverses, allant d'un principe de gauche en faveur d'une société démocratique et égalitaire vers un principe profasciste. Pour autant, la deuxième fragilité concerne la traduction française du terme. Il est bien possible de traduire le mot *halkçılık* comme « populisme » qui nous fait réminiscence des courants comme le narodnisme russe ou le populisme de l'Amérique latine. Toutefois, un des premiers porteurs de ce courant dans le territoire ottoman, Yusuf Akçura n'avait pas utilisé le mot « populisme » mais le mot « démocratism » pour *halkçılık* dans ses écritures.¹⁶⁰ Ou de l'autre côté par exemple, un chercheur francophone qui a vécu à l'époque faisant sujet de notre travail et qui fut un des premiers théoriciens de « kémalisme », Tekin Alp utilise le mot « démocratie » pour ce principe et il traite ladite notion dans le paradigme célèbre « par le peuple et pour le peuple » en essayant de prouver que « la révolution

¹⁵⁸ Binnaz Toprak, « Dinci Sağ », in Schick-Tonak, p. 243.

¹⁵⁹ Niyazi Berkes, *Türkiye'de Çağdaşlaşma*, YKY Yayınları, Istanbul, 2006, p. 521-552. Il faut dire qu'il fait cette discussion dans un autre contexte que notre sujet.

¹⁶⁰ Georgeon. p. 84.

kémaliste » gravitait, dès le début, autour de la souveraineté nationale qui accorde une suprématie absolue à l'Assemblée Nationale.¹⁶¹ Pour respecter la littérature existante, nous aussi, nous utiliserons le mot « démocratie » qu'utilisaient parfois d'autres cadres kémalistes aussi.

Pour essayer de mettre en évidence le sens et le contenu du terme, il faut brièvement voir son développement historique dans l'Empire Ottomane et puis en République de Turquie. Certains chercheurs parlent des effets du populisme classique sur ce pays à partir de la fin du 19^{ème} siècle. Selon Feroz Ahmad par exemple, c'est sur le mouvement narodnique, qui idéalisait la paysannerie, que la notion était apportée au pays Ottoman ; plus tard Mustafa Kemal et ses cadres avaient idéalisé la paysannerie aussi. Toutefois, de manière différente des narodniques, ces derniers avaient donné le sens de tiers-état au mot « peuple ». Le « peuple » dans ce sens ne devrait pas faire de distinction de classe en lui-même pour vaincre l'Ancien Régime.¹⁶² Pour Asım Karaömerlioğlu aussi, les intellectuels arméniens vivant dans l'Empire Ottomane, et surtout les Hentchaks dont la plupart était né et/ou éduqués en Russie étaient considérablement inspirés du narodnisme et ils ont répandu ce courant dans l'Empire.¹⁶³

Comme on le sait, un des piliers principaux de cette idée était d'« aller au peuple », et ceci faisait partie de la philosophie Jeune-Turque avant la Révolution de 1908. La revue *Halka Doğru* (« Vers le Peuple ») publiée par les Unionistes en 1912 était la réflexion de cette tendance aussi.¹⁶⁴ Mais ces réflexions du populisme classique dans la pensée politique ottomane-turque n'auraient pas de lien direct avec le sens qui sera attribué à ce terme par le PRP dans les années suivantes.

Le principe de démocratie au sens de « ne pas accorder de privilège à aucun groupe, individu ou classe », trouve son origine chez Ziya Gökalp (1876-1924), qui était

¹⁶¹ Tekin Alp, **Le Kémalisme**, Librairie Félix Alcan, Paris, 1937, p. 175-189.

¹⁶² Feroz Ahmad, « Kemalist Türkiye'de İdeoloji Arayışı: 1919-1939 » in Feroz Ahmad, **İttihatçılıktan Kemalizme**, Kaynak Yayınları, İstanbul, 1999, p. 164.

¹⁶³ Asım Karaömerlioğlu, **Orada Bir Köy Var Uzakta: Erken Cumhuriyet Döneminde Köycü Söylem**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2006, p. 25.

¹⁶⁴ Georgeon, p. 67-68. Il faut dire que les cadres du régime républicain considéraient le « peuple » à un sens plus large que les Unionistes qui n'avaient pas accordé même le droit de suffrage universel masculin au peuple.

l'idéologue principal du Comité d'Union et Progrès (et aussi du PRP jusqu'à sa mort). Pour lui, la démocratie nécessitait d'abord une véritable égalité sociale. Mettant le principe de l'égalité des classes au cœur de sa théorie, Gökalp parlait aussi de l'égalité des sexes, ainsi que l'égalité des races et des nations au niveau mondial.¹⁶⁵ La société démocratique qu'il prévoyait serait une « société sans classe ». Bien évidemment, il parlait non de la suppression des classes au sens marxien par exemple, mais plutôt de l'assimilation des différences de classe au sein de la division de travail professionnelle. Ainsi, Gökalp définissait ces arguments dans un article à l'année 1918, à telle manière qu'il prédisait les thèses qui alimentent le programme de 1931 du PRP :

L'existence de certaines degrés ou classes au sein d'une société montre qu'il n'existe pas d'égalité interne. C'est pour cette raison que le but de la démocratie est de supprimer les différences de degré ou de classe et de rendre les différents groupes de la société des groupes professionnels selon la division de travail uniquement. C'est-à-dire que la démocratie se résume selon la loi suivante : il n'y a pas de classe, mais il y a des professions!¹⁶⁶

En effet, cette idée de société à base de division de travail était plus ancienne que Gökalp. Nous savons par exemple qu'un programme de représentation professionnelle avait été défendu par (Kör) Ali İhsan (İloğlu) Bey à une date beaucoup plus ancienne ; que ce programme avait été influent sur le Comité d'Union et Progrès et que ces idées étaient devenues source d'inspiration même pour le programme de Groupe de Peuple (*Halk Zümresi*) dans la Première Assemblée Nationale.¹⁶⁷ Cependant c'est Gökalp qui a systématisé et répandu cette idée. Unifiant la pensée traditionnelle Ottomane sur la base d'artisanat avec le principe de division de travail social de Durkheim¹⁶⁸, Gökalp constituait son système d'idée sur la base du principe de « solidarité nationale ». D'après ce dernier, les différents groupes professionnels qui constituent la société devraient travailler non en conflit mais en harmonie. Cette harmonie et solidarité rendraient possible le progrès de tous les éléments de la société ensemble, à tel point qu'un tailleur

¹⁶⁵ Ziya Gökalp, **Yeni Türkiye'nin Hedefleri**, Baha Matbaası, İstanbul, 1974, p. 54.

¹⁶⁶ Ziya Gökalp, « Milliyetçilik ve beynelmilliyetçilik », *Yeni Mecmua*, (35), le 14 mars 1918, p. 162; Cité par Zafer Toprak, « II. Meşrutiyet'te Solidarist Düşünce: Halkçılık », *Toplum ve Bilim*, (1), Printemps 1977, p. 92.

¹⁶⁷ İlhan Tekeli – Selim İlkin, « (Kör) Ali İhsan (İloğlu) Bey ve Temsil-i Mesleki Programı » in İlhan Tekeli – Selim İlkin, **Cumhuriyetin Harcı, Birinci Kitap: Köktenci Modernitenin Doğuşu**, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2003, p. 355-447.

¹⁶⁸ Toprak, p. 96.

et un chausseur, un boucher et un boulanger, un poète et un philosophe, un avocat et un docteur ne voudraient jamais rester loin l'un de l'autre.¹⁶⁹

Ziya Gökalp a développé sa théorie dans les années suivantes. Dans son article « Fortifier la Solidarité Nationale » (*Milli Teshanüdü Kuvvetlendirmek*) de 1923, il disait que les groupes professionnels devraient travailler de manière corporatiste, et il comptait lesdits groupes comme suivant : ingénieurs, docteurs, musiciens, peintres, écrivains, soldats, avocats, commerçants, cultivateurs, fabricateurs, forgerons, menuisiers, tailleurs, boulanges, bouchers, épiciers.¹⁷⁰ Ce classement était beaucoup plus proche d'un classement à base professionnelle, quand on fait comparaison avec le programme de 1931 que nous venons de citer au début de ce chapitre.

Pour autant, Ziya Gökalp ne niait pas l'existence des classes sociales même dans l'époque où il vivait. Dans son article « le Classement Social des Partis » qu'il avait rédigé la même année, Gökalp exprimait qu'il existait seulement la bourgeoisie et la classe ouvrière en Europe mais que les classes en Turquie étaient « les seigneurs féodaux, les petit-bourgeois, les ouvriers non-organisés et les cultivateurs » en raison de la structure sous-développée de la Turquie.¹⁷¹ C'est la raison pour laquelle il ne disait pas que *les classes sociales n'existaient pas* mais *qu'elles devaient être supprimées* ; c'est dans cette base, c'est-à-dire à base d'une société sans privilège qu'une administration démocratique pourrait avoir lieu.

Pour terminer cette petite évaluation sur la théorie de Ziya Gökalp et le principe de démocratie, il faut dire dernièrement que Gökalp était pour un pouvoir de parti unique afin que le but fondamental du principe de « démocratie » dans ce sens se réalise. Toujours une source d'inspiration pour les politiques des années 1930 comme on est en train de voir, Gökalp avait rédigé les mots suivants même avant que la république ne soit déclarée:

¹⁶⁹ Ziya Gökalp, « Milliyetçilik ve beynelmilliyetçilik », p. 162 ; Toprak, p. 98.

¹⁷⁰ Taha Parla, **Ziya Gökalp, Kemalizm ve Türkiye'de Korporatizm**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2005, p. 123.

¹⁷¹ Ziya Gökalp, « Fırkaların İçtimai Tasnifi », *Hakimiyeti Milliye*, le 29 avril 1923 in Ziya Gökalp, **Fırka Nedir ?**, Doğu Yayını, 1947, p. 16.

Le parti du peuple (...) est obligé d'unifier les classes ouvrière et bourgeoise dans son sein jusqu'à ce qu'il rende les radicaux et les seigneurs du féodalisme égaux en les assimilant et qu'il engendre une grande industrie dans le pays par l'économie nationale. Dans une telle période où la patrie a besoin d'une unité absolue, la fondation d'un parti à large étendu qui puisse englober toute la nation sauvera aussi le pays des conflits partisans (*firkacılık*) qui n'a pas donné de résultat jusqu'à nos jours sauf séparation (*tefrika*).¹⁷²

Il faut dire ici que les idées de Gökalp que l'on vient de résumer n'ont pas considérablement fait partie du discours du PRP pendant les années 1920. Dans cette période, le principe de démocratie se caractérisait plutôt, par le principe « par le peuple et pour le peuple » comme il était écrit dans le règlement de 1927 et aussi par le principe de souveraineté populaire. Ce dernier était au cœur du texte « Programme de Démocratie » (*Halkçılık Programı*), déclaré le 13 septembre 1920 et accepté comme un des références du principe de démocratie. Une esquisse pour la Constitution qui serait préparée l'année suivante, ce programme disait en effet, dans son premier article que la Grande Assemblée Nationale était fondée non seulement pour rendre l'indépendance dans les frontières nationales, mais aussi pour sauver les instances de califat et sultanat. Pour autant, si l'on fait une évaluation globale sur le texte, on voit qu'il défendait la suprématie absolue de l'Assemblée Nationale, et donc il se nourrissait du principe de souveraineté nationale.¹⁷³ De l'autre côté, le même texte contenait des accents comme « libération du peuple de la tyrannie de l'impérialisme et du capitalisme » ou « les ennemis impérialistes et capitalistes ayant empiété sur la vie et l'indépendance du peuple », mais il faut éviter des fausses interprétations en partant de ceux-ci. Bien que ces accents-ci semblent comme l'expression d'une tendance de gauche, le sens de ces mots sera mieux compris quand nous discutons le cas dans son historicité. En effet, c'est juste dans la même période où ce texte est rédigé que la direction d'Ankara faisait effort pour recevoir de l'arme et de l'argent de la Russie soviétique et donc pour devenir des « alliés » avec les bolchéviques. D'autre part, c'est presque dans les mêmes jours (du 1 au 7 septembre 1920) que le Congrès des peuples de l'orient était convoqué à Bakou et le Parti communiste de Turquie était fondé dans la même ville trois jours après ; c'est pour cette raison qu'il était possible que le socialisme devienne une alternative pour les

¹⁷² Ziya Gökalp, *Fırka Nedir?*, p. 17.

¹⁷³ Pour le texte du « Programme de Démocratie », voir Perinçek, p. 58-64.

parties pauvres de la société et pour certains intellectuels, et donc il fallait répondre à des sensibilités de ces personnes-là aussi.

C'est vers la période du Congrès de 1931 que les thèses de Gökalp, et surtout celles qui concernent les groupes professionnels et la division sociale de travail ont été évoquées de nouveau et elles ont été directement reflétées sur le programme du parti. Cependant, il existait une différence remarquable : contrairement à Gökalp qui parlait des groupes professionnels comme peintres, écrivains, architectes, etc., le programme de PRP comptait les groupes professionnels, comme on avait déjà indiqué, comme « les petits agriculteurs, les petits industriels et artisans, les ouvriers, les personnes de profession libre, les industriels, les grands propriétaires de terrains et de travail et les commerçants ». Si nous définissons la notion « classe » en partant de leur situation dans les rapports de propriété et de production au sens marxien, nous devons explicitement accepter que le programme ne parle que des classes. D'ailleurs, quoi que soit notre définition de classe, il n'est pas possible d'accepter ces catégories sociales énumérées comme des « groupes professionnels ».

Pour nous, il ne faut pas hésiter de définir ce cas comme une manipulation de la réalité sociale au nom des préférences politiques. Autrement dit, cette définition arbitraire devrait être faite pour réaliser un certain projet politique et social. En partant de tous ce qui est dit jusqu'ici, il est possible de dire comme première hypothèse que ce projet était la protection de la démocratie.

La posture du régime concernant les rapports entre la démocratie et la lutte de classe était clairement exprimée dans un livre publié un an avant le congrès et la rédaction du programme : c'était le livre « Savoirs Civiques pour les Citoyens » (*Vatandaş İçin Medeni Bilgiler*), rédigé par Mustafa Kemal Pacha mais portant la signature d' Afet Inan. Un des chapitres de ce livre, dont le titre était « les courants contemporains opposant à la démocratie », défendait que les idéologies à base de classe étaient hostiles à la démocratie et ces courants étaient énumérés comme suivant : « la théorie bolchevique, la théorie du syndicalisme politique révolutionnaire et la théorie de

représentation des intérêts ». ¹⁷⁴ Pour Inan, le bolchévisme était totalement contraire à la démocratie étant donné qu'il s'est réalisé comme la dictature d'une classe sur une autre en Russie. Quant au syndicalisme politique-révolutionnaire expérimenté en Europe occidentale, il était également contraire à la démocratie puisque ceci se basait sur l'effort de certains groupes ouvriers de conquérir le pouvoir politique pour leurs propres intérêts. Dernièrement la représentation des intérêts voulait dire organisation de chaque catégorie sociale séparément l'une de l'autre à tel point que chacune défendrait seulement leur propres intérêts, et dans ce cas-là aussi une des catégories sociales pourrait fonder sa domination sur les autres :

Si l'on considère divers artisans et hommes de travail comme des groupes différents ou comme de petites communautés, on voit que chaque groupe a des intérêts différents des autres. C'est en partant de cela qu'on dit que chaque groupe ayant des intérêts privés doit être représenté séparément à l'Assemblée Nationale. Dans ce cas-là, les élections seront réalisées non par la nation mais par ces groupes-là et dans le niveau égal à degré d'intérêt des groupes. Lorsque quelques groupes s'unifient dans l'Assemblée et qu'ils passent au pouvoir, ils travailleront pour leurs propres intérêts. Qui est-ce qui l'empêchera?¹⁷⁵

En effet, chacun des trois points accentués ici indiquait la même mentalité : selon les cadres du régime, il était toujours possible qu'une classe se développe et qu'elle fonde sa domination sur les autres, et il fallait éviter ce danger au nom de la démocratie.

La conséquence naturelle de cette attitude était une opposition forte contre la lutte de classe, qui est en fait un des éléments fondamentaux des sociétés démocratiques. Cette attitude est davantage clarifiée vers le Congrès. Dans cette période, cette idée aussi a fait partie des articles sur les journaux pro-gouvernementaux. Un des commentaires les plus remarquables appartenait à Falih Rıfki Bey. Dans son éditorial au journal *Hakimiyeti Milliye* le 1^{er} avril 1931, Falih Rıfki disait que la lutte des classes n'était pas une nécessité pour la démocratie même si c'était ordinaire dans les pays démocratiques, et ensuite il énumérait les éléments de la société de lutte de classe comme « anarchie politique, combat de classe, grèves, manifestations et prostitution au niveau

¹⁷⁴ Afet İnan, **Vatandaş İçin Medeni Bilgiler, Kitap I: Millet-Devlet-Demokrasi-Devletin Vatandaşa Karşı Vazifeleri-İş Bölümü – Bağlılık – Çalışma**, Istanbul, 1930, p. 51.

¹⁷⁵ İnan, p. 53.

extrême ». ¹⁷⁶ Que l'on ne se demande pas pourquoi « combat de classe » est répété parmi les éléments de la société de lutte de classe ou bien pourquoi grève et manifestation sont des mauvaises choses ; mais il est impossible de ne pas se demander quel est le rapport entre la lutte de classe et « prostitution au niveau extrême ».

D'autre part Falih Rifki touchait aux débats de lutte de classe menés par les intellectuels Stambouliotes dans ces jours-là, et il utilisait les mots suivants par lesquels il trouvait illégitimes ces débats :

Si vous faites attention à ce qui parle des classes sur la Rue Babiâli, vous verrez que ce n'est pas un paysan qui parle de la classe paysanne et ce n'est pas un fabricant ou un ouvrier qui parle de l'industrie et de l'ouvrier ; ce ne sont que des politiciens parasites qui cherchent leurs intérêts au désaccord et à l'air nébuleux. Nous utiliserons toute notre force pour que la communauté Turque ne soit pas dégradée de ces parasites. ¹⁷⁷

Donc il disait comme conséquence que les luttes des classes n'étaient pas à l'ordre du jour pour les différentes catégories sociales d'une côté, et que cette façon des tentatives devrait être empêché pour l'unité et le bien-être de la nation de l'autre côté. Quelques semaines après, Yakup Kadri Bey indiquerait un autre point. Disant que « le peuple n'est pas constitué des différentes classes » comme il serait écrit dans le programme dans un avenir très proche, Yakup Kadri demandait, en se basant sur ce préjudice, les questions suivantes : « alors reste-t-elle la possibilité sur cette territoire au concept de régime pluripartite qui prend sa raison d'existence, ses objectifs et son sens des luttes de classe ? Est-il nécessaire de la faire rester ? » ¹⁷⁸ C'est ainsi qu'on défendait un autre aspect des idées de Gökâlp, mais toujours avec une différence : on ne disait pas qu'un régime de parti unique était nécessaire pour la suppression des classes, mais que les classes n'existaient pas d'ailleurs et donc qu'on n'avait pas besoin de parti que le PRP. Autrement dit, le Parti républicain du peuple avait le droit de parole au nom de toute la nation. Il s'agit ici d'un autre aspect de l'idée d'unification état-parti-nation que nous avions déjà discutée.

¹⁷⁶ « Sınıf Kavgası », *Hakimiyeti Milliye*, le 1^{er} avril 1931.

¹⁷⁷ **Ibid.**

¹⁷⁸ « Plan », *Hakimiyeti Milliye*, le 27 avril 1931.

Avant de conclure cette sous-partie, il faut dire quelques mots sur l'existence physique des classes sociales aux années 1930. Nous n'allons pas entrer dans les détails qui dépassent l'extension de ce travail et nous nous contenterons de deux citations du secrétaire général Recep Peker, qui nous donnent une bonne idée sur la situation réelle.

Dans la conférence faite à l'Université Istanbul pour expliquer le programme de 1931 dont on a parlé au début de chapitre, Recep Peker avait défendu des opinions proches à ce que disait Falih Rıfkı dans l'article cité au-dessus. Selon le secrétaire générale, on pourrait voir en regardant les exemples dans le monde que la formation des classes donnait naissance à une lutte de classe « cruelle, ambitieuse et fanatique », et ceci engendrait le conflit continu des citoyens. Accentuant que cette situation détruisait l'unité nationale et l'idée de nation, Peker résumait l'opinion de son parti par cette phrase simple : « c'est pourquoi nous refusons la formation des classes et nous défendons l'idée de devenir une masse en tant que la nation ». ¹⁷⁹ Autrement dit, ce qui était refusé n'était pas l'existence des classes comme un fait, mais les conséquences possible de ceci.

Le même Recep Peker utiliserait d'autres expressions dans le Quatrième Congrès de PRP qui serait convoqué quatre ans après, et cette fois-ci il exprimerait ce que pense le parti concernant l'existence des classes :

Mes amis, l'industrie nationale en Turquie s'avance. Lorsque l'état met en évidence sa force constructrice dans tous les domaines avec un succès flagrant, les travaux dans les domaines ouverts aux entreprises privées s'avancent aussi sans cesse. Comme conséquence de tout cela, une grande classe ouvrière se dérive dans le pays. Suite à notre expansion industrielle, le nombre des ouvriers existants va augmenter. Il faut que cette jeune classe ouvrière qui développera comme conséquence naturelle de ce progrès et qui est constituée des fils et des citoyens de l'état turc national ne soit pas empoisonnées par les courants (..) qui suivent le point de vue en faveur d'un état de domination de classe et que cette jeune catégorie ne soit pas empoisonnée par des émotions injustes qui apportent des catastrophes non seulement pour le pays mais aussi pour eux-mêmes. ¹⁸⁰

¹⁷⁹ Taha Parla, **Kemalist Tek Parti İdeolojisi ve CHP'nin Altı Ok'u**, p. 112.

¹⁸⁰ **C.H.P Dördüncü Büyük Kurultayı Görüşmeleri Tutulgası**, p. 47.

Même si ces mots sont prononcés quatre ans après le congrès qui fait l'objet de notre travail, ceci a grand sens en tant que le dernier stade d'une continuité – et d'ailleurs il est impossible que la situation se modifie considérablement en quatre ans. Ici, le secrétaire général acceptait qu'une classe ouvrière turque existait et même grandissait, et il attirait les attentions à un danger possible: ces ouvriers pourraient suivre les idéologies dont le but était de fonder un « état de domination de classe ». C'est pourquoi Peker a continué à son discours en accentuant l'importance de formation de la balance et solidarité entre les classes.

C'est en partant de toutes ces données que nous pouvons faire la constatation suivante : Bien que les classes sociales et les divisions de classe étaient formées objectivement en Turquie au début des années 1930, le Parti républicain du peuple a préféré de nier ce fait et il a défendu la nécessité de formation de l'accord et de division de travail entre les « groupes professionnels ». Se basant sur une sorte de manipulation, cette attitude avait trois objectifs qui se complètent : au premier niveau, empêchement du développement qualitatif de la classe ouvrière et de l'orientation de cette dernière vers un régime « antidémocratique » ; deuxièmement (et parallèlement) essayer de protéger l'unité nationale, au moins au niveau discursif et troisièmement utiliser ce discours d'unité nationale pour légitimer le régime de parti unique. On peut dire enfin que, même si cette « nouvelle » interprétation du principe de démocratie était le résultat des orientations ou des besoins du jour, on peut parler aussi d'une attitude « idéologique » du fait qu'il s'agit d'une lecture arbitraire de la réalité sociale à partir d'un système d'idée, qui était plus ancienne qu'une décennie.

En ce qui concerne le discours de l'unité nationale et de « société sans classe », le principe de démocratie était accompagné par un des deux nouveaux principes dans le programme : c'était l'étatisme. Maintenant, nous allons discuter ce principe à cet égard.

C. La philosophie d'unité nationale et le principe d'étatisme

Dans le premier chapitre de ce travail, nous avons vu dans quel contexte était né le discours « étatisme modéré » et comment a été utilisé ce discours. Ici, nous voulons

faire quelques autres constatations sur ce « nouveau » principe et mettre un lien entre celui-ci et celui de démocratie. En effet, les notions « étatismes » et « démocratie » semble bien loin l'une de l'autre. Pour Tekin Alp, il s'agissait de « deux ennemis réputés mortel et implacable » qui étaient arrivés « à faire bon ménage sous le même toit ». ¹⁸¹ Mais le programme de PRP les avait pus unifier. D'ailleurs, ces deux principes étaient désormais prononcés ensemble dans le discours du parti comme on l'a montré dans les parties antérieures de ce travail.

Nous avons dit que c'est vers 1931 que l'étatisme a commencé à faire partie du discours du PRP. Toutefois, il ne s'agit pas d'un principe ou d'une politique totalement nouveau. Si l'on laisse les débats des périodes très anciennes en dehors de notre travail, c'est toujours le même théoricien, Ziya Gökalp qui a théorisé les politiques étatistes pour diverses raisons. Dans un article publié à la revue *Küçük Mecmua* du 5 mars 1923, Ziya Gökalp exprimait les thèses officielles de la décennie suivante : la modernisation de la Turquie s'était réalisée sous la direction de l'État, et l'industrialisation de la Turquie pourrait se réaliser uniquement par l'intervention et orientation de l'État. C'est par les mots suivants que Gökalp continuait :

Donc ce qui va créer tous les filiales de la grande industrie ne peut être que l'État. L'État turc possède de son pouvoir en tant qu'un État producteur. D'ailleurs les turcs sont étatistes par leur nature. Ils attendent le début de chaque renouvellement et de chaque progrès de l'État. En Turquie, même les révolutions sont faites par l'État ; et ce fut toujours l'État qui a chaque fois lutté contre les éléments qui sont hostiles au progrès. C'est pourquoi, d'abord l'État doit obtenir un caractère d'État économique pour qu'il soit compétent dans les tâches économiques. ¹⁸²

En effet, Ziya Gökalp n'était pas seul. Nous savons par exemple qu'un autre cadre du mouvement nationaliste, Mahmut Esat (Bozkurt) Bey défendait des arguments ressemblants même pendant que la Guerre d'Indépendance continuait. C'était toujours lui qui fut le promoteur de convocation du Congrès d'économie d'Izmir en février 1923. Faisant un des discours d'ouverture dans ce congrès en tant que le ministre de

¹⁸¹ Alp, p. 190.

¹⁸² Ziya Gökalp, « İktisadi inkılap için nasıl çalışmalıyız? », *Küçük Mecmua*, le 5 mars 1923 in Ziya Gökalp, *Fırka Nedir?*, p. 38.

l'économie, Mahmut Esat Bey définissait en bref le modèle économique auquel il pensait. Il appelait ce modèle « la nouvelle école économique de Turquie ». En disant qu'on n'était pas de l'école « laissez-faire laissez-passer » et ni des écoles « socialiste, communiste ou étatiste », le ministre de l'économie ne définissait en fait que le modèle dit « étatisme modéré » de la décennie suivante : pour lui, le champ économique devrait être partiellement dans les mains de l'État et partiellement dans les mains des entreprises privées ; et surtout les grandes institutions de crédit et la grande industrie devraient être sous le contrôle de l'État.¹⁸³ Cependant, Mahmut Esat Bey n'a guère réussi à faire accepter ses opinions : ce fut plutôt un modèle « libéral » en faveur des entreprises privées qui a été instrumentalisé à partir du Congrès d'économie d'Izmir. Mais comme on l'a déjà dit, le manque d'une classe bourgeoise nationale et les effets de la crise économique mondiale ont engendré l'échec de ces politiques et c'est dans ce point-là que l'on est (ré)orienté à l'étatisme.

L'orientation à l'étatisme économique avait fait commencer une certaine transformation dans la culture politique dominante aussi. Ceci avait deux piliers : à un côté la mission sociale de l'état et ses devoirs face au citoyens étaient soulignés et à l'autre côté les applications étatistes se définissait désormais comme partie des politiques nationales. Cette transformation s'était réalisée de manière évolutive.

Le lieu où le mot « étatisme » (modéré) a été réutilisé après une longue période était, avant le discours de Sivas d'Ismet Pacha, toujours le livre « Savoirs Civiques Pour les Citoyens » qui était formé à partir des manuscrits rédigés en 1929. Ici, Afet Inan énumérait les différences de base entre les conceptions « individualiste » et « étatiste » et elle faisait une comparaison entre ces deux. Selon elle, chacun de deux côtés acceptait que les missions de protection de l'ordre général dans le pays et de la sécurité contre les états étrangers ne pourraient pas être laissées aux individus, et donc le point de différenciation était la question suivante : est-il aux individus ou à l'État de mener les tâches telles que les charges comme chemin de fer, les tâches d'enseignement, les tâches de santé, les tâches de solidarité sociale et les tâches économiques agricoles,

¹⁸³ Gündüz Ökçün, **Türkiye İktisat Kongresi: 1923-İzmir**, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, Ankara, 1968, p. 262-263.

commerciales et artisanale ? Il était possible que l'État n'intervienne pas à ces taches dans un système démocratique comme le voulaient les individualistes ; mais il y avait aussi des points où les étatistes avaient raison parce que ce types des taches intéressait la nation en entière. ¹⁸⁴

Le travail d'İnan accentuait le caractère national de l'étatisme aussi. Selon elle, la répartition juste des richesses nationales était obligatoire pour l'unité nationale, et puisque l'état était le protecteur unique de cette unité, ce principe devait toujours être suivi par l'état. ¹⁸⁵

C'est après ces propositions qu'on disait que la République de Turquie avait adopté le principe dit « étatisme modéré »¹⁸⁶. Mais ces discours seraient évolués vers une conception d'étatisme plus dur dans les années suivantes. Aussi, le deuxième livre de « Savoirs Civiques » qui est paru à la suite du règlement du ministère d'éducation au mois de septembre 1931 n'a pas utilisé le mot « étatisme modéré » et ceci est remplacé par la définition dans le programme de PRP. ¹⁸⁷

Si l'on regarde encore une fois les débats dans la presse pro-gouvernementale à la veille du congrès, concernant l'étatisme cette fois-ci, on verra que les cadres du parti ont commencé à attribuer un sens de plus en plus « national » à ce principe dans ces jours-là. Parmi les articles traitant ce thème, le plus intéressant est celui de Yakup Kadri Bey dont le titre était « la Pacte Nationale Economique » (*İktisadi Misak-ı Milli*). Comme on peut le saisir du titre, Yakup Kadri y qualifiait l'étatisme économique comme étant équivalent de l'esprit de lutte nationale. Répétant la thèse classique selon laquelle les turcs avaient tendance à l'étatisme par leur nature, Yakup Kadri unifiait ce principe avec le principe de démocratie aussi :

Il faut que la nation turque fasse une coopération et unité sensitive autours d'un programme de lutte économique juste comme était le cas dans la lutte

¹⁸⁴ İnan, 71-76.

¹⁸⁵ **Ibid**, p. 79-80.

¹⁸⁶ **Ibid**, p. 82.

¹⁸⁷ Afet İnan, **Devletçilik İlkesi ve Türkiye Cumhuriyetinin Birinci Sanayi Planı**, Türk Tarih Kurumu Basımevi, Ankara, 1972, p. 23.

d'indépendance. Pour un temps, pour longtemps – toujours comme dans la lutte d'indépendance – les soucis de prospérité personnelle et d'intérêt personnel ou professionnel doivent être quittés. Tous les travaux et tous les efforts doivent être consacrés à la voie de prospérité commune de la nation. D'ailleurs il est possible de créer de tels efforts dans le sein de la nation turque qui ne sait rien des luttes de classe et qui est étatiste par sa nature. Il suffit qu'on sache un peu ce que nous désirons, sur quels chemins nous voulons arriver à nos buts et qu'on le dise explicitement.¹⁸⁸

C'est ainsi que le programme économique étatiste était défini comme une sorte de programme de lutte nationale. C'était aussi une sorte de répétition de ce qu'avait dit İsmet Paşa à Sivas. Comme nous l'avons montré au premier chapitre, le domaine où les débats d'étatisme se manifestaient le plus était la construction des chemins de fer. Défendant que les chemins de fer doivent être construits par l'État, le PRP abordait cet enjeu à travers le paradigme d'indépendance nationale et il avait fortement utilisé cet argument dans la lutte idéologique qu'il a menée contre le PRL. Longtemps après la dissolution du PRL et quelques jours avant le congrès, le même débat continuait sur la presse et on disait toujours que la construction des chemins de fer par l'État avait un rapport direct avec l'objectif d'unité et indépendance nationale.¹⁸⁹ Dans les mêmes temps, on voyait des articles où les termes « économie étatiste » et « économie nationaliste » étaient utilisés comme synonyme aussi.¹⁹⁰

C'est pour ces raisons que ce nouveau principe était défini, vers les jours de congrès, non seulement comme la réalisation des tâches que les individus ne peuvent pas faire par l'État, mais aussi comme application d'un programme qui cherche l'objectif d'unité nationale. Ayant la mission de répartition juste des richesses dans le domaine économique, l'État interviendrait davantage au domaine sociale aussi et il essaierait de diriger la société en tous sens. On avait déjà vu que le programme de parti disait d'ailleurs explicitement que l'étatisme ne serait pas limité avec le domaine économique.

Une fois qu'il est entré dans le programme de parti, le principe d'étatisme deviendrait un point de référence que tous les acteurs devaient plus ou moins accepter.

¹⁸⁸ « İktisadi Misak-ı Milli », *Hakimiyeti Milliye*, le 20 mars 1931.

¹⁸⁹ Yunus Nadi, « Müstakıl Türkiye'nin şimendifer siyaseti », *Cumhuriyet*, le 27 avril 1931.

¹⁹⁰ Voir l'article « *EkmeK Meselesi* » (Question de Pain) de Zeki Mesut, publié au journal *Hakimiyeti Milliye* le 8 février 1931.

Autrement dit, le débat dans ces années-là ne se déroulait pas sur la question d'être ou de ne pas être étatiste, mais sur la façon d'interprétation de l'étatisme. On voit par exemple que même l'opposant libéral Ahmed Ağaoğlu disait que l'État était « étatiste par sa nature » et que « le caractère d'étatisme de l'État était essentiellement une réalité incontestable ».¹⁹¹ De l'autre côté, l'acteur principal qui est allé jusqu'au bout de la théorisation de l'étatisme fut la revue mensuelle *Kadro* (« Cadre »), publiée à partir du début 1932 par les personnages comme Yakup Kadri (Karaosmanoğlu), Şevket Süreyya (Aydemir) et Vedat Nedim (Tör) qui étaient des membres du PRP aussi. Cependant, ce mensuel n'était pas une publication de parti, même s'il existait de bons rapports entre le mensuel et le gouvernement, d'où par exemple, İsmet Paşa avait fait publier son article intitulé « Caractère d'étatisme de notre parti » à *Kadro*.¹⁹² Il faut dire pourtant que le Premier ministre se contentait ici par une définition « modérée » d'étatisme selon laquelle l'État devait faire ce que les individus ne pouvaient pas faire. Mais la politique que *Kadro* menait n'était pas tellement modérée : il défendait une politique étatiste plus radicale qui était beaucoup plus sceptique face au capital privé et qui servirait, d'autre part, à la suppression des classes sociales. Même si c'était un sujet de polémique (avec Ağaoğlu par exemple), *Kadro* défendait quand même que la conception d'étatisme du parti fût très proche à la leur. Voire pour Vedat Nedim, l'étatisme dans le programme de PRP criait fortement que la nation turque était acceptée comme étant une unité sans intérêt de classe.¹⁹³ D'après nous, il est plus correct de dire que le *Kadro* et le PRP utilisaient des rhétoriques ressemblantes – comme « société sans classe » - mais qu'il existait une différence de sens attribué aux notions, et le contenu de l'étatisme du *Kadro* et celui du parti n'était pas identique. Peut-être on peut définir *Kadro* comme la « fraction gauche » du PRP, et un seuil qui formait la limite que le PRP ne devait pas dépasser.

Le mensuel *Kadro* et son théoricien principal qu'est Şevket Süreyya Bey avaient joué un rôle important dans un autre débat aussi ; voire certaines évaluations de Şevket Süreyya Bey au début de 1931, c'est-à-dire beaucoup plus avant la naissance du

¹⁹¹ Ağaoğlu Ahmet, **Devlet ve Fert**, İstanbul Sanayi Nefise Matbaası, 1933, p. 30-31.

¹⁹² Başvekil İsmet, « Fırkamızın Devletçilik Vasfı », *Kadro*, (22), octobre 1933, p. 4-6.

¹⁹³ Vedat Nedim, « Türk devletçiliği iktibas devletçiliği değildir », *Kadro*, (17), mai 1933, p. 22.

mensuel, avaient eu des effets directes sur le congrès du PRP. Comme la dernière sous-partie de notre travail, nous aborderons brièvement ce débat.

D. « Idéologie de la révolution »

Au cours des débats sur le programme de parti dans le congrès, le délégué de Kütahya, Alâeddin Bey avait prononcé le terme « idéologie de la révolution ».¹⁹⁴ Cette notion fragile et discutable n'appartenait en effet pas à Alâeddin Bey lui-même mais à Şevket Süreyya, qui a eu des effets directs sur le congrès bien qu'il ne soit pas un délégué.

Le but principal de Şevket Süreyya et des « cadres » qui l'accompagnaient était de faire obtenir une idéologie à la Révolution turque. Pour eux, la Révolution turque était une révolution qui *représente* un système d'idée comme la Révolution française du fait que la première représentait et défendait l'idéal de libération nationale, de l'ordre national sans conflit et de l'égalité des nations. Cependant, il ne s'agissait pas d'une révolution qui *se base sur* un système d'idée comme il est le cas pour la Révolution russe qui avait des principes déterminés restant inchangés face à la cour des choses.¹⁹⁵ Et le jour nécessitait la formation d'une idéologie pour que la révolution avance plus.

Le premier pas concret de Şevket Süreyya dans cet objectif fut une conférence intitulée « Idéologie de Notre Révolution » faite le 15 janvier 1931 au Foyer Turc d'Ankara. Un des points accentués dans cette conférence était le besoin d'un cadre minoritaire qui puisse être avant-garde de la révolution. Ces cadres minoritaires formeraient une théorie en partant de la réalité existante qui aiderait au progrès sans cesse, si l'on excepte de petites mouvances stratégiques ou tactiques. Après ces accents, Şevket Süreyya continuait à son discours par les mots suivants :

¹⁹⁴ Ayant le but d'orienter les débats sur le règlement, Alâeddin Bey parlait du programme accepté deux jours avant et il utilisait les mots suivants: « Notre programme a un caractère qui exprime l'idéologie de la révolution turque qui n'était pas écrite jusqu'aujourd'hui. Surtout dans la partie concernant les caractéristiques du Parti républicain du peuple, on dit que le Parti accepte comme un principe de défendre tout ce qui est fait pour la révolution. » C.H.F. *Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları*, p. 229.

¹⁹⁵ Şevket Süreyya, *İnkılâp ve Kadro: İnkılabın İdeolojisi*, Ankara, 1932, p. 42-44.

Nous devons indiquer que la Révolution turque possède de tous les éléments théoriques et d'idée qui peuvent être des principes pour elle et avant-garde pour ceux qui le mèneront, mais que ces éléments ne sont pas unifiés et organisés autour d'un système d'idée qui puisse être idéologie pour la révolution. Néanmoins, explication et compréhension des principes de révolution est le premier principe de la révolution.¹⁹⁶

En effet, l'idée de « idéologie de révolution » était acceptable pour tous les cadres au sens général, ou plus correctement dit, cette idée elle-même n'est pas confrontée à l'opposition dans le parti. Toutefois, le contenu attribué à cette notion était bien discutable. Par exemple, Şevket Süreyya avait refusé le concept de démocratie dans ladite conférence, et il l'avait défini comme étant « une notion démodée appartenant au 19^{ème} siècle ». ¹⁹⁷ Trois jours après la conférence, un autre cadre important du PRP, Neşet Halil (Atay) lui a répondu sur le journal *Hakimiyeti Milliye*. Disant que la démocratie ne pourrait pas être démodée et même que l'on n'avait pas suffisamment marché vers la démocratie, Neşet Halil soulignait que la prospérité de la nation ne pourrait être créée que par cette voie, et il terminait son article en disant « il est un peu pitoyable de parler de l'idéologie de notre révolution sans croire à la démocratie ». ¹⁹⁸

C'est à partir de cet article qu'une polémique a commencé. C'est sur le même journal que Şevket Süreyya a donné une réponse cinq jours après. Disant qu'il avait « parlé de l'idéologie de la révolution en tant qu'une notion globale », Şevket Süreyya critiquait Neşet Halil du fait qu'il n'avait traité que la question de démocratie, et ensuite il énumérait les caractéristiques de la Révolution turque de son point de vue. S'il faut les dire en résumé, ces caractéristiques étaient le passage de la situation de demi-colonie vers la libération économique et politique ; suppression/empêchement des antagonismes de classe, le manque d'un système d'idée bien formé, c'est-à-dire d'une idéologie pour la révolution ; accumulation du capital national et établissement de l'ordre de révolution. Cet ordre de révolution ne pouvait pas être démocratie, car la démocratie était un terme essentiellement appartenant à la philosophie française du 18^{ème} siècle et même les

¹⁹⁶ Aydemir, *Tek Adam*, p. 435-438.

¹⁹⁷ Neşet Halil, « Demokrasi rejimi », *Hakimiyeti Milliye*, le 18 janvier 1931. Pour éviter une ambiguïté, il faut dire qu'on parlait ici de la notion de démocratie au sens universel du mot, et non pas du principe *halkçılık* du parti.

¹⁹⁸ *Ibid.*

régimes européens avaient commencé à la trouver impropre pour leurs systèmes politiques.¹⁹⁹

Ensuite Neşet Halil a essayé de réfuter les thèses par deux articles différents.²⁰⁰ En effet, cette polémique indiquait un autre point important en dehors des thèses de chaque partie. C'est que, un journal comme *Hakimiyeti Milliye* qui était comme l'organe de presse officielle du gouvernement ouvrait le sujet de l'idéologie de révolution au débat, mais on voyait une différenciation d'idée à tel point qu'on défendait des thèses très opposantes concernant un sujet fondamental qu'est la démocratie. En quelques jours, ces polémiques ont commencé à être interprétées comme la naissance d'une nouvelle idéologie au sein du PRP.²⁰¹

D'autre part, Şevket Süreyya avait bien l'intention de faire accepter ses thèses au Parti républicain du peuple. Il a continué à travailler pour cet objectif après que le programme a été adopté dans le congrès et que les six principes sont entrés au programme. Comme premier pas, cet idéologue de parti a préparé « une thèse qui essaie d'expliquer les principes de l'idéologie de révolution » ; il en a fait 21 exemplaires et les a envoyé aux différentes personnes et institutions, dont un était pour Mustafa Kemal Pacha.²⁰² Ensuite il a développé la même thèse et c'est ainsi qu'il a publié son livre célèbre *İnkılâp ve Kadro* (« Révolution et Cadre ») en 1932. Continuant à défendre les mêmes idées dans ce livre, Şevket Süreyya y disait que tous les révolutionnaires avaient quatre missions principales devant eux :

- 1 – Expliquer et convoquer les éléments d'idée qui sont spécifiques à la révolution en tant que des principes concrets ;
- 2 – Rendre [la] révolution une révolution qui se base sur un système d'idée au lieu d'une révolution qui représente un système d'idée ;
- 3 – Rendre les éléments d'idée que représente la révolution un fondement pour elle en tant qu'une idéologie ;

¹⁹⁹ « İnkılâbımızın ideolojisi », *Hakimiyeti Milliye*, le 23 janvier 1931.

²⁰⁰ « Demokrasi rejimi ve ideoloji bahsi », *Hakimiyeti Milliye*, le 28 janvier 1931 et « Demokrasi rejimi », *Hakimiyeti Milliye*, le 31 janvier 1931.

²⁰¹ Şevket Süreyya, *İnkılâp ve Kadro: İnkılâbın İdeolojisi*, p. 1.

²⁰² Şevket Süreyya Aydemir, *Suyu Arayan Adam*, p. 492.

4 – Instaurer [la] révolution sur une base sûre au sens matériel et moral et ainsi la léguer aux générations futures avec toutes ses explications et interprétations.²⁰³

Le livre était publié en presque même temps avec la naissance du mensuel *Kadro*, qui avait justement le même objectif. Ce travail a créé un grand intérêt, voire Neşet Halil dirait dit qu'il trouvait la parution du livre comme un gain pour la révolution - et c'est à *Kadro* qu'il a publié son article dans lequel il le dit.²⁰⁴ Ceci montrait comment Şevket Süreyya et les autres personnages du même groupe avaient des effets sur le parti. On peut dire aussi que le groupe *Kadro* avait réussi à devenir une « cadre minoritaire » qui réalise une mission idéologique pour le régime. Mais ceci n'a pas duré longtemps : la mission du *Kadro* est terminée en 1935 où Yakup Kadri Bey a été nommé comme Consul de Tirana et donc la vie du mensuel a pris fin. Et c'est juste dans la même année que le Parti républicain du peuple a convoqué son quatrième congrès où on a approuvé toutes les thèses de 1931 et on a ajouté une phrase au programme, selon laquelle les principes que le parti suivait s'appelaient la voie de Kémalisme.

Le mensuel *Kadro* n'était pas un acteur indépendant du parti, mais la vision du monde qu'il défendait n'était pas totalement en accord avec les thèses « officielles » du parti. Surtout leur interprétation d'étatisme qui était inspirée du marxisme était un problème pour le parti. Cependant, la mission principale qu'ils menaient, c'est-à-dire la production d'une idéologie devrait être acceptée comme un besoin pour le parti. C'est ainsi que nous pouvons expliquer comment ce mensuel a demeuré sous les circonstances politiques et sociales où un monolithisme absolu régnait. Alors on peut dire que le parti cherchait vraiment une idéologie dans ces années-là. Le programme de 1931, les « Six flèches » ainsi que les thèses qui les inspirent étaient au cœur de ces recherches. Autrement dit, l'idée d'unité nationale, sans classe et sans conflit, majoritairement étatiste sous la direction du parti qui possédait non seulement le pouvoir exécutif mais aussi l'outil d'État presque entièrement était le résumé de la philosophie politique du régime de parti unique pendant les années 1930. Toutefois, ce n'était que le cas d'une période provisoire : suite à la modification des besoins, les décennies suivantes témoigneraient d'abord à l'affaiblissement du modèle parti-état, ensuite au retour au

²⁰³ Şevket Süreyya, **İnkılap ve Kadro: İnkılabın İdeolojisi**, p. 46.

²⁰⁴ Neşet Halil, « İnkılâp ve Kadro », *Kadro*, (10), octobre 1932, p. 44.

systeme multipartite et enfin à la modification du contenu des principes du parti. Donc, en dernière analyse, « pragmatisme » serait dominant sur « idéologie » encore une fois.

CONCLUSION

Le prochain congrès du Parti républicain du peuple allait se dérouler du 9 au 16 mai 1935, et ce congrès n'allait pas faire de grandes modifications sur les textes principaux du parti comme le programme ou le règlement, et l'on n'allait pas exprimer une posture politique ou « idéologique » différente de celle qui est mise en évidence en 1931. Quant aux années suivantes, on n'allait voir que de petites modifications. C'est-à-dire que le congrès de 1931 qui était une *rupture* par rapport aux années passées allait faire commencer une *continuité* aussi qui va plus ou moins jusqu'à la fin de la période de parti unique, bien que les principes qui en font part seraient partiellement quittés dans un avenir plus loin.

Après avoir essayé de décrire divers aspects de ce congrès ainsi que son contenu politique, on peut faire quelques déductions en partant de tous ce qui est dit, non seulement sur le congrès de 1931 mais aussi sur les orientations majeures du pouvoir politique dans la période qui englobe ledit congrès. C'est ainsi qu'on aura souligné encore une fois les thèses principales que nous avons défendues au long du présent travail.

La première chose à dire est qu'il existe un lien direct entre l'expérience de Parti républicain libéral et le contenu du congrès de 1931. Cet aspect n'est pas suffisamment élaboré dans les travaux sur cette période-là. Comme on avait essayé de le montrer dans le premier chapitre, cette expérience ne peut pas être vue comme un simple essai de passage au système bipartite avec l'incitation de Mustafa Kemal, ni comme la tentative de création d'une opposition dirigée. L'objectif principal était de créer l'ambiance adéquate pour ce qu'on se préparait à dire, et surtout pour les politiques étatistes. Mais ce n'était pas tout : cette expérience n'est pas allée comme prévu, et on a du fortement tenir compte des conséquences de cette expérience en préparant le programme et le règlement. Il était même possible que les Foyers turcs continuent à demeurer si le Parti libéral n'avait pas dévoilé un tel dynamisme d'opposition sociale.

La deuxième chose à dire est que le contenu du congrès de 1931 n'intéresse pas seulement les orientations du parti qui l'organise, mais aussi le système politique, voire la forme d'État en Turquie dans ces années-là. Une forte application d'étatisme économique et politique et une telle pénétration du parti vers le champ social, à telle manière qu'il n'y ait pas d'autre acteur que le parti, ne peut se traduire qu'en unification du parti avec l'outil de l'État. C'est pour cette raison que, comme on l'avait dit dans les parties correspondantes, nous avons la tendance de faire commencer le modèle dit « parti-État » non de 1935 ou 1936 comme on le fait habituellement, mais de 1931. Ce modèle serait – évidemment non par son contenu mais par sa forme – ressemblant aux régimes de parti unique du bloc de l'Est dirigés par les partis « avant-gardes », dans la deuxième moitié du XX^e siècle. C'est dans ce sens-là que la date de 1931 doit être acceptée comme un point de rupture non seulement dans l'histoire du parti, mais aussi dans l'histoire politique de Turquie.

Le troisième point que nous voulons souligner est que la période qui englobe le congrès de 1931 est caractérisée par les recherches d'idéologies aussi. Le débat commencé par Şevket Süreyya Bey que l'on a vu dans le troisième chapitre ne peut être considéré indépendant des débats internes du parti. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard que le parti a définitivement formé les six principes et les a mis dans le programme juste dans le temps où ces débats se déroulaient ; il n'est pas du tout par hasard non plus qu'un doctrinaire comme Recep Bey a été nommé comme le secrétaire général du parti dans la même période.

Cette « idéologie recherchée » se basait quand même sur une philosophie politique déterminée, d'où on vient à quatrième point principal : ayant deux piliers comme démocratie et étatisme, la philosophie de l'unité nationale avait un lieu fondamental dans les thèses de 1931. Prévoyant un modèle de parti unique fortement étatiste qui nie l'existence des classes sociales contradictoires aussi, cette philosophie de l'unité nationale était très proche de l'idéologie corporatiste, qui était à la fois antilibéral et antisocialiste, comme Taha Parla l'indique.²⁰⁵ On a déjà montré au début du travail

²⁰⁵ Parla, **Kemalist Tek-Parti İdeolojisi ve CHP'nin Altı Ok'u**, p. 42.

que l'antilibéralisme (qui était vu comme équivalent du nationalisme) était parmi les discours principaux du parti et ce, à partir de l'année 1930.

Dernièrement, l'aspect « antisocialiste » de cette philosophie, qui prévoyait l'organisation de la société selon le principe de division de travail professionnelle était « réinventé » avec le programme de 1931. Cette idée qui était plus ancienne que la République a recommencé à être utilisée en 1931 pour empêcher les luttes de classe et pour affaiblir les autonomies des classes sociales. Il serait faux quand même de parler d'une sorte de fascisme turc en partant de ce tableau. Au fond, comme on l'avait dit, la catégorie sociale qui était privilégiée dans ce modèle était la bureaucratie et non pas la bourgeoisie. Pour nous, c'est une faute mortelle de parler du « fascisme » pour un cas où la bourgeoisie, ou au moins la domination bourgeoise n'existe pas, comme il est fait parfois.

C'est ainsi que nos évaluations sur le congrès du Parti républicain du peuple et sur les tendances fondamentales de cette période prennent fin. Mais il nous reste quand même quelques questions à poser. Tout d'abord il faut mettre en évidence comment ont été concrétisés les décisions du congrès. Il faut surtout voir à quel niveau le programme et le règlement sont appliqués à long terme ou voir, par exemple, si les revendications des organisations locales qui avaient engendré de longs débats dans le congrès ont été répondues à court terme. Il faut aussi observer la suite des débats d'idéologie et mettre en évidence pourquoi on n'a pas pu (ou on n'a pas préféré) établir une idéologie durable et comment et pourquoi on a quitté quelques principes (comme étatismisme économique) dans les décennies suivantes. Dernièrement, il faut voir si le parti de pouvoir est resté, en pratique, vraiment à distance égale à toutes les classes, y compris les propriétaires de terre, qui étaient privilégiées aux dernières périodes de l'Empire ottoman et qui étaient toujours fortes dans les années 1930. Ce sont les questions que nous avons mis en dehors de l'extension de ce travail et qui nécessitent d'autres travaux dans ce domaine.

BIBLIOGRAPHIE

1) SOURCES

1.1. Publications officielles

C.H.F. Halkevleri Talimatnamesi [Charte des Maisons du Peuple pour PRP], Hakimiyeti Milliye Matbaası, 1932

C.H.F. Programı [Le Programme de PRP], İstanbul Devlet Matbaası, 1931

C.H.F. Üçüncü Büyük Kongre Zabıtları (10-18 Mayıs 1931) [Procès-verbaux du Troisième Grand Congrès du PRP (le 10 à 18 mai 1931)], İstanbul Devlet Matbaası, 1931

C.H.P. Dördüncü Büyük Kurultayı Görüşmeleri Tutulgası (9-16 Mayıs 1935) [Procès-verbaux du Quatrième Grand Congrès du PRP (9-16 Mai 1935)], Ankara Ulus Basımevi, 1935

Cumhuriyet Halk Fırkası Nizamnamesi (1927) [Règlement de 1927 du Parti républicain du peuple], Hakimiyeti Milliye Matbaası, 1931

1.2. Ouvrages

AĞAOĞLU, Ahmet, **Devlet ve Fert**, İstanbul Sanayi Nefise Matbaası, 1933

_____, **Serbest Fırka Hatıraları**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1994

ALP, Tekin, **Le Kémalisme**, Librairie Félix Alcan, Paris, 1937

[AYDEMİR], Şevket Süreyya, **İnkılap ve Kadro: İnkılabın İdeolojisi**, Ankara, 1932

_____, **Suyu Arayan Adam**, Öz Yayınları, Ankara, 1959

BAŞAR, Ahmet Hamdi, **Atatürk'le Üç Ay ve 1930'dan sonra Türkiye**, Tan Matbaası, İstanbul, 1945

GÖKALP, Ziya, **Yeni Türkiye'nin Hedefleri**, Baha Matbaası, İstanbul, 1974

_____, **Fırka Nedir?**, Doğu Yayını, 1947

İNAN, Afet, **Vatandaş İçin Medeni Bilgiler, Kitap I: Millet-Devlet-Demokrasi-Devletin Vatandaşa Karşı Vazifeleri-İş Bölümü – Bağlılık – Çalışma**, İstanbul, 1930

İNÖNÜ, İsmet, **Hatıralar**, Tome II, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1987

OKYAR, Ali Fethi, **Serbest Cumhuriyet Fırkası nasıl doğdu, nasıl fesh edildi?**, İstanbul, 1987

1.3. Articles

[ABALIOĞLU], Yunus Nadi, « Gazi Hz.nin İzmir Nutku », **Cumhuriyet**, le 30 janvier 1931

_____, « Türk Ordusu Türk Milletinin Daima Önde Gidenidir », **Cumhuriyet**, le 24 février 1931

_____, « Müstakil Türkiye'nin şimendifer siyaseti », **Cumhuriyet**, le 27 avril 1931

_____, « Serbest Fırka: Zuhuru ve Ufulü », **Cumhuriyet**, le 15 mai 1931

[ALSAN], Zeki Mesut, « Davanın Esası », **Hakimiyeti Milliye**, le 11 janvier 1931

_____, « Ekmek Meselesi », **Hakimiyeti Milliye**, le 8 février 1931

[ATABİNEN], Reşit Saffet, « Türklük ve Türkçülük İzleri », **Türk Yurdu**, novembre 1930 (35-229), p.12-18

[ATAY], Falih Rıfkı, « Sivas Nutku », **Hakimiyeti Milliye**, le 2 septembre 1930

_____, « Şef ve Diktatör », **Hakimiyeti Milliye**, le 4 janvier 1931

_____, « Gazi Geliyor », **Hakimiyeti Milliye**, le 25 février 1931

_____, « Türk Ocağı », **Hakimiyeti Milliye**, le 21 mars 1931

_____, « Sınıf Kavgası », **Hakimiyeti Milliye**, le 1 avril 1931

_____, « Peker'in ölümü », **Ulus**, le 3 avril 1950

[ATAY], Neşet Halil, « Demokrasi rejimi », **Hakimiyeti Milliye**, le 18 janvier 1931

_____, « Demokrasi rejimi ve ideoloji bahsi », **Hakimiyeti Milliye**, le 28 janvier 1931

_____, « İnkılâp ve Kadro », **Kadro**, octobre 1932 (10), p. 44-46.

_____, « Demokrasi rejimi », **Hakimiyeti Milliye**, le 31 janvier 1931

[AYDEMİR], Şevket Süreyya, « İnkılâbımızın ideolojisi », **Hakimiyeti Milliye**, le 23 janvier 1931

[BELGE], Burhan Asaf, « Faşizm ve Türk milli kurtuluş hareketi », **Kadro**, août 1932 (8), p. 36-39

- « Irak Türklerine Dair: Umumi Malûmat » (sans signature), **Türk Yurdu**, juillet 1930 (31-225), p. 6-16
- [İNÖNÜ], İsmet, « Fırkamızın Devletçilik Vasfı », **Kadro**, octobre 1933, (22), p. 4-6
- [KARAOSMANOĞLU], Yakup Kadri, « Gazi Hazretlerinin Seyahati Münasebetiyle », **Hakimiyeti Milliye**, le 20 novembre 1930
- _____, « İzmir Nutku Münasebetiyle », **Hakimiyeti Milliye**, le 2 février 1931
- _____, « İktisadi Misak-ı Milli », **Hakimiyeti Milliye**, le 20 mars 1931
- _____, « Türk Ocağı », « Türk Ocağı », **Hakimiyeti Milliye**, le 12 avril 1931
- _____, « Plan », **Hakimiyeti Milliye**, le 27 avril 1931
- NERMİ, M., « Türkçülük ve Politika », **Hakimiyeti Milliye**, le 7 avril 1931
- [SOYDAN], Mahmut, « Fırkamız », **Hakimiyeti Milliye**, le 29 septembre 1930
- _____, « İtidal ve Basiret Politikası », **Hakimiyeti Milliye**, le 12 janvier 1931
- _____, « Büyük Gazi ve Büyük Kongre », **Hakimiyeti Milliye**, le 13 mai 1931
- _____, « Yeni Vaziyet », **Hakimiyeti Milliye**, le 16 août 1930
- [TANRIÖVER], Hamdullah Suphi, « Putlar Nasıl Kırılır ? », **Türk Yurdu**, juillet 1929 (19-213), p. 61-68
- [TÖR], Vedat Nedim, « Türk devletçiliği ihtibas devletçiliği değildir », **Kadro**, mai 1933 (17), p. 16-21.

2) ETUDES

2.1. Ouvrages

- AKIN, Yiğit, “**Gürbüz ve Yavuz Evlatlar**”: **Erken Cumhuriyet’te Beden Terbiyesi ve Spor**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2004
- AVŞAR, Abdülhamit, **Bir Partinin Kapanmasında Basının Rolü: Serbest Cumhuriyet Fırkası**, Kitabevi, İstanbul, 1998
- AYDEMİR, Şevket Süreyya, **Tek Adam: Mustafa Kemal 1922-1938**, Tome III, Remzi Kitabevi, 1999
- BERKES, Niyazi, **Türkiye’de Çağdaşlaşma**, YKY Yayınları, İstanbul, 2006
- BİLÂ, Hikmet, **CHP: 1919-1999**, Doğan Kitapçılık, İstanbul, 1999

- BORATAV, Korkut, **Türkiye İktisat Tarihi: 1908-1985**, Gerçek Yayınevi, İstanbul, 1988
- EMRENCE, Cem, **99 Günlük Muhalefet: Serbest Cumhuriyet Fırkası**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2006
- ERDEM, Tarhan, EREZ, İ. Selçuk, **Halkevleri**, CHP İstanbul İl Gençlik Kolu Yayını:4, İstanbul, 1963
- ERSANLI, Büşra, **İktidar ve Tarih: Türkiye’de ‘Resmi Tarih’ Tezinin Oluşumu (1929-1937)**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003
- ERSEL, Hasan ; KUYAŞ, Ahmet ; OKTAY, Ahmet ; TUNÇAY, Mete, **Cumhuriyet Ansiklopedisi: 1923-1980**, Tome I (1923-1940), YKY Yayınları, İstanbul, 2003
- GEORGEON, François, **Aux Origines du Nationalisme Turc: Yusuf Akçura (1876-1935)**, Editions A.D.P.F., Paris, 1980
- GOLOĞLU, Mahmut, **Tek Partili Cumhuriyet (1931-1938)**, Kalite Matbaası, Ankara, 1974
- GÜL, Teoman, **Türk Siyasal Hayatında Recep Peker**, T.C. Kültür Bakanlığı Yayınları, Ankara, 1998
- HEPER, Metin, **Türkiye’de Devlet Geleneği**, Doğu Batı Yayınları, Ankara, 2006
- İNAN, Afet, **Devletçilik İlkesi ve Türkiye Cumhuriyetinin Birinci Sanayi Planı**, Türk Tarih Kurumu Basımevi, Ankara 1972
- KARAÖMERLİOĞLU, Asım, **Orada Bir Köy Var Uzakta: Erken Cumhuriyet Döneminde Köycü Söylem**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2006
- KEYDER, Çağlar, **Türkiye’de Devlet ve Sınıflar**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003
- KOÇAK, Cemil, **Belgelerle İktidar ve Serbest Cumhuriyet Fırkası**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2006
- ÖKÇÜN, Gündüz, **Türkiye İktisat Kongresi: 1923-İzmir**, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, Ankara, 1968
- ÖKTE, Ertuğrul Zekai, **Gazi Mustafa Kemal Atatürk’ün Yurtiçi Gezileri (1922-1938), Cilt I: 1922-1931**, Tarih Araştırmaları ve Dokümantasyon Merkezi Kurma ve Geliştirme Vakfı, İstanbul, 2000

PARLA, Taha, **Türkiye’de Siyasal Kültürün Resmi Kaynakları, Cilt: 3 – Kemalist Tek Parti İdeolojisi ve CHP’nin Altı Ok’u**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1995

_____, **Ziya Gökalp, Kemalizm ve Türkiye’de Korporatizm**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2005

PERİNÇEK, Doğu, **Kemalist Devrim-6: Atatürk’ün CHP Program ve Tüzükleri**, Kaynak Yayınları, İstanbul, 2008

POULANTZAS, Nicos, **Fascisme et Dictature**, Editions du Seuil / Maspero, 1974

TEKELİ, İlhan – İLKİN, Selim, **Cumhuriyetin Harcı, Birinci Kitap: Köktenci Modernitenin Doğuşu**, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2003

TUNAYA, Tarık Z., **Türkiye’de Siyasi Partiler: 1859-1952**, İstanbul, 1952

TUNCER, Hüseyin ; HACALOĞLU, Yücel ; MEMİŞOĞLU, Ragıp, **Türk Ocakları Tarihi: Açıklamalı Kronoloji (1912-1997)**, Tome I (1912-1931), Türk Yurdu Yayınları, Ankara, 1998

TUNÇAY, Mete, **Türkiye Cumhuriyeti’nde Tek Parti Yönetimi’nin Kurulması: 1923-1931**, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul, 2005

TÜFEKÇİ, Gürbüz, **Atatürk: Seyahat Notları (1930-1931)**, Kaynak Yayınları, İstanbul, 1998

ÜSTEL, Fusun, **İmparatorluktan Ulus-Devlete Türk Milliyetçiliği: Türk Ocakları (1912-1931)**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2004

WEIKER, Walter F., **Political Tutelage and Democracy in Turkey: The Free Party and its Aftermath**, Leiden E.J. Brill, 1973

2.2. Articles

AHMAD, Feroz, « Kemalist Türkiye’de İdeoloji Arayışı: 1919-1939 » *in* Feroz Ahmad, **İttihatçılıktan Kemalizme**, Kaynak Yayınları, İstanbul 1999, p. 160-177

KOÇAK, Cemil, « Siyasal Tarih (1923-1950) » *in* Sina Akşin (dir.), **Türkiye Tarihi 4 / Çağdaş Türkiye 1908-1980**, Cem Yayınları, İstanbul, 2002, p. 126-212

TOPRAK, Binnaz, « Dinci Sağ », *in* Irvin Cemil Schick – Ertuğrul Ahmet Tonak (dir.), **Geçiş Sürecinde Türkiye**, Belge Yayınları, İstanbul, 1990, p. 237-253

TOPRAK, Zafer, « II. Meşrutiyet'te Solidarist Düşünce: Halkçılık », **Toplum ve Bilim**, Printemps 1977 (1), p. 93-123

YERASIMOS, Stefanos, « Tek Parti Dönemi » *in* Irvin Cemil Schick – Ertuğrul Ahmet Tonak (dir.), **Geçiş Sürecinde Türkiye**, Belge Yayınları, İstanbul, 1990, p. 76-111

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite	Galatasaray Üniversitesi
Enstitü	Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı	Selim Sezer
Tez Başlığı	Le Congrès de 1931 du Parti républicain du peuple
Savunma Tarihi	15 Eylül 2009
Danışmanı	Yrd. Doç. Dr. Ahmet KUYAŞ

JÜRİ ÜYELERİ

Yrd. Doç. Dr. Ahmet KUYAŞ

Prof. Dr. Ahmet İNSEL

Doç. Dr. Birol CAYMAZ

Enstitü Müdürü
Prof.Dr. V. Mehmet Bolak